مؤلف التوثيق في القضاء و القانون المغربيين - الجزء - 86 –

اعداد مصطفى علاوي المستشار بمحكمة الاستئناف بفاس المغرب
حاصل على الإجازة في الشريعة
جامعة القرويين فاس المغرب له
العديد من المؤلفات

.....
.....

مصطفى علاوي هو مستشار بمحكمة الاستئناف بفاس في المغرب، وحاصل على الإجازة في الشريعة من جامعة القرويين بفاس، بالإضافة إلى دبلوم المعهد العالي للقضاء بالمغرب.

نبذة ومسار مهني

الوظيفة: مستشار بمحكمة الاستئناف بفاس.

- الشهادات العلمية:

الإجازة في الشريعة من جامعة القرويين بفاس.

دبلوم المعهد العالي للقضاء بالمغرب.

- الأنشطة والمهام:

مشارك ومؤطر في عدة دورات وندوات علمية وقضائية (مثل تأطير الفوج 2018 للعدول، وقضاء التوثيق، ومحاكمة الطفل في تماس مع القانون).عضو اللجنة الجهوية بمحكمة الاستئناف بفاس لمكافحة العنف ضد المرأة والطفل.

من أبرز مؤلفاته وأعماله القانونية

قطوف قضائية

تنفيذ المقررات القضائية

ما جرى عليه عمل محكمة النقض

سلسلة تدوين الاجتهادات القضائية المغربية (من 1 إلى 28)

إثبات الالتزامات والبراءة منها والعقود المسماة

التشريعات الوطنية المغربية والاتفاقات الدولية لحقوق الإنسان

رد الاعتبار في الاجتهاد القضائي المغربي

الرائز في الاجتهادات القضائية المغربية

التوثيق في القضاء والقانون المغربيين

.....
.....
.....

29/10/2021 13:02

Cour de cassation, civile, Chambre civile 2, 14 décembre 2017, 16-26.687, Publié au bulletin-Légifrance

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Légifrance

Liberté Egalité Fraternité

Le servion publis de la diffusom du d

Cour de cassation, civile, Chambre civile 2, 14 décembre 2017, 16-26.687, Publié au bulletin

Cour de cassation - Chambre civile 2

N° de pourvoi: 16-26.687

ECLI:FR:CCASS:2017:C201605

Publié au bulletin.

Solution: Rejet

Président Mme Flise

Audience publique du jeudi 14 décembre 2017

Décision attaquée: Cour d'appel de Metz, du 29 septembre 2016

Avocat(s)

SCP Odent et Poulet, SCP Célice, Soltner, Texidor et Périer, SCP Foussard et Froger, SCP Masse-Dessen, Thouvenin et Coudray

Texte intégral

RÉPUBLIQUE FRANCAISE AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

LA COUR DE CASSATION, DEUXIÈME CHAMBRE CIVILE, a rendu l'arrêt suivant:

Sur le moyen unique:

Attendu, selon l'arrêt attaqué (Metz, 29 septembre 2016), rendu sur renvoi après cassation (2e Civ., 10 septembre 2015, pourvoi n° 14-19.891), que le 9 septembre 2008, Abdallah C, qui effectuait des missions pour la société Manpower, dont le courtier en assurance est la société Aon France, a été victime d'un accident mortel du travail alors qu'il avait été mis à la disposition de la société Fimaco Vosges (la société) assurée auprès de la société Axa France (ARD (l'assureur); que sa veuve Mme C..., agissant tant en son nom personnel qu'en qualité de représentante légale de ses enfants mineurs, dont Zachary né le, a saisi, en présence de la caisse primaire d'assurance maladie des Vosges, un tribunal des affaires de sécurité sociale pour faire juger que l'accident était dû à la faute inexcusable de l'employeur et obtenir réparation de son préjudice et de celui de ses enfants; qu'il a été jugé que la société, ayant commis une faute inexcusable, devait, avec son assureur, garantir la société Manpower de l'ensemble des conséquences de celle-ci;

Attendu que la société et l'assureur font grief à l'arrêt d'indemniser le préjudice moral de l'enfant Zachary, alors, selon le moyen:

1/ pour ouvrir droit à réparation, un préjudice doit être certain; qu'en l'espèce, pour justifier la fixation à la somme de 25 000 € du préjudice moral de Zachary C..., actuellement ägé de huit ans, du fait du décès de son père avant sa naissance, la cour d'appel a retenu, par motifs propres et adoptés, qu'il "souffre", "à l'évidence", de "l'absence définitive de son père, qu'il ne connaîtra jamais qu'au travers des récits des tiers", sans l'avoir connu; qu'en se déterminant ainsi, sans avoir retenu ni analysé aucun élément de nature à établir la réalité objective de la souffrance invoquée, la cour a privé sa décision de base légale au regard de l'article 1382 devenu 1240 du code civil;

2/ que pour ouvrir droit à réparation, un préjudice doit résulter du fait générateur qui l'a produit par un lien de causalité direct et certain; qu'il n'existe pas de lien de causalité entre le décès accidentel d'une personne et le préjudice prétendument subi par son fils né après son décès; qu'en jugeant le contraire, au motif inopérant que la mère de l'enfant a elle-même subi un préjudice moral lorsque, alors qu'elle était enceinte, son mari est décédé, la cour a violé l'article 1382 devenu 1240 du code civil;

Mais attendu que, dès sa naissance, l'enfant peut demander réparation du préjudice résultant du décès accidentel de son père survenu alors qu'il était conçu qu'ayant estimé que Zachary C... souffrait de l'absence définitive de son père décédé dans l'accident du [], la cour d'appel a caractérisé l'existence d'un préjudice moral ainsi que le lien de causalité entre le décès accidentel de Abdallah C... et ce préjudice;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé;

PAR CES MOTIFS:

REJETTE le pourvoi;

Condamne les sociétés Fimaco Vosges et Axa France IARD aus dépens;

Vu l'article 700 du code de procédure civile, rejette leur demande et les condamne à payer la somme globale de 3 000 euros à Mme C. et celle globale de 2 000 euros à la caisse primaire d'assurance maladie des Vosges;

Ainsi fait et jugé par la Cour de cassation, deuxième chambre civile, et prononcé par le président en son audience publique du quatorze décembre deux mille dix-sept.

MOYEN ANNEXE au présent arrêt

https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000036216902/

1/2

29/10/2021 13:02

Cour de cassation, civile, Chambre civile 2, 14 décembre 2017, 16-26.687, Publié au bulletin-Légifrance

Moyen produit par la SCP Odent et Poulet, avocat aux Conseils, pour les sociétés Axa France IARD et Fimaco Vosges

Le pourvoi fait grief à l'arrêt attaqué D'AVOIR confirmé le jugement rendu entre les parties le 18 septembre 2013 par le tribunal des affaires de sécurité sociale des Vosges en toutes ses dispositions:

AUX MOTIFS PROPRES QUE, sur le préjudice moral du fils d'Abdallah C..., lors de l'accident mortel survenu à ce dernier, le 9 septembre 2008, Mme C... était enceinte du second enfant

du couple, Zachary, lequel est né le [...] après ce décès; que la société Fimaco Vosges soutient que l'enfant n'a jamais eu de communauté de vie avec ce dernier, et n'a donc subi aucun préjudice d'affection du fait de la perte de son père; qu'elle soutient aussi que M. Zachary C. n'a pu souffrir de sa situation d'orphelin qu'à compter de sa naissance, ce qui est une autre cause de préjudice, qui de ce fait n'est pas une conséquence immédiate de l'accident; que, cependant, il n'est pas contesté par la société Fimaco que M. Zachary C... souffre de l'absence définitive de son père, qu'il ne connaitra jamais qu'au travers des récits des tiers; que cette souffrance constitue un préjudice moral, de même qu'entre dans le préjudice moral de sa mère le fait qu'elle était enceinte au moment de l'accident et qu'elle allait devoir élever seule ses deux enfants et non sa seule fille aînée; que l'élément causal du préjudice moral de M. Zachary C... est l'accident du 9 septembre 2008 qui a entraîné directement l'absence de son père, peu avant sa naissance; que ce préjudice moral doit être réparé à hauteur de 25 000 €;

ET AUX MOTIFS ADOPTÉS QUE la mort accidentelle d'Abdallah C..., dans des conditions brutales, constitue pour les deux enfants un traumatisme important, puisqu'ils ne l'auront pas ou peu connu, n'ont pas constitué de souvenirs communs et ne vont finalement le connaître qu'à travers de leur entourage familial; que la vie des deux enfants a basculé le 9 décembre 2008 jen réalité septembrej, et le décès d'un père en si bas äge est incontestablement de nature à avoir des répercussions psychologiques importantes sur ces deux enfants;

1 ALORS QUE pour ouvrir droit à réparation, un préjudice doit être certain; qu'en l'espèce, pour justifier la fixation à la somme de 25 000 € du préjudice moral de M. Zachary C..., actuellement ägé de huit ans, du fait du décès de son père avant sa naissance, la cour a retenu, par motifs propres et adoptés, qu'il souffre, à l'évidence, de l'absence définitive de son père, qu'il ne connaîtra jamais qu'au travers des récits des tiers, sans l'avoir connu qu'en se déterminant ainsi, sans avoir retenu ni analysé aucun élément de nature à établir la réalité objective de la souffrance invoquée, la cour a privé sa décision de base légale au regard de l'article 1382 (1240 nouveau) du code civil:

pour ouvrir droit 2 ALORS QUE pour ouvrir droit à réparation, un préjudice doit résulter du fait générateur qui l'a produit par un lien de causalité direct et certain; qu'il n'existe pas de lien de causalité entre le décés accidentel d'une personne et le préjudice prétendument subi par son fils né après son décès, qu'en jugeant le contraire, au motif inopérant que la mère de l'enfant a elle-même subi un préjudice moral lorsque, alors qu'elle était enceinte, son mari est décédé, la cour a violé l'article 1382 (1240 nouveau) du code civil.
ECLI:FR:CCASS:2014:C201605

Analyse

Publication: Bull. 2017, II, n° 235

Titrages et résumés

RESPONSABILITE DELICTUELLE OU QUASI DELICTUELLE-Dommage-Réparation - Personnes pouvant l'obtenir-Enfant né après le décès de son père Admission

Dès sa naissance, l'enfant peut demander réparation du préjudice résultant du décès accidentel de son père survenu alors qu'il était conçu. Dès lors, doit être approuvé l'arrêt d'une cour d'appel qui condamne un employeur, responsable, en raison d'une faute inexcusable, du décès accidentel d'un salarié, et son assureur à indemniser le préjudice moral de l'enfant de ce dernier, conçu avant le décès et né postérieurement, après avoir estimé que cet enfant souffrait de l'absence définitive de son père, caractérisant ainsi le préjudice moral invoqué et le lien de causalité entre celui-ci et le décès accidentel du père

RESPONSABILITE DELICTUELLE OU QUASI DELICTUELLE-Dommage-Préjudice réparable - Préjudice moral - Enfant né après le décès de son père

RESPONSABILITE DELICTUELLE OU QUASI DELICTUELLE-Lien de causalité avec le dommage-Applications diverses-Préjudice moral-

Enfant né après le décès de son père

Précédents jurisprudentiels

Sur le lien de causalité entre le préjudice moral allégué par un enfant né après le décès de son père et l'accident mortel, à rapprocher: 2e Civ., 5 octobre 2006, pourvoi n° 05-18.494, Bull, 2006, II, n° 257 (cassation partielle)

Textes appliqués

article 1382 devenu, article 1240 du code civil

https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000036216902/

2/2

.....
.....

Transfert de la gestion de l'assurance maladie obligatoire de base

CNOPS vers CNSS

À partir du 1er février 2027

CNOPS

Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale

Transfert de la gestion du régime AMO

CNSS Caisse nationale de sécurité sociale

Cadre juridique

Loi n° 54.23

Bulletin officiel nº 7478 du 29 janvier 2026

Droits et acquis

Maintien de tous les droits et remboursements

Continuité de la couverture santé conformément aux dispositions légales

Procédures de transfert des dossiers

1 Transfert automatique et électronique de la base de données et des dossiers maladie de la CNOPS vers la CNSS

2 Aucune démarche complexe pour les fonctionnaires et retraités

3 Période transitoire garantissant le traitement des dossiers en cours, sans interruption des remboursements

4 Il est seulement conseillé de mettre à jour les données administratives (enregistrement des enfants, modification des informations, etc.)

Âge de bénéfice des enfants

La limite d'âge passe à

30 ans

pour les enfants non mariés qui poursuivent des études supérieures ou une formation professionnelle, selon les conditions légales

Enfants en situation de handicap: couverture sans limite d'âge

Situation des mutuelles

Les mutuelles historiques ne disparaîtront pas

Elles continuent à gérer la couverture santé complémentaire

Les prélèvements liés à la mutualité se poursuivent

De nouvelles conventions seront conclues avec la CNSS pour coordonner les services et la gestion des dossiers

MGPAP OMFAM et autres

Qu'en est-il des taux de remboursement?

La loi 54.23 maintient le panier de soins et le système de remboursement du secteur public, conformément aux dispositions légales.

Le détail des taux de remboursement et des cotisations sera fixé par les textes réglementaires et les conventions conclues.

Les agents de la CNOPS

Transfert automatique et direct de tous les agents (titulaires, stagiaires et retraités) de la CNOPS vers la CNSS.

Maintien de tous leurs droits, de leurs acquis professionnels et de leurs régimes de retraite.

Sort des dossiers en suspens

Tous les dossiers déposés à la CNOPS avant la date du transfert seront traités et liquidés pendant la période transitoire, sans aucun retard dans le paiement des remboursements.

Remarque importante

Ces données sont tirées de la loi n° 54.23 publiée au Bulletin officiel n° 7478 du 29 janvier 2026. Pour consulter tous les détails, veuillez vous référer au texte légal et aux textes réglementaires officiels.

.....
.....

- انتقال تدبير التأمين الإجباري الأساسي عن المرض من CNOPS إلى CNSS ابتداءً من 1 فبراير 2027 :

- تاريخ بدء الانتقال : 1 فبراير 2027 (2027/02/01)
  - الإطار القانوني : القانون رقم 54.23 - الجريدة الرسمية عدد : 7478 بتاريخ 29 يناير 2026.
- الفئات المعنية :
- موظفو القطاع العام.
- المتقاعدون.
- ذوو الحقوق.
- حوالي 4 ملايين مستفيد.
- الحقوق والمكتسبات :
- الحفاظ على جميع الحقوق والتعويضات.
- استمرار التغطية الصحية وفقاً للمقتضيات القانونية.
- إجراءات نقل الملفات :

1. نقل إلكتروني وتلقائي لقاعدة البيانات وملفات المرض من CNOPS إلى CNSS.
2. لا توجد إجراءات معقدة يتعين على الموظفين والمتقاعدين القيام بها.
3. فترة انتقالية تضمن معالجة الملفات الجارية دون انقطاع في التعويضات.
4. يُنصح فقط بتحيين المعلومات الإدارية، مثل تسجيل الأبناء أو تغيير

المعلومات.

- سن استفادة الأبناء :
- ترتفع حدود السن إلى 30 سنة بالنسبة للأبناء غير المتزوجين الذين يواصلون دراستهم العليا أو تكويناً مهنياً، وفقاً للشروط القانونية.
- أما الأبناء في وضعية إعاقة فتستمر تغطيتهم دون تحديد للسن.
- وضعية التعاضديات :
- التعاضديات التاريخية لن تختفي.
- ستواصل تدبير التغطية الصحية التكميلية.
- ستستمر الاقتطاعات لفائدة التعاضديات.
- سيتم إبرام اتفاقيات جديدة مع CNSS لتنسيق الخدمات وتدبير الملفات، ومن بينها :

MGPAP وOMFAM وغيرها.

- ماذا عن نسب التعويض :
- يحافظ القانون 54.23 على سلة العلاجات ونظام التعويض الخاص بالقطاع العام، وفقاً للمقتضيات القانونية.
- أما التفاصيل المتعلقة بنسب التعويض والتعريفات، فسيتم تحديدها بموجب النصوص التنظيمية والاتفاقيات المبرمة.
- موظفو CNOPS :
- سيتم النقل التلقائي والمباشر لجميع موظفي CNOPS، سواء كانوا :
- موظفين رسميين،
- متدربين،
- أو متقاعدين،

إلى CNSS مع الحفاظ على جميع حقوقهم ومكتسباتهم المهنية وأنظمة تقاعدهم.

- مصير الملفات العالقة :
- جميع الملفات التي تم إيداعها لدى CNOPS قبل تاريخ الانتقال ستتم معالجتها وتسويتها خلال الفترة الانتقالية، دون تأخير في أداء التعويضات.
- ملاحظة مهمة :
- هذه المعطيات مستمدة من القانون رقم 54.23 المنشور في الجريدة الرسمية عدد 7478 بتاريخ 29 يناير 2026.

• وللاطلاع على التفاصيل، يُنصح بالرجوع إلى النص القانوني والنصوص التنظيمية الرسمية.

.....

.....

الجريدة الرسمية عدد 7478- 9 شعبان 1447 (29) يناير 2026
صفحة : 859

ظهير شريف رقم 1.26.01 صادر في 2 شعبان 1447 (22) يناير (2026) بتنفيذ القانون رقم 54.23 بتغيير وتتميم القانون رقم 65.00 المتعلق بالتأمين الإجباري الأساسي عن المرض وبسن أحكام خاصة.

الحمد لله وحده.

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا أسماه الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولا سيما الفصلين 42 و 50 منه

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا القانون رقم 54.23 بتغيير وتتميم القانون رقم 65.00 المتعلق بالتأمين الإجباري الأساسي عن المرض وبسن أحكام خاصة، كما وافق عليه مجلس المستشارين ومجلس النواب

وحرر بالرباط في 2 شعبان 1447 (22) يناير (2026) .

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة

الإمضاء : عزيز أخنوش

قانون رقم 54.23

بتغيير وتتميم القانون رقم 65.00

المتعلق بالتأمين الإجباري الأساسي عن المرض

وبسن أحكام خاصة

الباب الأول

أحكام تتعلق بتغيير وتتميم القانون رقم 65.00

المتعلق بالتأمين الإجباري الأساسي عن المرض

الفرع الأول

تغيير وتتميم القانون رقم 65.00 المتعلق بالتأمين الإجباري الأساسي عن المرض

المادة الأولى

تغير أو تتمم على النحو التالي، أحكام المواد 2 و 4 (الفقرة الثانية) و 5 (الفقرتان الثانية والثالثة) و 43 و 44 (الفقرتان الأولى والثالثة و 46 و 51 و 52 و 54 و 59 وعنوان القسم الثاني من الكتاب الثاني

والمادة 73 وعنوان الباب الأول من القسم الثاني من الكتاب الثاني والمادة 75 وعنوان الباب الثاني من القسم الثاني من الكتاب الثاني 108 والمواد 82 و 90 و 94 و 96 و 97 و 99 (الفقرة الثانية) و 100 و 101 و 132و109 (الفقرة الأولى) و 111 و 112 و 114 و 116 و 121 و 130 و و 137 من القانون رقم 65.00 المتعلق بالتأمين الإجباري الأساسي عن المرض الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.02.296 بتاريخ 25 من رجب 1423 (3) أكتوبر (2002)، كما وقع تغييره وتتميمه :

المادة 2 - تستفيد كل فئة....
خاصا بها :

قدماء المقاومين وأعضاء جيش التحرير :

الأشخاص القادرون .....

أو غير مأجور.»

المادة 4 (الفقرة الثانية). وتحدد بموجب ....

التي يخضع لها نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالمهنيين

..... نشاطا خاصا.

المادة 5 (الفقرتان الثانية والثالثة). ويعتبر في حكم.

كل من .....

الأولاد المتكفل بهم .

.... على الأكثر .

الأطفال. .... الجاري به العمل.

يمدد حد السن المشار إليه في الفقرة الثانية أعلاه إلى ثلاثين (30) سنة بالنسبة للأولاد غير المتزوجين الذين يتابعون دراستهم في مؤسسات التعليم العالي أو التكوين المهني في القطاع العام أو الخاص المرخص لها طبقا للنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل شريطة الإدلاء بما يثبت ذلك. ولا يسري حد السن المذكور على الأولاد الذين يتابعون دراستهم :

بطور التعليم النهائي المشار إليه في المادة 2 من القانون رقم 13.01

في شأن التعليم العتيق .

بالمعاهد والمؤسسات التابعة لجامعة القرويين.

المادة 43 - يتعين على الهيئة المكلفة بالتدبير....

وبتدبيرها وتوقعاتها المالية ومحاسباتها وفق شروط تحدد بنص تنظيمي.

المادة 44 (الفقرتان الأولى والثالثة) - يمنع على الهيئة المكلفة بالتدبير الجمع بين تدبير التأمين الإجباري الأساسي عن المرض وتدبير مؤسسات. الطبي أو هما معا.
ويجوز للهيئة المكلفة بالتدبير الإسهام في .

مجال الصحة.

المادة 46 - يحدد وعاء ..... مبلغ جزافي.

وتحدد اشتراكات . ... عند وجوده

تقدر اشتراكات ..... بمرسوم

المادة 51- يتعين على الهيئة المكلفة بالتدبير . ..... الجاري بها العمل.

وفي حالة قيام هذه الهيئة بتدبير أنظمة ..... محاسبة مستقلة.

«المادة 52 - تخضع حسابات وعمليات الهيئة المكلفة بتدبير. يقرره مجلس إدارة الهيئة المذكورة.

وينجز ....

ممتلكات الهيئة ووضعيتها. ...

«المتعلقة بها.

ويتعين ....

للتأمين الصحي.»

«المادة 54 - تخضع الهيئة المكلفة بالتدبير . ...

منها ضمان تقيد هذه الهيئة بأحكام.... لتطبيقه .

وتباشر .... عين المكان.

ولهذا الغرض، يتعين على الهيئة المكلفة بالتدبير
.... «الخدمات الطبية.
(الباقي لا تغيير فيه.)

المادة 59 - تناط ....

والتنظيمية المتعلقة به.

ولهذه الغاية..... بما يلي :

التأكد بتشاور ... في مجال الصحة :

الإشراف، في إطار ....

الاتفاقيات الوطنية بين الهيئة المكلفة بالتدبير من جهة

جهة أخرى :

تقديم الدعم التقني للهيئة المكلفة بالتدبير من أجل. ....

من قبل الإدارة :

- مسك المعلومات الإحصائية السنوية ..... التي تبعث بها الهيئة المكلفة بالتدبير :
- إعداد تقرير

.... والعمل على نشرها.

«القسم الثاني

«الهيئة المكلفة بالتدبير

المادة 73 - يعهد بتدبير.... 71 أعلاه إلى «الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي المحدث بالظهير الشريف المعتبر بمثابة قانون رقم 1.72.184 بتاريخ 15 من جمادى الآخرة 1392

(27) يوليو 1972)«

المادة 75 - تدرج العمليات المالية والمحاسبية المرتبطة بتدبير نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع الخاص في ميزانية مستقلة تشمل :

1. 1) في باب الموارد :
(الباقي لا تغيير فيه).

المادة 82 - يعهد إلى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي .

بالمهام التالية :

• معالجة طلبات انخراط المشغلين وتسجيل الأشخاص التابعين له طبقا للإجراءات المنصوص عليها في القسم الثالث من الكتاب الثاني من هذا القانون :

• تحصيل ..... المشغلين :

• إعداد الحسابات .... المرض :

القيام بالمراقبة الطبية المنصوص عليها في المواد 26 إلى 31 من «هذا القانون.»

المادة 90 - تدرج العمليات المالية والمحاسبية المرتبطة بتدبير التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام في ميزانية مستقلة تشمل :

أ) في باب الموارد :

.....

.. ..

ب) في باب النفقات :

الأداءات ..... هذا القانون :

نفقات التسيير :

نفقات الاستثمار :

المبالغ ..... الاقتراضات.»

المادة 94 - يلزم ... .. أعلاه بانخراط مؤسساتهم

أو مقاولاتهم وبتسجيل جميع مأجوريهم في الصندوق الوطني للضمان «الاجتماعي.»

المادة 96 - يجب .....

الإجباري الأساسي عن المرض بالقطاعين العام والخاص القيام بما يلي :

1. أن يبلغوا .

..... الهيئة المكلفة بالتدبير :

:

«ب) أن يدفعوا للهيئة المكلفة بالتدبير مبالغ الاشتراكات المستحقة.

المادة 97 - يسري ..... تبعا له في الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي ابتداء من اليوم. ..... مبلغ «الاشتراك.»

المادة 99 الفقرة الثانية) - وفي هذه الحالة، يبقى المشغل من تاريخ استحقاقها للهيئة المكلفة بالتدبير تضاف إليها زيادة نسبة 3% عن الشهر الأول من التأخير ونسبة 0.5% عن كل شهر أو جزء من الشهر الموالي للشهر الأول من التأخير.

المادة 100 - إذا .....

الهيئة المكلفة بالتدبير.

ويتعين على . ..... الأفعال المنسوبة إليه.

وعند انصرام .... الأخير، تقوم الهيئة المكلفة بالتدبير
بتسجيل المأجورين المذكورين تلقائيا.
ويظل المشغل..... ابتداء من تاريخ استحقاقها

للهيئة المكلفة بالتدبير تضاف إليها زيادة نسبة 3% عن الشهر الأول من التأخير ونسبة 0.5% عن كل شهر أو جزء من الشهر الموالي للشهر الأول من التأخير.

ويتعرض ..... أدناه.

. المادة 101 - يتعين ..... التالي :

- بالنسبة . ..... الأساسي عن المرض لفائدة المأجورين

وأصحاب المعاشات بالقطاع العام :

- بالنسبة . ..... الأساسي عن المرض لفائدة المأجورين
- وأصحاب المعاشات بالقطاع الخاص.

غير ... . إليه.»

«المادة 108 - يعتبر المشغل إلى هذه «الهيئة.

ويترتب عن ..... تطبيق زيادة نسبتها 3% عن الشهر الأول من التأخير و 0.5% عن كل شهر أو جزء من الشهر الموالي للشهر الأول من التأخير.

861

المادة 109 (الفقرة الأولى). - يقتطع ..... و يدفعها إلى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي وفق الشروط المحددة
بنص تنظيمي.»

المادة 111 - إذا تعذر اقتطاع .....

على المأجور .

- إذا كان منتميا إلى القطاع الخاص .
- إذا كان ....

مباشرة إلى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي

«المادة 112 - إذا الوطني للضمان الاجتماعي مبلغ... المعاشات أن تدفع إلى الصندوق للمعني بالأمر.»

«المادة 114 - إن الهيئات المأجوريها تغطية صحية اختيارية بواسطة عقود جماعية لدى شركات التأمين، يجوز لها بصفة انتقالية خلال مدة تحدد بنص تنظيمي، أن تستمر في «القيام بالتغطية المذكورة بشرط أن تدلي بما يثبت وجود هذه التغطية للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، وذلك وفق الكيفيات المحددة بنص تنظيمي.

وفي هذه الحالة ..... من قبل.

وعند انصرام المدة المذكورة يلزم المشغلون.....

« بالتغطية المذكورة.

يمكن للهيئات العامة أو الخاصة التي تضمن في تاريخ نشر هذا القانون لجميع مأجوريها وأصحاب المعاشات منهم تغطية صحية اختيارية لدى الجمعيات التعاضدية أو في إطار صناديق داخلية أن تستمر في ضمان هذه التغطية، شريطة الإدلاء للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بما يثبت وجود التغطية المذكورة وأن تكون هذه التغطية مماثلة على الأقل لتلك التي يوفرها التأمين الإجباري الأساسي عن المرض، تحت طائلة نقل المعنيين بالأمر تلقائيا إلى التأمين الإجباري الأساسي عن المرض. تحدد بنص تنظيمي كيفيات تطبيق أحكام هذه «الفقرة»

«المادة 116 - يؤهل للاستفادة من نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالأشخاص غير القادرين على تحمل واجبات الاشتراك الأشخاص غير الخاضعين لأي نظام آخر للتأمين الإجباري الأساسي عن المرض بصفتهم مؤمنين أو من ذوي الحقوق «المقيدون في السجل الاجتماعي الموحد الذين ثبتت عدم قدرتهم على تحمل واجبات الاشتراك وفق المعايير

المادة 121 - يعهد بتدبير نظام ..... للضمان الاجتماعي.

يختص مجلس إدارة الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بالنظر في جميع المسائل المتعلقة بالنظام المذكور، ويقوم بالبت في القضايا «المرتبطة به.»

المادة 130 - يعاقب بغرامة .

المكلفة بالتدبير التابع لها، مع إلزامه بالعمل . . .... شهر واحد

بالانخراط في الهيئة

المادة 132 - يعاقب المشغل الذي ..... دون

«الإخلال بحق الهيئة المكلفة بالتدبير التابع لها في تطبيق ..... الإجراءات الاشتراكات المذكور

المادة 137 - - تعاقب بغرامة . ... درهم الهيئة المكلفة بالتدبير التيترفض ..... في المادة 43 أعلاه.

المادة 2

يتمم على النحو التالي القانون السالف الذكر رقم 65.00 بالباب الثالث من القسم الثاني من الكتاب الأول وبالمادتين 17 المكررة و 53 المكررة :

الباب الثالث

«الخدمات الوقائية

المادة 8 المكررة - يمكن الإسهام جزئيا أو كليا، وفق الكيفيات المحددة بنص تنظيمي في تمويل الخدمات الوقائية المتعلقة بالفحوصات الطبية والتتبع الصحي والتوعية الصحية المرتبطة بالبرامج ذات الأولوية المندرجة في إطار السياسة الصحية للدولة.

تحدد الهيئة المكلفة بالتدبير، بكيفية دورية، وبتنسيق مع الإدارات المعنية، الخدمات الوقائية التي يمكن الإسهام في تمويلها جزئيا أو كليا.

وتحدد، وفق نفس الكيفيات الخدمات الوقائية المتعلقة بالتوعية «الصحية التي يجوز للهيئة المكلفة بالتدبير القيام بها.

«المادة 8 المكررة مرتين. - يتم تمويل الخدمات المشار إليها في المادة 8 المكررة أعلاه من ميزانية كل نظام من أنظمة التأمين الإجباري الأساسي عن المرض دون أن يتجاوز السقف المحدد بنص تنظيمي.

المادة 17 المكررة - يجوز للهيئة المكلفة بالتدبير إتلاف ملفات المرض الموجودة على دعامة ورقية التي تمت تسويتها وأداء مبالغ التعويضات الناتجة عنها إلى المؤمنين أو مقدمي الخدمات الطبية بعد انصرام أجل خمس (5) سنوات ابتداء من تاريخ الأداء.»

المادة 53 المكررة - توافي الهيئة المكلفة بالتدبير، بكيفية دورية «الإدارة بالمعطيات والبيانات اللازمة لتتبع الوضع المالي لأنظمة التأمين

الإجباري الأساسي عن المرض.

تحدد بنص تنظيمي كيفيات تطبيق هذه المادة.

المادة 3

تنسخ أحكام المواد 74 و 76 و 84 من القانون السالف الذكر رقم 65.00 وتعوض بالأحكام التالية :

المادة 74 - يمكن لهيئة التدبير أن تفوض إلى أي شخص اعتباري

خاضع للقانون العام أو القانون الخاص جزءا من المهام الموكولة إليها ولحسابها بموجب أنظمة التأمين الإجباري الأساسي عن المرض، وذلك بموجب عقود وبناء على دفتر تحملات محدد.

يجب أن يتضمن دفتر التحملات المشار إليه أعلاه بصفة خاصة «العناصر التالية :

بيان طبيعة الخدمات ومسطرة تدبير عملية إرجاع مصاريف

«الخدمات المضمونة :

آجال إرجاع المصاريف :

التنظيم الإداري والمالي والتوزيع الجغرافي وتكاليف التسيير والمعلومات والإحصائيات المتعلقة بالأنشطة :

كيفيات إجراء المراقبة الإدارية والتدقيق وشروط الولوج للمعطيات :

- كيفيات إجراء المراقبة الطبية :

جودة الخدمات المقدمة للمؤمنين :

النظام المعلوماتي وكيفيات تدبير أرشيف ملفات المرض :

الجزاءات الإدارية في حالة الإخلال بشروط دفاتر التحملات

المادة 76 - يختص مجلس إدارة الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بالنظر في جميع المسائل المتعلقة بتدبير نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض لفائدة المأجورين وأصحاب المعاشات

في القطاع الخاص المنصوص عليه في الكتاب الثاني من هذا القانون.

المادة 84 - يختص مجلس إدارة الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بالنظر في جميع المسائل المتعلقة بتدبير نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض لقائدة المأجورين وأصحاب المعاشات في القطاع العام المنصوص عليه في الكتاب الثاني من هذا القانون وكذا بالبت في جميع القضايا المرتبطة بهذا النظام.

المادة 4

تحل عبارة «الهيئة المكلفة بالتدبير محل العبارات التالية الواردة في القانون السالف الذكر رقم 65.00 :

• الهيئات المكلفة بالتدبير» في المواد 16 و 18 و 19 و 23 و 26 و 53 107 134 و

مجموع الهيئات المكلفة بالتدبير» في المادة 19 :

هيئة مكلفة بالتدبير» في المادة 24 :

الهيئات المكلفة بتدبير أنظمة التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في المواد 41 و 49 و 50 :

«الهيئات» في المادة 44 :

• «الهيئة المكلفة بتدبير نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض

في المادتين 15 و 144 :

• الهيئات المكلفة بتدبير التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في

: 61 المواد 26 و 33 و 42 و

«الهيئات المكلفة بتدبير نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض» في المادة 32 :

• الهيئة المكلفة بالتدبير المعنية في المواد 56 و 105 و 129

وتحل عبارة للهيئة المكلفة بالتدبير محل العبارات التالية الواردة في القانون السالف الذكر رقم 65.00 :

للهيئات المكلفة بالتدبير المعنية في المادة 44 :

للهيئات المكلفة بالتدبير لأنظمة التأمين الإجباري الأساسي عن

المرض» في المادة 68 :

للهيئات المكلفة بالتدبير» في المادة 106

المادة 5

ينسخ عنوان الباب الأول من القسم الثاني من الكتاب الثاني والمادتان 77 و 78 وعنوان الباب الثاني من القسم الثاني من الكتاب الثاني والمواد 83 و 85 و 86 و 87 و 88 و 89 و 91 و 92 و 93 و 122 و 123 و 124 من القانون رقم 65.00 المتعلق بالتأمين الإجباري الأساسي عن المرض.

الفرع الثاني

أحكام انتقالية

المادة 6

863

ينقل بقوة القانون وبصفة تلقائية، إلى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي المستخدمون المرسمون والمتدربون والمتعاقدون الذين يزاولون مهامهم في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ بالصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي المحدث طبقا لأحكام الظهير الشريف رقم 1.57.187 الصادر في 24 من جمادى الآخرة 1338 (12) نوفمبر (1963) بسن نظام أساسي للتعاون المتبادل.

يدمج المعنيون بالأمر المشار إليهم أعلاه، في الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، ولا يمكن بأي حال من الأحوال أن تكون الوضعية النظامية المترتبة على الإدماج أقل فائدة من الوضعية النظامية التي يتمتعون بها في تاريخ نقلهم.

تعتبر مدة الخدمة التي قضاها المعنيون بالأمر بالصندوق الوطني المنظمات الاحتياط الاجتماعي كما لو أنجزت بالصندوق الوطني للضمان الاجتماعي.

المادة 7

على الرغم من جميع الأحكام المخالفة، يظل المستخدمون المرسمون والمتدربون والمتعاقدون المشار إليهم في المادة 6 أعلاه منخرطين في نظام التأمين الإجباري

الأساسي عن المرض وفي أنظمة المعاشات الأساسية والتكميلية التي كانوا يؤدون اشتراكاتهم برسمها

في تاريخ نقلهم.

المادة 8

تنقل بدون عوض وبكامل ملكيتها في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ إلى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي المنقولات والعقارات التي توجد في ملكية الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي والتي تم تمويل اقتنائها من ميزانية التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام، والتي تحدد قائمتها بنص تنظيمي.

لا تدخل ضمن المنقولات والعقارات المشار إليها في الفقرة الأولى أعلاه تلك التي اقتناها الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي والجمعيات التعاضدية التي يتألف منها، قبل تاريخ 18 أغسطس 2005

يحدد في إطار قانون المالية النظام الجبائي المطبق على عملية النقل المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة.

يعفى نقل العقارات المشار إليه في الفقرة الأولى من هذه المادة من رسوم المحافظة على الأملاك العقارية.

المادة 9

ينقل إلى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ الأرشيف وجميع الوثائق الإدارية والمالية المتعلقة بنظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام وبأنظمة التغطية الصحية الأساسية الأخرى التي توجد في حوزة الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي.

المادة 10

يحل الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي محل الصندوق الوطني

المنظمات الاحتياط الاجتماعي، فيما يخص الممتلكات التي تنقل إليه بموجب المادة 8 أعلاه، وفي جميع حقوقه والتزاماته ولاسيما تلك المتعلقة بجميع صفقات الدراسات أو الأشغال أو التوريدات أو الخدمات وكذا جميع العقود والاتفاقيات

الأخرى المبرمة قبل دخول هذا القانون حيز التنفيذ في إطار نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام وفي إطار أنظمة التغطية الصحية الأساسية الأخرى المديرة من لدن الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي، والتي

لم تتم تسويتها بصفة نهائية في التاريخ المذكور.

ويتولى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي تسوية الصفقات والعقود والاتفاقيات المذكورة وفقا للأشكال والشروط الواردة فيها.

المادة 11

ينقل في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ، إلى الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي من حسابات نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام وحسابات أنظمة التغطية الصحية الأساسية الأخرى التي يديرها الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي، والواردة في موازنة آخر سنة محاسبية :

مجموع الأصول والخصوم :

- مجموع الأرصدة المودعة في الحسابات البنكية ومراكز الشيكات البريدية والخزينة العامة للمملكة وصندوق الإيداع والتدبير :
- مرجوعات التعويضات عن ملفات المرض.

ويعتبر البيان الافتتاحي لأول سنة محاسبية للصندوق الوطني للضمان الاجتماعي فيما يخص نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام وفي أنظمة التغطية الصحية الأساسية الأخرى، مطابقا لبيانات اختتام آخر سنة محاسبية للنظام والأنظمة

المذكورة.

المادة 12

يحل الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي محل الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي في الاتفاقيات المبرمة بين هذا الأخير وبين الجمعيات التعاضدية عملا بأحكام القانون السالف الذكر رقم 65.00 فيما يخص نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام. ويستمر العمل بالاتفاقيات المذكورة لمدة تحدد بمرسوم.

ويتم لهذا الغرض التنسيق بين الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والجمعيات التعاضدية المذكورة حول مساطر الانخراط والتسجيل وفي جميع الأمور ذات الاهتمام المشترك المتعلقة بنظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام.

مع مراعاة أحكام الفقرة الأولى أعلاه، يستمر المؤمنون برسم نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض في القطاع العام وذوو حقوقهم في الاستفادة من الخدمات التي تقدمها الجمعيات التعاضدية في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ، في إطار الثالث المؤدي، وذلك وفق اتفاقيات تبرم بين الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والجمعيات التعاضدية.

الباب الثاني

أحكام خاصة بنظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالطلبة

المادة 13

مع مراعاة أحكام المادة 17 بعده، ينسخ، في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ القانون رقم 116.12 المتعلق بنظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالطلبة الصادر بتنفيذه الظهير الشريف)2015(رقم 1.15.105 بتاريخ 18 من شوال 1436 (4) أغسطس

ينقل إلى ميزانية الدولة، ابتداء من تاريخ يحدد بنص تنظيمي، من حسابات نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالطلبة الواردة في موازنة آخر سنة محاسبية :

مجموع الأصول والخصوم :

- مجموع الأرصدة المودعة في الحسابات البنكية والخزينة العامة

للمملكة وصندوق الإيداع والتدبير :

مرجوعات التعويضات عن ملفات المرض.

المادة 14

يستفيد، بكيفية تلقائية من نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالأشخاص غير القادرين على تحمل واجبات الاشتراك المنصوص عليه في الكتاب الثالث من القانون السالف الذكر رقم 65.00 ، الطلبة المغاربة الذين تتحمل الدولة عنهم، في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ المساهمة السنوية طبقا لأحكام القانون السالف الذكر رقم 116.12 ، شريطة أن لا يكونوا خاضعين لأي نظام آخر للتأمين الإجباري الأساسي عن المرض بصفتهم مؤمنين

أو من ذوي الحقوق.

ولهذا الغرض، يوافي الصندوق الوطني لمنظمات الاحتياط الاجتماعي، قبل التاريخ المذكور الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بقاعدة المعطيات المتعلقة بالطلبة المشار إليهم في الفقرة الأولى أعلاه. ويقوم الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي بمعالجة هذه المعطيات قصد تسجيلهم.

يتعين على الطلبة المذكورين أن يطلبوا، وفق الكيفيات والأجال المحددة بنص تنظيمي الاستمرار في الاستفادة من نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالأشخاص غير القادرين على تحمل واجبات الاشتراك طبقا لأحكام القانون السالف الذكر رقم 65.00، وذلك تحت طائلة توقيف الحق في الاستفادة من النظام المذكور.

المادة 15

مع مراعاة أحكام المادة 5 من القانون السالف الذكر رقم 65.00 يستفيد من التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الطلبة الأجانب الذين يتابعون دراستهم في مؤسسات التعليم العالي أو التكوين المهني في القطاع العام أو الخاص، المرخص لها طبقا للنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل شريطة عدم خضوعهم لنظام آخر للتأمين الإجباري الأساسي عن المرض، بصفتهم مؤمنين أو من ذوي

الحقوق.

تحدد بموجب اتفاقية تبرم لهذا الغرض بين الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي والسلطات الحكومية والمؤسسات والهيئات المعنية، على الخصوص، شروط وكيفيات استفادة الطلبة المذكورين من التأمين الإجباري الأساسي عن المرض وكذا قواعد التمويل والتحصيل.

يستفيد بكيفية تلقائية من التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الطلبة الأجانب المستفيدون في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ، من نظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالطلبة المحدث بموجب القانون السالف الذكر رقم 116.12، وذلك طبقا لبنود الاتفاقية المشار إليها أعلاه.

المادة 16

مع مراعاة أحكام المادة 17 بعده، تحل الدولة في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ، محل الهيئة المديرة لنظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالطلبة في جميع صفقات الدراسات

والأشغال والتوريدات والخدمات، وكذا في جميع العقود والاتفاقيات الأخرى المتعلقة بالنظام المذكور التي لم تتم تسويتها بصفة نهائية. وتتولى الدولة تسوية الصفقات والعقود والاتفاقيات المذكورة وفق الأشكال والشروط الواردة فيها.

تنقل إلى الإدارة، في نفس التاريخ الملفات والأرشيف الممسوك من لدن الهيئة المديرة لنظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالطلبة فيما يخص هذا النظام.

المادة 17

تتولى الهيئة المديرة لنظام التأمين الإجباري الأساسي عن المرض الخاص بالطلبة إرجاع مصاريف العلاج أو تحملها، بالنسبة للخدمات التي استفاد منها الطلبة قبل تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ.

وذلك طبقا لأحكام القانون السالف الذكر رقم 116.12

الباب الثالث

أحكام ختامية

المادة 18

ينسخ المرسوم بقانون رقم 2.18.781 الصادر في 30 من محرم 1440 (10) أكتوبر (2018) بإحداث الصندوق المغربي للتأمين الصحي المصادق عليه بالقانون رقم 94.18 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.19.42 بتاريخ 21 من جمادى الآخرة 1440 (27) فبراير (2019)

المادة 19

يدخل هذا القانون حيز التنفيذ بعد انقضاء اثني عشر شهرا تحتسب ابتداء من فاتح الشهر الموالي للشهر الذي تم فيه نشر هذا القانون بالجريدة الرسمية.

.....
.....
.....
.....
.....

اختصاصات الوزراء.

مرسوم رقم 2.26.814 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير الداخلية.

7869

مرسوم رقم 2.26.815 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير الشؤون الخارجية والتعاون الإفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج..

صفحة : 7869

مرسوم رقم 226.816 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير العدل.

7870

فهرست

نصوص عامة

مرسوم رقم 2.26.817 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية.

7870

مرسوم رقم 2.26.818 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات الأمين العام للحكومة .

مرسوم رقم 226.819 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) اكتوبر (2026)

7871

يتعلق باختصاصات وزير الاقتصاد والمالية والنجاعة العمومية..

مرسوم رقم 226.820 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) اكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير التجهيز والماء والغابات.

7871

7872

مرسوم رقم 2.26.821 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير التربية الوطنية والتعليم الأولي والتكوين المهني

7873

والتأهيل.

مرسوم رقم 226.822 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير الصحة والحماية الاجتماعية..

7874

مرسوم رقم 226.823 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير الفلاحة والصيد البحري والسيادة الغذائية...

7875

مرسوم رقم 2.26.824 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي.

7876

مرسوم رقم 2.26.825 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير الشباب والثقافة والرياضة..

7876

مرسوم رقم 2.26.826 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار .....

7877

مرسوم رقم 2.26.827 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير النقل واللوجيستيك.

7878

مرسوم رقم 2.26.828 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448) (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزيرة الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة....

7878

مرسوم رقم 2.26.829 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر y202 يتعلق باختصاصات وزير التشغيل والحوار الاجتماعي.

7879

مرسوم رقم 2.26.830 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة الناطق الرسمي باسم الحكومة..

7880

مرسوم رقم 2.26.831 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير الذكاء الاصطناعي والتحول الرقمي وإصلاح الإدارة

7881

مرسوم رقم 2.26.832 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026يتعلق باختصاصات وزير السياحة والصناعة التقليدية والاقتصاد التضامني..

7881

مرسوم رقم 2.26.833 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزيرة الأسرة والتنمية الاجتماعية والمساواة.

7882

صفحة

7883

مرسوم رقم 2.26.834 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 بتفويض بعض الاختصاصات والسلط إلى الوزيرة المنتدبة لدى رئيسة الحكومة المكلفة بالعلاقات مع البرلمان والمجتمع المدني.

نصوص خاصة

تفويض الإمضاء.

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.47.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) أكتوبر 2026) بتفويض الإمضاء.

7884

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.48.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) أكتوبر (2026) بتفويض الإمضاء.

7884

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.49.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) أكتوبر (2026) بتفويض الإمضاء.

7884

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.50.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) أكتوبر 2026 بتفويض الإمضاء .

7885

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.51.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) أكتوبر (2026) بتفويض الإمضاء.

7886

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.52.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) أكتوبر (2026) يتفويض الإمضاء.

7886

7886

7887

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.53.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) أكتوبر (2026) يتفويض الإمضاء.

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.54.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) اكتوبر (2026) بتفويض الإمضاء.

قرار الرئيسة الحكومة رقم 3.55.26 صادر في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) اكتوبر (2026) يتفويض الإمضاء.

7887

.....

.....

.....

.....

مرسوم رقم 2.26.814 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الداخلية

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.19.1086 الصادر في 4 جمادى الآخرة 1441 (30) يناير (2020) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الداخلية.

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد عبد الوافي لفتيت، وزير الداخلية، الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالداخلية بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.19.1086 الصادر في 4 جمادى الآخرة 1441 (30) يناير 2020).

المادة الثانية

يتولى وزير الداخلية السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.19.1086.

المادة الثالثة

يسند إلى وزير الداخلية تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة

الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026)

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير الداخلية.

الإمضاء : عبد الوافي لفتيت.

مرسوم رقم 2.26.815 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الشؤون الخارجية والتعاون الإفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج.

رئيسة الحكومة.

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448

(21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015) ، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.24.957 الصادر في 18 من جمادى الأولى 1446 (21) نوفمبر (2024 بتحديد اختصاصات وتنظيم الوزارة المكلفة بالشؤون الخارجية والتعاون الإفريقي :

وعلى المرسوم رقم 2.14.192 الصادر في 4 جمادى الآخرة 1435 (4) أبريل (2014) بتحديد اختصاصات وتنظيم الوزارة المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد ناصر بوريطة، وزير الشؤون الخارجية والتعاون الإفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج، الاختصاصات المسندة، على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالشؤون الخارجية والتعاون الإفريقي والسلطة الحكومية المكلفة بالمغاربة المقيمين بالخارج وشؤون الهجرة بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسومين المشار إليهما أعلاه رقم 2.24.957 الصادر في 18 من جمادى الأولى 1435 (21) نوفمبر (2024) ورقم 2.14.192 الصادر في 4 جمادى الآخرة 1448 (4) أبريل 2014

المادة الثانية

يتولى وزير الشؤون الخارجية والتعاون الإفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج السلطة على مجموع الهياكل المحدثة بموجب المرسومين السالفي الذكر رقم 224.957 ورقم 2.14.192

المادة الثالثة

يسند إلى وزير الشؤون الخارجية والتعاون الإفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026)

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير الشؤون الخارجية

والتعاون الإفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج

الإمضاء : ناصر بوريطة.

مرسوم رقم 2.26.816 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير العدل

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 : 19) مارس (2015) ولاسيما المادة 4 منه(

وعلى المرسوم رقم 2.22.400 الصادر في 21 من ربيع الأول 1444 (18) أكتوبر (2022) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة العدل

كما وقع تغييره وتتميمه

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد عبد اللطيف وهبي، وزير العدل الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالعدل بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.22.400 الصادر في 21 من ربيع الأول 1444 (18) أكتوبر (2022).

المادة الثانية

يتولى وزير العدل السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.22.400.

المادة الثالثة

يسند إلى وزير العدل تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير العدل.

الإمضاء : عبد اللطيف وهبي.

)2026(مرسوم رقم 2.26.817 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448) (26) أكتوبر يتعلق باختصاصات وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015) ، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.16.38 الصادر في 17 من جمادى الأولى 1437 (26) فبراير (2016) في شأن اختصاصات وتنظيم وزارة الأوقاف والشؤون الإسلامية

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد أحمد التوفيق، وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالأوقاف والشؤون الإسلامية بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما الظهير الشريف المشار إليه أعلاه رقم 1.16.38 الصادر في 17 من جمادى الأولى 1437 (26) فبراير 2016

المادة الثانية

يتولى وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية السلطة على مجموع هياكل الإدارة المركزية والمصالح الخارجية المحدثة بموجب الظهير الشريف السالف الذكر رقم 1.16.38.

المادة الثالثة

يسند إلى وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026 وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الأوقاف والشؤون الإسلامية.

الإمضاء : أحمد التوفيق.

مرسوم رقم 2.26.818 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات الأمين العام للحكومة

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال حكومة والوضع القانوني لأعضائها الصادر بتنفيذه الظهير الشريف)2015(رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى الظهير الشريف الصادر في 25 من ربيع الآخر 1375 (10) ديسمبر (1955) المحدثة بموجبه كتابة عامة للحكومة :

وعلى المرسوم رقم 2.24.705 الصادر في 28 من ربيع الأول 1446 (2) أكتوبر (2024) بتحديد اختصاصات وتنظيم الأمانة العامة للحكومة

رسمت ما يلي :

7871

المادة الأولى

يمارس السيد حسن طارق، الأمين العام للحكومة، الاختصاصات المسندة إلى الأمين العام للحكومة بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما الظهير الشريف الصادر في 25 من ربيع الآخر 1375 (10) ديسمبر (1955) والقانون التنظيمي رقم 065.13 والمرسوم)2024(رقم 2.24.705 الصادر في 28 من ربيع الأول 1446 (2) أكتوبر المشار إليها أعلاه.

المادة الثانية

يتولى الأمين العام للحكومة السلطة على مجموع الهياكل المحدثة

بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.24.705

المادة الثالثة

يسند إلى الأمين العام للحكومة تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

الأمين العام للحكومة

الإمضاء : حسن طارق

مرسوم رقم 2.26.819 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الاقتصاد والمالية

والنجاعة العمومية.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448

(21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1.74.403 الصادر في 5 شوال 1397 (19) سبتمبر (1977 المتعلق بإعادة تنظيم صندوق المقاصة :

وعلى قانون المالية لسنة 1985 رقم 4.84 ، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.84.192 بتاريخ 5 ربيع الآخر 1405 (28) ديسمبر (1984).

ولا سيما المادة 46 منه كما وقع تغييرها وتتميمها :

وعلى المرسوم رقم 207.995 الصادر في 23 من شوال 1429 (23) أكتوبر (2008) بشأن اختصاصات وتنظيم وزارة الاقتصاد والمالية، كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 2.21.992 الصادر في 7 رجب 1443 (9) فبراير (2022 بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الاستثمار والتقائية وتقييم السياسات العمومية، كما وقع تغييره وتتميمه

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد فوزي لقجع، وزير الاقتصاد والمالية والنجاعة العمومية الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالاقتصاد والمالية بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 207995 الصادر في 23 من شوال 1429 (23) أكتوبر (2008)، وكذا الاختصاصات المتعلقة بالتقائية وتقييم السياسات العمومية الواردة في المرسوم السالف)2022(الذكر رقم 2.21.992 الصادر في 7 رجب 1443 (9) فبراير

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المشار إليها في المادة الأولى أعلاه، يفوض السيد فوزي لقجع، وزير الاقتصاد والمالية والنجاعة العمومية :

- الممارسة وصاية الدولة على صندوق المقاصة :

- الإصدار الأوامر بصرف النفقات الخاصة بالمكافآت والنفقات المتعلقة بالمعدات المنصوص عليها في الجانب المدين بالحساب

الخاص للخزينة المسعى صندوق الدعم المقدم لمصالح المنافسة والمراقبة وحماية المستهلك وضبط السوق والمدخرات الاحتياطية المحدث بموجب المادة 46 من قانون المالية لسنة 1985 رقم 4.84 المشار إليه أعلاه، وذلك طبقا لمقتضيات المرسوم رقم 2.87.608 الصادر في 10 ربيع الآخر 1408 (2) ديسمبر (1987) بتفويض السلطة فيما يتعلق بالأمر بصرف النفقات من الحساب الخاص رقم 35.51 المسعى «صندوق الدعم المقدم لمصالح تنظيم ومراقبة الأثمان والمدخرات الاحتياطية.

المادة الثالثة

يتولى وزير الاقتصاد والمالية والنجاعة العمومية السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.07.995 وعلى المديرية العامة لالتقائية وتقييم السياسات العمومية المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر 2.21.992 رقم

المادة الرابعة

يمارس السيد فوزي لقجع وزير الاقتصاد والمالية والنجاعة العمومية وصاية الدولة على الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي.

المادة الخامسة

يسند إلى وزير الاقتصاد والمالية والنجاعة العمومية تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير الاقتصاد والمالية والنجاعة العمومية.

الإمضاء : فوزي لقجع.

مرسوم رقم 2.26.820 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير التجهيز والماء والغابات.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.21.1072 الصادر في 16 من جمادى الآخرة 1443 (19) يناير (2022) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة التجهيز والماء.

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد نزار بركة وزير التجهيز والماء والغابات. الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز والماء بموجب النصوص الجاري بها العمل ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.21.1072 الصادر في 16 من جمادى الآخرة 1443

)202(19) يناير(

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه يتولى وزير التجهيز والماء والغابات إعداد سياسة الدولة في مجالات حماية الثروة الوطنية الغابوية ومواردها والمحافظة عليها وتثمينها وتنميتها المستدامة، وكذا في مجال محاربة التصحر وإحداث وإدارة المناطق المحمية، وذلك بتنسيق مع السلطات الحكومية والهيئات المعنية.

المادة الثالثة

يتولى وزير التجهيز والماء والغابات السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر 2.21.1072 رقم

المادة الرابعة

يمارس السيد نزار بركة، وزير التجهيز والماء والغابات، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالتجهيز والسلطة الحكومية المكلفة بالماء والسلطة الحكومية المكلفة بالمياه والغابات.

يتولى وزير التجهيز والماء والغابات كتابة المجلس الأعلى للماء والمناخ المنصوص عليه في القانون رقم 36.15 المتعلق بالماء.

المادة الخامسة

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية إلى وزير

التجهيز والماء والغابات، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير التجهيز والماء والغابات.

الإمضاء : نزار بركة.

مرسوم رقم 2.26.821 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير التربية الوطنية والتعليم الأولي والتكوين المهني والتأهيل.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436

(19) مارس (2015) ، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 224.328 الصادر في 27 من محرم 1446 (2) أغسطس (2024) بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع التربية الوطنية والتعليم الأولي :

وعلى المرسوم رقم 204.332 الصادر في 21 من ذي الحجة 1425 فاتح فبراير (2005) بتحديد اختصاصات و تنظيم كتابة الدولة المكلفة بالتكوين المهني :

وعلى المرسوم رقم 213.254 الصادر في 10 رجب 1434

(21) ماي (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الشباب والرياضة

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد محمد نبيل بنعبد الله وزير التربية الوطنية والتعليم الأولي والتكوين المهني والتأهيل الاختصاصات المسندة، على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالتربية الوطنية والتعليم الأولي والسلطة الحكومية المكلفة بالتكوين المهني بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسومين المشار إليهما أعلاه رقم 224.328 2.04.332 الصادر في 27 من محرم 1446 (2) أغسطس 2024) ورقم

الصادر في 21 من ذي الحجة 1425 (فاتح فبراير (2005)

كما يمارس الاختصاصات المتعلقة برياض الأطفال المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالشباب والرياضة بموجب المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.13.254 الصادر في 10 رجب 1434 (21) ماي 2013

المادة الثانية

يتولى وزير التربية الوطنية والتعليم الأولي والتكوين المهني والتأهيل السلطة على :

مجموع الهياكل المحدثة بموجب المرسومين السالفي الذكر : 2.04.332 رقم 2.24.328 ورقم

الهياكل المتعلقة برياض الأطفال المحدثة بموجب المرسوم السالف رقم

2.13.254 الذكر

المادة الثالثة

يمارس السيد محمد نبيل بنعبد الله وزير التربية الوطنية والتعليم الأولي والتكوين المهني والتأهيل وصاية الدولة على الأكاديميات الجهوية للتربية والتكوين وعلى المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالتكوين المهني.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير التربية الوطنية والتعليم الأولي والتكوين المهني والتأهيل تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026)

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير التربية الوطنية والتعليم الأولي

والتكوين المهني والتأهيل.

الإمضاء : محمد نبيل يتعبد الله.

مرسوم رقم 2.26.822 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الصحة والحماية

الاجتماعية.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448

(21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436

: 19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه(

وعلى القانون الإطار رقم 09.21 المتعلق بالحماية الاجتماعية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.30 بتاريخ 9 شعبان 1442 (23) مارس 2021

وعلى المرسوم رقم 294.285 الصادر في 17 من جمادى الآخرة 1415 (21) نوفمبر (1994 في شأن اختصاصات وتنظيم وزارة الصحة العمومية، كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 2.14.280 الصادر في 20 من شعبان 1435 (18) يونيو (2014) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة التشغيل

والشؤون الاجتماعية

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد يونس بجيجو، وزير الصحة والحماية الاجتماعية الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالصحة بموجب النصوص الجاري بها العمل ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.94.285 الصادر في 17 من جمادى الآخرة 1415 (21) نوفمبر (1994) ، مع مراعاة الاختصاصات المسندة إلى المؤسسات والهيئات المعنية بموجب النصوص الجاري بها العمل.

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه يتولى وزير الصحة والحماية الاجتماعية بتنسيق مع السلطات الحكومية والهيئات المعنية :

- إعداد سياسة الدولة في مجال الحماية الاجتماعية وتتبع تنفيذها :

السهر على التقائية مختلف المبادرات والبرامج الحكومية المتعلقة

بالحماية الاجتماعية.

المادة الثالثة

يتولى وزير الصحة والحماية الاجتماعية السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسوم السالف

2.94.285 الذكر رقم

كما يتولى السلطة على الهياكل المكلفة بالحماية الاجتماعية المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.14.280.

المادة الرابعة

يمارس السيد يونس بجيجو، وزير الصحة والحماية الاجتماعية وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالصحة.

المادة الخامسة

يسند إلى وزير الصحة والحماية الاجتماعية تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026. وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري

وقعه بالعطف :

وزير الصحة والحماية الاجتماعية

الإمضاء : يونس بجيجو

)2026(مرسوم رقم 2.26.823 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر يتعلق باختصاصات وزير الفلاحة والصيد البحري والسيادة الغذائية

رئيسة الحكومة.

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.09.168 الصادر في 25 من جمادى الأولى 1430 (21) ماي (2009) المتعلق بتحديد اختصاصات وتنظيم المديريات المركزية لوزارة الفلاحة والصيد البحري - قطاع الفلاحة، كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 2.15.890 الصادر في 14 من جمادى الآخرة 1437 (24) مارس 2016 بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الفلاحة والصيد البحري - قطاع الصيد البحري

رسمت ما يلي :

7875

المادة الأولى

يمارس السيد خليد حاتمي، وزير الفلاحة والصيد البحري والسيادة الغذائية الاختصاصات المسندة على التوالي إلى السلطة الحكومية المكلفة بالفلاحة والسلطة الحكومية المكلفة بالصيد البحري بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسومين المشار إليهما أعلاه)2009(رقم 2.09.168 الصادر في 25 من جمادى الأولى 1430 (21) ماي)2016(ورقم 2.15.890 الصادر في 14 من جمادى الآخرة 1437 (24) مارس

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه يتولى وزير الفلاحة والصيد البحري والسيادة الغذائية إعداد السياسة الحكومية المتعلقة بالسيادة الغذائية والسهر على تنفيذها بتنسيق مع القطاعات والهيئات المعنية.

المادة الثالثة

يتولى وزير الفلاحة والصيد البحري والسيادة الغذائية السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسومين السالفي الذكر رقم 2.09.168 ورقم 2.15.890

المادة الرابعة

يمارس السيد خليد حاتمي وزير الفلاحة والصيد البحري والسيادة الغذائية، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالفلاحة والصيد البحري.

المادة الخامسة

يسند إلى وزير الفلاحة والصيد البحري والسيادة الغذائية تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 2026 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير الفلاحة والصيد البحري

والسيادة الغذائية

الإمضاء : خليد حاتمي

مرسوم رقم 2.26.824 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448

(21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436

(19) مارس (2015) ، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.16.533 الصادر في 29 من شوال 1437 (3) أغسطس (2016) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الصناعة والتجارة والاستثمار والاقتصاد الرقمي، كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى المرسوم رقم 2.21.992 الصادر في 7 رجب 1443 (9) فبراير (2022) بتحديد اختصاصات و تنظيم وزارة الاستثمار والتقائية وتقييم السياسات العمومية، كما وقع تغييره وتتميمه

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد رياض مزور، وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي، الاختصاصات المسندة، على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة والتجارة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسومين المشار إليهما أعلاه رقم 2.16.533 الصادر في 29 من شوال 1437 1443 3) أغسطس (2016)، ورقم 2.21.992 الصادر في 7 رجب((9) فبراير (2022) ما عدا الاختصاصات المتعلقة بالتقائية وتقييم

السياسات العمومية.

المادة الثانية

يتولى وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.16.533، وعلى الهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.21.992 ما عدا المديرية العامة لالتقائية وتقييم السياسات العمومية

المادة الثالثة

يمارس السيد رياض مزور وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة والتجارة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء 2026 من 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الصناعة والتجارة والاستثمار

والإدماج الاقتصادي

الإمضاء : رياض مزور

مرسوم رقم 2.26.825 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448

(26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الشباب والثقافة

والرياضة.

رئيسة الحكومة.

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح) أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف)2015(رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس

ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.22874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023 بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع الشباب :

وعلى المرسوم رقم 206.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الثقافة :

وعلى المرسوم رقم 2.13.254 الصادر في 10 رجب 1434 (21) ماي (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الشباب

والرياضة :

وعلى المرسوم رقم 2.24.1143 الصادر في 12 من شوال 1446 (11) أبريل (2025) بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع التواصل

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد محمد المهدي بنسعيد وزير الشباب والثقافة والرياضة، الاختصاصات المسندة على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة والسلطة الحكومية المكلفة بالشباب والسلطة الحكومية المكلفة بالرياضة بموجب النصوص الجاري بها العمل ولاسيما المراسيم المشار إليها أعلاه رقم 2.22.874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023) ورقم 2.06.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) ورقم 2.13.254 الصادر في

)2013(10 رجب 1434 (21) ماي

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه

يكلف السيد محمد المهدي بنسعيد، وزير الشباب والثقافة والرياضة

بما يلي :

• ممارسة الاختصاصات المتعلقة بقطاع التواصل المنصوص عليها في المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.24.1143 الصادر في 12 من :)2025(شوال 1446 (11) أبريل

• إعداد سياسة مندمجة للشباب وتنفيذها، بتنسيق مع السلطات

والهيئات المعنية.

المادة الثالثة

يتولى وزير الشباب والثقافة والرياضة السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المراسيم السالفة الذكر رقم 2.22.874 ورقم 2.06.328 ورقم 2.24.1143، والهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.13.254 ما عدا الهياكل المتعلقة برياض الأطفال.

المادة الرابعة

يمارس السيد محمد المهدي بنسعيد وزير الشباب والثقافة والرياضة، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة والسلطة الحكومية
المكلفة بالاتصال.

صفحة : 7877

المادة الخامسة

يسند إلى وزير الشباب والثقافة والرياضة تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026. وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء: فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الشباب والثقافة والرياضة

الإمضاء : محمد المهدي بتسعيد.

مرسوم رقم 2.26.826 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير التعليم العالي

والبحث العلمي والابتكار

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 : 19) مارس (2015) ولاسيما المادة 4 منه(

وعلى المرسوم رقم 212,790 الصادر في 8 ربيع الآخر 1434 (19) فبراير (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر، كما وقع تتميمه

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد عز الدين المداوي وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار، الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.12.790 الصادر في 8 ربيع الآخر 1434 (19) فبراير (2013)

المادة الثانية

يتولى وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار السلطة على مجموع الهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر 2.12.790 رقم

المادة الثالثة

يمارس السيد عز الدين المداوي، وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من

2026 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026)

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار

الإمضاء : عز الدين المداوي

)2026(مرسوم رقم 2.26.827 صادر في 14 من جمادى الأولى (1448) (26) أكتوبر يتعلق باختصاصات وزير النقل واللوجيستيك

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.21.968 الصادر في 25 من جمادى الأولى 1443 (30) ديسمبر (2021) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة النقل واللوجيستيك

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد عبد الصمد قيوح، وزير النقل واللوجيستيك الاختصاصات المتعلقة بالنقل واللوجيستيك المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالنقل واللوجيستيك بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.21.968 الصادر في)2021(25 من جمادى الأولى 1443 (30) ديسمبر

المادة الثانية

يتولى وزير النقل واللوجيستيك السلطة على مجموع الهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.21.968.

المادة الثالثة

يمارس السيد عبد الصمد قيوح، وزير النقل واللوجيستيك

وصاية الدولة على :

المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة

بالنقل واللوجيستيك :

المكتب الوطني للسكك الحديدية إلى حين تغيير النص المحدث له.

المادة الرابعة

يسند تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية إلى وزير النقل واللوجيستيك، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير النقل واللوجيستيك.

الإمضاء : عبد الصمد قيوح.

مرسوم رقم 2.26.828 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزيرة الطاقة والمعادن

والتنمية المستدامة.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436

(19) مارس (2015) ، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.23.922 الصادر في 17 من رجب 1445 (29) يناير (2024) بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع الانتقال الطاقي :

وعلى المرسوم رقم 2.23.923 الصادر في 17 من رجب 1445 (29) يناير (2024) بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع التنمية المستدامة :

وعلى المرسوم رقم 2.93.1011 الصادر في 18 من شعبان 1415 (20) يناير (1995 المتعلق بإعادة تنظيم الهيئات المكلفة بالمحافظة على

البيئة وتحسينها،

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

تمارس السيدة شرفات اليدري أفيلال، وزيرة الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة، الاختصاصات المسندة على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالانتقال الطاقي والسلطة الحكومية المكلفة بالتنمية المستدامة بموجب النصوص الجارى بها العمل، ولاسيما المرسومين المشار إليهما أعلاه رقم 223.922 ورقم 2.23.923 الصادرين في)2024(17 من رجب 1445 (29) يناير

المادة الثانية

تتولى وزيرة الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسومين السالفي الذكر رقم 2.23.922 ورقم 2.23.923

المادة الثالثة

تتولى وزيرة الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة رئاسة المجلس الوطني للبيئة المحدث بموجب المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 293.1011

)1995(الصادر في 18 من شعبان 1415 (20) يناير

المادة الرابعة

تمارس السيدة شرفات اليدري أفيلال، وزيرة الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالطاقة والمعادن

المادة الخامسة

يسند إلى وزيرة الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 2026 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعته بالعطف :

وزيرة الطاقة والمعادن والتنمية المستدامة.

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

الإمضاء : شرفات البدري أفيلال.

مرسوم رقم 2.26.829 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير التشغيل والحوار الاجتماعي.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015) ، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.14.280 الصادر في 20 من شعبان 1435 (18) يونيو (2014) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة التشغيل والشؤون الاجتماعية

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد عبد الرحيم شهيد وزير التشغيل والحوار الاجتماعي الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالتشغيل والشؤون الاجتماعية بموجب النصوص الجاري بها العمل ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.14.280 الصادر في 20 من شعبان 1435 (18) يونيو 2014 ماعدا الاختصاصات المتعلقة بالحماية الاجتماعية.

المادة الثانية

يتولى وزير التشغيل والحوار الاجتماعي السلطة على الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.14.280 ماعدا الهياكل المكلفة بالحماية الاجتماعية.

المادة الثالثة

يمارس السيد عبد الرحيم شهيد وزير التشغيل والحوار الاجتماعي، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالتشغيل.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير التشغيل والحوار الاجتماعي تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري

وزير التشغيل والحوار الاجتماعي

الإمضاء : عبد الرحيم شهيد.

مرسوم رقم 2.26.830 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026 يتعلق باختصاصات وزير إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة الناطق الرسمي

باسم الحكومة.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015) ، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.23.751 الصادر في 7 جمادى الآخرة 1445 (21) ديسمبر (2023 بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة.

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد سمير بلفقيه، وزير إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة الناطق الرسمي باسم الحكومة الاختصاصات المسندة إلى السلطة

الحكومية المكلفة بإعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 223.751 الصادر في 7 جمادى الآخرة 1445 (21) ديسمبر (2023).

علاوة على ذلك، يتولى مهام الناطق الرسمي باسم الحكومة.

المادة الثانية

يتولى وزير إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة، الناطق الرسمي باسم الحكومة السلطة على :

• مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.23.751

معاهد تكوين التقنيين المتخصصين في التعمير والهندسة المعمارية

والبناء والهندسة المدنية.

المادة الثالثة

يمارس السيد سمير بلفقيه، وزير إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة الناطق الرسمي باسم الحكومة، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالتعمير والسلطة الحكومية المكلفة بالسكنى بموجب النصوص الجاري بها العمل وعلى مجموعة التهيئة «العمران».

المادة الرابعة

يسند إلى وزير إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان وسياسة المدينة الناطق الرسمي باسم الحكومة تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير إعداد التراب الوطني والتعمير والإسكان

وسياسة المدينة، الناطق الرسمي باسم الحكومة

الإمضاء : سمير بلفقيه.

مرسوم رقم 2.26.831 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026) يتعلق باختصاصات وزير الذكاء الاصطناعي

والتحول الرقمي وإصلاح الإدارة.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015) ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.58.008 الصادر في 4 شعبان 1377 (24) فبراير (1958) بمثابة النظام الأساسي العام للوظيفة العمومية

كما وقع تغييره وتتميمه :

وعلى القانون رقم 24.96 المتعلق بالبريد والمواصلات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.97.162 بتاريخ 2 ربيع الآخر 1418 (7) أغسطس (1997). كما وقع تغييره وتتميمه، فيما يخص الوكالة

الوطنية لتقنين المواصلات :

وعلى المرسوم رقم 2.23.404 الصادر في 19 من ذي القعدة 1444 (8) يونيو (2023) بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع إصلاح الإدارة

وعلى المرسوم رقم 2.23.405 الصادر في 19 من ذي القعدة 1444 (8) يونيو (2023 بإحداث مديرية عامة للانتقال الرقمي وبتحديد

اختصاصاتها وتنظيمها:

وعلى المرسوم رقم 2.17.764 الصادر في 25 من ربيع الأول 1439 (14) ديسمبر (2017) بتطبيق القانون رقم 61.16 المحدثة بموجبه

وكالة التنمية الرقمية

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد أحمد رحو، وزير الذكاء الاصطناعي والتحول الرقعي وإصلاح الإدارة الاختصاصات المسندة، على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالانتقال الرقمي والسلطة الحكومية المكلفة بإصلاح الإدارة بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسومين المشار إليهما أعلاه رقم 2.23.404 ورقم 2.23.405 الصادرين في 19 من ذي القعدة 1444 (8) يونيو (2023)

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه يتولى وزير الذكاء الاصطناعي والتحول الرقعي وإصلاح الإدارة إعداد السياسة الحكومية في مجال الذكاء الاصطناعي والسهر على تنفيذها بتنسيق مع القطاعات والهيئات المعنية.

المادة الثالثة

يتولى وزير الذكاء الاصطناعي والتحول الرقمي وإصلاح الإدارة السلطة على مجموع الهياكل المحدثة بموجب المرسومين السالفي 2.23.405 الذكر رقم 2.23.404 ورقم

المادة الرابعة

يعتبر وزير الذكاء الاصطناعي والتحول الرقمي وإصلاح الإدارة السلطة الحكومية المختصة المنصوص عليها في المادة 1 من القانون المشار إليه أعلاه رقم 24.96، فيما يتعلق بالمواصلات والاقتصاد الرقمي.

المادة الخامسة

يمارس السيد أحمد رحو، وزير الذكاء الاصطناعي والتحول الرقمي وإصلاح الإدارة، وصاية الدولة على وكالة التنمية الرقمية.

المادة السادسة

يسند إلى وزير الذكاء الاصطناعي والتحول الرقمي وإصلاح الإدارة تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026.

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير الذكاء الاصطناعي والتحول الرقمي

وإصلاح الإدارة.

الإمضاء : أحمد رحو

مرسوم رقم 2.26.832 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026) يتعلق باختصاصات وزير السياحة والصناعة

التقليدية والاقتصاد التضامني.

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448

(21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015) ، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.08.651 الصادر في 21 من جمادى الآخرة 1430 (15) يونيو (2009) بتحديد اختصاصات وتنظيم الوزارة

المكلفة بالسياحة :

وعلى المرسوم رقم 2.10.379 الصادر في 7 جمادى الأولى 1432 (11) أبريل (2011) بتحديد اختصاصات وتنظيم كتابة الدولة المكلفة

بالصناعة التقليدية

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد جلال شرف وزير السياحة والصناعة التقليدية والاقتصاد التضامني الاختصاصات المسندة على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالسياحة والسلطة الحكومية المكلفة بالصناعة التقليدية، بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسومين المشار إليهما أعلاه رقم 2.08.651 الصادر في 21 من جمادى الآخرة 1430 1432 15) يونيو (2009) ورقم 2.10.379 الصادر في 7 جمادى الأولى( )2011(11) أبريل(

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه يتولى وزير السياحة والصناعة التقليدية والاقتصاد التضامني :

• إعداد الاستراتيجية الوطنية والبرامج لتنمية الاقتصاد التضامني بتنسيق مع القطاعات والهيئات المعنية :

• تنسيق السياسات والبرامج العمومية في مجال الاقتصاد التضامني

وتتبع تنفيذها.

المادة الثالثة

يتولى وزير السياحة والصناعة التقليدية والاقتصاد التضامني السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المرسومين السالفي الذكر رقم 2.08.651 ورقم 2.10.379.

المادة الرابعة

يمارس السيد جلال شرف وزير السياحة والصناعة التقليدية والاقتصاد التضامني وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالسياحة والسلطة الحكومية المكلفة بالصناعة التقليدية.

الجريدة الرسمية عدد 7555- 14 جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026

المادة الثالثة

يمارس السيد رياض مزور وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة والتجارة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء 2026 من 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الصناعة والتجارة والاستثمار

والإدماج الاقتصادي

الإمضاء : رياض مزور

مرسوم رقم 2.26.825 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448

(26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الشباب والثقافة

والرياضة.

رئيسة الحكومة.

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح) أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف)2015(رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس

ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.22874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023 بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع الشباب :

وعلى المرسوم رقم 206.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الثقافة :

المادة الثالثة

يمارس السيد رياض مزور وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة والتجارة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء 2026 من 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الصناعة والتجارة والاستثمار

والإدماج الاقتصادي

الإمضاء : رياض مزور

مرسوم رقم 2.26.825 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448

(26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الشباب والثقافة

والرياضة.

رئيسة الحكومة.

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح) أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف)2015(رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس

ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.22874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023 بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع الشباب :

وعلى المرسوم رقم 206.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الثقافة :

وعلى المرسوم رقم 2.13.254 الصادر في 10 رجب 1434 (21) ماي (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الشباب

والرياضة :

وعلى المرسوم رقم 2.24.1143 الصادر في 12 من شوال 1446 (11) أبريل (2025) بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع التواصل

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد محمد المهدي بنسعيد وزير الشباب والثقافة والرياضة، الاختصاصات المسندة على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة والسلطة الحكومية المكلفة بالشباب والسلطة الحكومية المكلفة بالرياضة بموجب النصوص الجاري بها العمل ولاسيما المراسيم المشار إليها أعلاه رقم 2.22.874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023) ورقم 2.06.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) ورقم 2.13.254 الصادر في

)2013(10 رجب 1434 (21) ماي

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه

يكلف السيد محمد المهدي بنسعيد، وزير الشباب والثقافة والرياضة

بما يلي :

• ممارسة الاختصاصات المتعلقة بقطاع التواصل المنصوص عليها في المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.24.1143 الصادر في 12 من :)2025(شوال 1446 (11) أبريل

• إعداد سياسة مندمجة للشباب وتنفيذها، بتنسيق مع السلطات

والهيئات المعنية.

المادة الثالثة

يتولى وزير الشباب والثقافة والرياضة السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المراسيم السالفة الذكر رقم 2.22.874 ورقم

2.06.328 ورقم 2.24.1143، والهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.13.254 ما عدا الهياكل المتعلقة برياض الأطفال.

المادة الرابعة

يمارس السيد محمد المهدي بنسعيد وزير الشباب والثقافة والرياضة، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة والسلطة الحكومية
المكلفة بالاتصال.

المادة الخامسة

يسند إلى وزير الشباب والثقافة والرياضة تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026. وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء: فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الشباب والثقافة والرياضة

الإمضاء : محمد المهدي بتسعيد.

مرسوم رقم 2.26.826 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير التعليم العالي

والبحث العلمي والابتكار

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 : 19) مارس (2015) ولاسيما المادة 4 منه(

وعلى المرسوم رقم 212,790 الصادر في 8 ربيع الآخر 1434 (19) فبراير (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر، كما وقع تتميمه

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد عز الدين المداوي وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار، الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.12.790 الصادر في 8 ربيع الآخر 1434 (19) فبراير (2013)

المادة الثانية

يتولى وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار السلطة على مجموع الهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر 2.12.790 رقم

المادة الثالثة

يمارس السيد عز الدين المداوي، وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من

16 2026 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026)

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار

الإمضاء : عز الدين المداوي

)2026(مرسوم رقم 2.26.827 صادر في 14 من جمادى الأولى (1448) (26) أكتوبر يتعلق باختصاصات وزير النقل واللوجيستيك

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.21.968 الصادر في 25 من جمادى الأولى 1443 (30) ديسمبر (2021) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة النقل واللوجيستيك

المادة الثالثة

يمارس السيد رياض مزور وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة والتجارة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء 2026 من 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الصناعة والتجارة والاستثمار

والإدماج الاقتصادي

الإمضاء : رياض مزور

مرسوم رقم 2.26.825 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448

(26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الشباب والثقافة

والرياضة.

رئيسة الحكومة.

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح) أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف)2015(رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس

ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.22874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023 بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع الشباب :

وعلى المرسوم رقم 206.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الثقافة :

وعلى المرسوم رقم 2.13.254 الصادر في 10 رجب 1434 (21) ماي (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الشباب

والرياضة :

وعلى المرسوم رقم 2.24.1143 الصادر في 12 من شوال 1446 (11) أبريل (2025) بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع التواصل

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد محمد المهدي بنسعيد وزير الشباب والثقافة والرياضة، الاختصاصات المسندة على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة والسلطة الحكومية المكلفة بالشباب والسلطة الحكومية المكلفة بالرياضة بموجب النصوص الجاري بها العمل ولاسيما المراسيم المشار إليها أعلاه رقم 2.22.874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023) ورقم 2.06.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) ورقم 2.13.254 الصادر في

)2013(10 رجب 1434 (21) ماي

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه

يكلف السيد محمد المهدي بنسعيد، وزير الشباب والثقافة والرياضة

بما يلي :

• ممارسة الاختصاصات المتعلقة بقطاع التواصل المنصوص عليها في المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.24.1143 الصادر في 12 من :)2025(شوال 1446 (11) أبريل

• إعداد سياسة مندمجة للشباب وتنفيذها، بتنسيق مع السلطات

والهيئات المعنية.

المادة الثالثة

يتولى وزير الشباب والثقافة والرياضة السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المراسيم السالفة الذكر رقم 2.22.874 ورقم 2.06.328 ورقم 2.24.1143، والهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.13.254 ما عدا الهياكل المتعلقة برياض الأطفال.

المادة الرابعة

يمارس السيد محمد المهدي بنسعيد وزير الشباب والثقافة والرياضة، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة والسلطة الحكومية
المكلفة بالاتصال.
المادة الخامسة

يسند إلى وزير الشباب والثقافة والرياضة تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026. وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء: فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الشباب والثقافة والرياضة

الإمضاء : محمد المهدي بتسعيد.

مرسوم رقم 2.26.826 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير التعليم العالي

والبحث العلمي والابتكار

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 : 19) مارس (2015) ولاسيما المادة 4 منه(

وعلى المرسوم رقم 212,790 الصادر في 8 ربيع الآخر 1434 (19) فبراير (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر، كما وقع تتميمه

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد عز الدين المداوي وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار، الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.12.790 الصادر في 8 ربيع الآخر 1434 (19) فبراير (2013)

المادة الثانية

يتولى وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار السلطة على مجموع الهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر 2.12.790 رقم

المادة الثالثة

يمارس السيد عز الدين المداوي، وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من

2026 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026)

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار

الإمضاء : عز الدين المداوي

)2026(مرسوم رقم 2.26.827 صادر في 14 من جمادى الأولى (1448) (26) أكتوبر يتعلق باختصاصات وزير النقل واللوجيستيك

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.21.968 الصادر في 25 من جمادى الأولى 1443 (30) ديسمبر (2021) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة النقل واللوجيستيك

المادة الثالثة

يمارس السيد رياض مزور وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة لوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالصناعة والتجارة والسلطة الحكومية المكلفة بالاستثمار.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير الصناعة والتجارة والاستثمار والإدماج الاقتصادي تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء 2026 من 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الصناعة والتجارة والاستثمار

والإدماج الاقتصادي

الإمضاء : رياض مزور

مرسوم رقم 2.26.825 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448

(26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير الشباب والثقافة

والرياضة.

رئيسة الحكومة.

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح) أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف)2015(رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس

ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.22874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023 بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع الشباب :

وعلى المرسوم رقم 206.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الثقافة :

وعلى المرسوم رقم 2.13.254 الصادر في 10 رجب 1434 (21) ماي (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة الشباب

والرياضة :

وعلى المرسوم رقم 2.24.1143 الصادر في 12 من شوال 1446 (11) أبريل (2025) بتحديد اختصاصات وتنظيم قطاع التواصل

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد محمد المهدي بنسعيد وزير الشباب والثقافة والرياضة، الاختصاصات المسندة على التوالي، إلى السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة والسلطة الحكومية المكلفة بالشباب والسلطة الحكومية المكلفة بالرياضة بموجب النصوص الجاري بها العمل ولاسيما المراسيم المشار إليها أعلاه رقم 2.22.874 الصادر في 19 من جمادى الآخرة 1444 (12) يناير (2023) ورقم 2.06.328 الصادر في 18 من شوال 1427 (10) نوفمبر (2006) ورقم 2.13.254 الصادر في

)2013(10 رجب 1434 (21) ماي

المادة الثانية

علاوة على الاختصاصات المنصوص عليها في المادة الأولى أعلاه

يكلف السيد محمد المهدي بنسعيد، وزير الشباب والثقافة والرياضة

بما يلي :

• ممارسة الاختصاصات المتعلقة بقطاع التواصل المنصوص عليها في المرسوم المشار إليه أعلاه رقم 2.24.1143 الصادر في 12 من :)2025(شوال 1446 (11) أبريل

• إعداد سياسة مندمجة للشباب وتنفيذها، بتنسيق مع السلطات

والهيئات المعنية.

المادة الثالثة

يتولى وزير الشباب والثقافة والرياضة السلطة على مجموع الهياكل المركزية واللاممركزة المحدثة بموجب المراسيم السالفة الذكر رقم 2.22.874 ورقم 2.06.328 ورقم 2.24.1143، والهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر رقم 2.13.254 ما عدا الهياكل المتعلقة برياض الأطفال.

المادة الرابعة

يمارس السيد محمد المهدي بنسعيد وزير الشباب والثقافة والرياضة، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالثقافة والسلطة الحكومية
المكلفة بالاتصال.

المادة الخامسة

يسند إلى وزير الشباب والثقافة والرياضة تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من 16 أكتوبر 2026. وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026).

وقعه بالعطف :

الإمضاء: فاطمة الزهراء المنصوري.

وزير الشباب والثقافة والرياضة

الإمضاء : محمد المهدي بتسعيد.

مرسوم رقم 2.26.826 صادر في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026) يتعلق باختصاصات وزير التعليم العالي

والبحث العلمي والابتكار

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 : 19) مارس (2015) ولاسيما المادة 4 منه(

وعلى المرسوم رقم 212,790 الصادر في 8 ربيع الآخر 1434 (19) فبراير (2013) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة التعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر، كما وقع تتميمه

رسمت ما يلي :

المادة الأولى

يمارس السيد عز الدين المداوي وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار، الاختصاصات المسندة إلى السلطة الحكومية المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر بموجب النصوص الجاري بها العمل، ولاسيما المرسوم

المشار إليه أعلاه رقم 2.12.790 الصادر في 8 ربيع الآخر 1434 (19) فبراير (2013)

المادة الثانية

يتولى وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار السلطة على مجموع الهياكل المحدثة بموجب المرسوم السالف الذكر 2.12.790 رقم

المادة الثالثة

يمارس السيد عز الدين المداوي، وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار، وصاية الدولة على المؤسسات العمومية الخاضعة الوصاية السلطة الحكومية المكلفة بالتعليم العالي والبحث العلمي وتكوين الأطر.

المادة الرابعة

يسند إلى وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار تنفيذ هذا المرسوم الذي ينشر بالجريدة الرسمية، ويعمل به ابتداء من

2026 16 أكتوبر

وحرر بالرباط في 14 من جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر (2026)

الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.

وقعه بالعطف :

وزير التعليم العالي والبحث العلمي والابتكار

الإمضاء : عز الدين المداوي

)2026(مرسوم رقم 2.26.827 صادر في 14 من جمادى الأولى (1448) (26) أكتوبر يتعلق باختصاصات وزير النقل واللوجيستيك

رئيسة الحكومة

بناء على الدستور، ولاسيما الفصل 93 منه

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.76 الصادر في 19 من ربيع الآخر 1448 (فاتح أكتوبر (2026) بتعيين السيدة فاطمة الزهراء

المنصوري رئيسة للحكومة :

وعلى الظهير الشريف رقم 1.26.91 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21) أكتوبر (2026) بتعيين أعضاء الحكومة :

وعلى القانون التنظيمي رقم 065.13 المتعلق بتنظيم وتسيير أشغال الحكومة والوضع القانوني لأعضائها، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.33 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1436 (19) مارس (2015)، ولاسيما المادة 4 منه :

وعلى المرسوم رقم 2.21.968 الصادر في 25 من جمادى الأولى 1443 (30) ديسمبر (2021) بتحديد اختصاصات وتنظيم وزارة النقل واللوجيستيك

الجريدة الرسمية عدد 7555- 14 جمادى الأولى 1448 (26) أكتوبر 2026

المادة الثانية

إذا تغيب الفريق رفيق أكرام أو عاقه عائق ناب عنه الممون مقدم كمال مفكري، رئيس مصلحة المالية والمحاسبة بالمركز الملكي للكشف الفضائي عن بعد.

المادة الثالثة

ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية ويعمل به ابتداء من

2026 23 أكتوبر

وحرر بالرباط في 11 من جمادى الأولى 1448 (23) أكتوبر (2026).

الإمضاء: فاطمة الزهراء المنصوري.

.....

.....

.....
.....

صفحة : 7886

قرار لرئيسة الحكومة رقم 3.51.26 صادر في11جمادى
الأولى 1448 (23 أكتوبر 2026) بتفويض الإمضاء
رئيسة الحكومة،
بناء على الظهير الشريف رقم 1.26.92 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448 (21
أكتوبر 2026) بتفويض السلطة فيما يتعلق بإدارة الدفاع الوطني ؛
وعلى املرسوم رقم 2.22.81 الصادر في 8 رمضان 1444
)30 مارس 2023(املتعلق بتفويض السلطة واإلمضاء،
قررت ما يلي :
المادة أألولى
يفوض إلى العميد سعيد دفال، رئيس مديرية التسلم والايصال بإدارة الدفاع
الوطني، اإلمضاء أو التأشير نيابة عن رئيسة الحكومة
على جميع الوثائق املتعلقة باملهام املنوطة به ما عدا المراسيم والقرارات
التنظيمية.
المادة الثانية
إذا تغيب العميد سعيد دفال أو عاقه عائق ناب عنه المقدم حسن حفيظ، رئيس
قسم الإيصال بإدارة الدفاع الوطني.
المادة الثالثة
ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية ويعمل به ابتداء من
23 أكتوبر .2026
وحرر بالرباط في 11 من جمادى أألولى 1448)23 أكتوبر 2026(.
الإمضاء : فاطمة الزهراء املنصوري.
قرار لرئيسة الحكومةرقم3.52.26 صادرفي11 جمادى
الأولى 1448)23أكتو رب 2026(بتفويض الإمضاء
رئيسة الحكومة،
بناء على الظهير الشريف رقم 1.26.92 الصادر في 9 جمادى الأولى 1448)21
أكتوبر 2026(بتفويض السلطة فيما يتعلق بإدارة الدفاع الوطني ؛
وعلى املرسوم رقم 2.22.81 الصادر في 8 رمضان 1444)30 مارس 2023(

المتعلق بتفويض السلطة والإمضاء ؛
وعلى املرسوم رقم 2.11.509 الصادر في 22 من شوال 1432)21 سبتمبر 2011(بتتميم المرسوم رقم 2.82.673 الصادر في 28 من ربيع الأول 1403)13 يناير 1983(بتنظيم إدارة الدفاع الوطني
وإحداث المديرية العامة لأمن نظم المعلومات
قررت ما يلي :
المادة الأولى
يفوض إلى اللواء عبد الله بوطريك، المدير العام للمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني، الإمضاء أو التأشير نيابة عن رئيسة الحكومة على جميع الوثائق املتعلقة باملهام المنوطة به ماعدا المراسيم والقرارات التنظيمية.
المادة الثانية
إذا تغيب اللواء عبد الله بوطريك أو عاقه عائق ناب عنه كل من السيد سعد الخاضري، مدير الاستراتيجية والتقنين والعقيد خليل نصير، مدير المساعدة والتكوين والمراقبة والخبرة بالمديرية العامة لأمن نظم المعلومات بإدارة الدفاع الوطني كل حسب المهام المنوطة به.
المادة الثالثة
ينشر هذا القرار بالجريدة الرسمية ويعمل به ابتداء من 23 أكتوبر 2026.
وحرر بالرباط في 11 من جمادى الأولى 1448)23 أكتوبر 2026(.
الإمضاء : فاطمة الزهراء المنصوري.
قرارلرئيسةالحكومةرقم3.53.26 صادرفي11جمنم ادى
الأولى1448 (23أكتوبر 2026) بتفويض الإمضاء
رئيسة الحكومة،
بناء على الظهير الشريف رقم 1.26.92 الصادر في 9 جمادى
الأولى 1448)21 أكتوبر 2026(بتفويض السلطة فيما يتعلق بإدارة الدفاع الوطني ؛
وعلى الظهير الشريف رقم 1.57.079 الصادر في 28 من
رمضان 1376)29 أبريل 1957(بإحداث الدرك الملكي؛
وعلى الظهير الشريف رقم 1.57.280 الصادر في 22 من جمادى
الآخرة 1377)14 يناير 1958(في شأن مصلحة الدرك الملكي ؛
وعلى الظهير الشريف رقم 1.58.349 الصادر في 6 ذي
القعدة 1378)14 ماي 1959(بإحداث مصلحة التموين العسكري ؛

وعلى املرسوم رقم 2.22.81 الصادر في 8 رمضان 1444 (مارس 2023) المتعلق بتفويض السلطة واإلمضاء،

.....

.....

المملكة المغربية

وزارة الاقتصاد والمالية و .

مديرية أملاك الدولة

Ministère de l'Economie et des Finances DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT Bureau de Gestion de Courrier

28 OCT. 2026

N.O: 4910/26/DE

الموضوع: تمثيل المحامين للأغيار أمام الإدارات العمومية

Direction des Domaine de l'Etat

إلى

السيدة والسادة المديرين الجهويين لأملاك الدولة

المرجع الدورية رقم 4067 بتاريخ 11 شتنبر 2026 في شأن صدور قوانين تتضمن مقتضيات تهم الملك الخاص للدولة

وبعد بواسطة الرسالة الدورية المشار إليها بالمرجع، تم تعميم مجموعة من المستجدات ذات الصلة بقوانين تتضمن مقتضيات تهم الملك الخاص للدولة، ومن ضمنها الظهير الشريف رقم 1.26.75 الصادر في 18 غشت 2026 بتنفيذ القانون رقم 66.23 المتعلق بتنظيم مهنة المحاماة.

وقد حددت المادة 33 من القانون أعلاه اختصاصات المحامي ومن ضمنها تمثيل الغير والنيابة عنه أمام الإدارات العمومية والجماعات الترابية ومجموعاتها وهيئاتها وباقي أشخاص القانون العام وأشخاص القانون الخاص.

غير أن الفقرة الأخيرة من نفس المادة قيدت هذا التمثيل بضرورة إدلاء المحامي بنيابة مكتوبة تتضمن على الخصوص اسمه ورقمه المهني الوطني وعنوان بريده الإلكتروني واسم الموكل وعنوانه ورقم هاتفه وبريده الإلكتروني عند الاقتضاء.

اعتبارا لما تقدم، أطلب منكم التقيد بالمقتضيات القانونية أعلاه من خلال حث مصالحكم على ضرورة مطالبة المحامين بالإدلاء بالنيابة المذكورة في الحالات التي يصرح فيها هؤلاء بتمثيل موكليهم في القضايا التي لها صلة بالملك الخاص للدولة .

رئيس قسم حماية الرصيد العقاري

إمضاء: الحسن أولياس

مديرية أملاك الدولة - الرباط المعاهد - صندوق البريد : 6401 - الهاتف : 14 إلى 037277200 - الفاكس :

037779282

domaines@ddom finances.gov.ma

البريد الإلكتروني

.....

.....

ظهير شريف بتاريخ 7 شعبان 1332 في شان الاملاك العمومية بالايالة الشريفة المنشور بالجريدة الرسمية بتاريخ 16 شعبان 1332 (10 يوليوز 1914)

لما كان يوجد بإيالتنا الشريفة أملاك لا يسوغ لأحد أن ينفرد بتملكها كما هو جار به العمل في باقي الممالك لأنها على الشياع بين الجميع ومن شأن الحكومة أن تتكلف بتدبير أمرها لأنها وكيلة العموم في ذلك.
ولما كان عدم البيع لهذه الأملاك التي هي ملك عمومي للدولة قد أشير إليه في الفقرة الأولى من منشور وزيرنا الصدر الأعظم في الجريدة الرسمية بعددها المؤرخ في فاتح نوفمبر سنة 1912.
وكان من الضروري أن نعين نوع الأملاك الباقية ملكا عموميا للدولة ووجهتها المعتبرة شرعا والضوابط التي يتمشى عليها في تدبير هذه الأملاك.

الفصل الأول:

(غير وتمم بالظهير الشريف بتاريخ 14 صفر 1338 (8 نونبر 1919):

تدخل في عدد الأملاك العمومية بمنطقة الحماية الفرنسوية من إيالتنا الشريفة الأملاك الآتية وهي:
أولا – شاطئ البحر الذي يمتد إلى الحد الأقصى من مد البحر عند ارتفاعه مع منطقة مساحتها ستة أمتار تقاس من الحد المذكور؛
ثانيا – الأخلجة والمراسي والأموان وملحقاتها؛
ثالثا – المنارات والفنارات والعلامات التي توضع للإنذار بالخطر وكافة الأعمال المعدة للإضاءة والإنذار بالمخاطر في الشواطئ وملحقاتها؛

(نسخت الفقرات 4، 5، 6، 7، و 8 بالمادة 123 من القانون رقم 95-10 الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-95-154 بتاريخ 18 ربيع الأول 1416 (16 غشت 1995)).

تاسعا – الطرق والأزقة والسبل والسكك الحديدية الخارجية والكهربائية والجسور وعلى العموم طرق المواصلة أيا كان نوعها التي يستخدمها العموم؛
عاشرا – الأسلاك التلغرافية والتلفونية والأبنية الحديدية المعدة للتلغراف اللاسلكي ؛
حادي عشر – كل الاستحكامات والتحصينات المتعلقة بالمواقع الحربية والمراكز العسكرية وتوابعها وعلى العموم كل الأراضي والأعمال التي لا يمكن للأفراد أن يمتلكوها لأنها مشاعة.

الفصل الثاني:

كل من اكتسب قانونا من حقوق الملكية والانتفاع والاستعمال بالأملاك العمومية يبقى محفوظا إذا كان ذلك سابقا على نشر هذا الظهير.
ولا يمكن أن تنزع الحقوق المذكورة من أربابها إلا بالبيع الجبري بشرط أن يثبتوا هذه الحقوق أمام الحكومة أو المحاكم التي لها النظر وذلك بعد نشر هذا الظهير أو بعد صدور قرار تحديد الأملاك كما هو مذكور بالفصل السابع.

الفصل الثالث:

يجب على من له ملك خاص أن يتحمل الواجبات المتعلقة بالمرور وبالجولان في ملكه ويجعل جميع أنواع الآلات اللازمة لإحداث الأسلاك التلغرافية والتليفونية والأبنية الحديدية المعدة للتلغراف اللاسلكي ولمواصلات القوة الكهربائية الداخلة في عدد الأملاك العمومية ولصيانة جميع ما ذكر وللاستغلال به.

الفصل الرابع:

لا يقبل التفويت بالأملاك العمومية ولا تسقط حقوق الملكية فيها بمضي الزمان.

الفصل الخامس:

يمكن إخراج بعض الأملاك العمومية من حيز التقييد إذا ظهر أنها ليست ذات منفعة عامة وذلك بقرار وزيري من الصدر الأعظم يصدر بناء على طلب المدير العام للأشغال العمومية وتصير عندئذ ملكا خاصا بالمخزن الشريف.

الفصل السادس:

يدبر الأملاك العمومية المدير العام للأشغال العمومية بمقتضى تفويض مستمر أو يدبرها أعوان الدولة الذين يعينون لهذا الشأن بظهير شريف وكل رسم إداري يقصد به إكراء بعض الأملاك العمومية أو أشغالها يجب أن يصادق عليه المدير العام للإدارات المالية قبل إجراء العمل به.

الفصل السابع:

تعين حدود الأملاك العمومية إذا اقتضى الأمر بقرار وزيري يصدر بعد بحث عمومي بناء على طلب المدير العام للأشغال العمومية وتقبل كل المطالب المسندة على حقوق التملك أو التصرف في خلال ستة أشهر ابتداء من نشر قرار التحديد وذلك إذا كانت هذه الحقوق سابقة على هذا القرار ومؤيده بالفصل الثاني المذكور ويتخذ كناش لا تدون فيه إلا حقوق التملك أو التصرف المشار لها التي قبلت الإدارة صحتها في خلال المهلة المذكورة أعلاه وتدون فيه أيضا الحقوق التي أعلم بها أربابها في الوقت المناسب والتي اعترفت بها فيما بعد الحكومة العدلية ومن ادعى بأن تحديد الملك غير صحيح فيقبل مطلبه في خلال المهلة المذكورة.

(تمم بالظهير الشريف بتاريخ 14 صفر 1338 (8 نونبر 1919)):

على أن المدير العام للأشغال العمومية يمكنه حيازة الأراضي المشار إليها في القرار المتعلق بالتحديد إذا رأى في الأمر فائدة وذلك مع مراعاة حقوق الغير.

الفصل الثامن:

إن النزاع الواقع على ملك عمومي تحكم به المحاكم الفرنساوية لا غير.

.....
.....

القانون رقم 19-57 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية

الصادر بتنفيذه ظهير شريف رقم 74-21-1 بتاريخ في 3 ذي الحجة 1442

المنشور بالجريدة الرسمية بتاريخ 11 ذو الحجة 1442 (22 يوليو 2021)

بناء على الدستور ولاسيما الفصلين 42 و50 منه،

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون رقم 19-57 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية، كما وافق عليه مجلس النواب ومجلس المستشارين.

قانون رقم 19-57 يتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية

القسم الأول: أحكام عامة

القسم الثاني: الملك العام للجماعات الترابية

الباب الأول: أحكام عامة

الباب الثاني: التحديد الإداري للملك العام للجماعات الترابية

الباب الثالث: قرارات تخطيط حدود الطرق العامة وقرارات تخطيط حدود الطرق العامة المعينة فيها الأراضي المراد نزع ملكيتها

الباب الرابع: تعيين الطرق والمسالك والممرات والأزقة المستعملة التابعة للجماعات الترابية

الباب الخامس: الإخراج

الباب السادس: الاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية

القسم الثالث: الملك الخاص للجماعات الترابية

الباب الأول: أحكام عامة

الباب الثاني: المعاملات العقارية

الباب الثالث: استغلال الملك الخاص للجماعات الترابية

القسم الرابع: أحكام متفرقة

القسم الأول: أحكام عامة

المادة الأولى:

يهدف هذا القانون إلى تحديد نظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية والقواعد المطبقة عليها، وذلك تطبيقا لأحكام المادة 222 من القانون التنظيمي رقم 14-111 المتعلق بالجهات والمادة 200 من القانون التنظيمي رقم 14-112 المتعلق بالعمالات والأقاليم والمادة 209 من القانون التنظيمي رقم 14-113 المتعلق بالجماعات.

المادة 2:

تتكون أملاك الجماعات الترابية من أملاك تابعة لملكها العام وأملاك تابعة لملكها الخاص.

تشمل أملاك الجماعات الترابية جميع العقارات:

-المقتناة بالتراضي أو عن طريق نزع الملكية من أجل المنفعة العامة؛

-المكتسبة ملكيتها عن طريق المبادلة؛

-المنقولة ملكيتها إلى الجماعات الترابية من طرف الدولة، أو جماعة ترابية أخرى، أو مؤسسة عمومية؛

-المنقولة ملكيتها إلى الجماعات الترابية تطبيقا لمقتضيات تشريعية أو بموجب مقررات قضائية؛

-المنقولة ملكيتها إلى الجماعات الترابية عن طريق الهبات أو الوصايا؛

-المكتسبة ملكيتها عن طريق الحيازة المستوفية للشروط القانونية طبقا للتشريع الجاري به العمل.

المادة 3:

يمسك على صعيد كل جماعة ترابية سجل للمحتويات، تقيد فيه جميع العقارات التابعة لأملاكها.

ويقسم سجل المحتويات إلى قسمين تقيد في أحدهما الأملاك العامة وفي الآخر الأملاك الخاصة بالجماعة الترابية.

يتولى رئيس مجلس الجماعة الترابية مسك سجل المحتويات وتحيينه، وإخبار المجلس بالتغييرات التي تطرأ عليه خلال الدورة العادية الأولى التي يعقدها المجلس كل سنة. ويقوم رئيس المجلس بنشر السجل المحين بوسائل الإشهار الملائمة، ولاسيما البوابة الوطنية للجماعات الترابية كما يبلغ نسخة منه إلى المحاسب المكلف.

يحدد بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية، نموذج سجل المحتويات والبيانات التي يجب أن يتضمنها وكيفيات مسكه.

القسم الثاني: الملك العام للجماعات الترابية

الباب الأول: أحكام عامة

المادة 4:

تدخل ضمن الملك العام للجماعات الترابية، جميع العقارات التي تمتلكها والمخصصة للاستعمال المباشر من قبل العموم أو لتسيير مرفق عمومي، ولاسيما:

-الطرق وملحقاتها غير المصنفة ضمن الملك العام للدولة؛

-المساحات الخضراء العامة وميادين الألعاب والمساحات المباحة المختلفة كالمساحات المخصصة للتظاهرات الثقافية والترفيهية والرياضية والبيئية؛

-التجهيزات العمومية المخصصة للاستعمال الإداري والثقافي والاجتماعي والرياضي والبيئي؛

-منشآت وتجهيزات الإنارة العمومية والماء الصالح للشرب والتطهير؛

-الأسواق الأسبوعية؛

-المجازر التابعة للجماعات الترابية.

كما تدخل ضمن الملك العام أملاك الجماعات الترابية التي تساهم في استعمال ملك تابع لملكها العام وتشكل ملحقا لا ينفصل عنه.

المادة 5:

لا يقبل الملك العام للجماعات الترابية التفويت أو الحجز عليه أو تملكه بالتقادم، ولا يمكن أن يكون موضوع حقوق عينية عقارية أو أية حقوق أخرى، لاسيما الحق في الكراء التجاري والأصل التجاري.

المادة 6:

ترتب الأملاك التابعة للملك الخاص للجماعة الترابية ضمن ملكها العام بموجب قرار لرئيس مجلس الجماعة الترابية، يتخذ بعد مداولات المجلس المعني.

استثناء من أحكام الفقرة السابقة، ترتب بحكم القانون القطع الأرضية التي تمتلكها الجماعة الترابية والمخصصة لاستقبال تجهيزات وتهييئات عمومية بمقتضى وثيقة للتعمير، في الملك العام للجماعة الترابية، بمجرد إنجاز التجهيزات والتهييئات السالفة الذكر.

الباب الثاني: التحديد الإداري للملك العام للجماعات الترابية

المادة 7:

تعين حدود الملك العام للجماعة الترابية بقرار لرئيس مجلس الجماعة الترابية بعد مداولات مجلسها، وإجراء بحث علني لمدة شهرين تبتدئ من تاريخ نشر مشروع قرار التحديد المذكور بالجريدة الرسمية.

ولهذه الغاية يقوم رئيس المجلس المعني قبل افتتاح البحث العلني، بنشر إعلان في جريدة أو عدة جرائد مأذون لها بنشر الإعلانات القانونية، يتضمن تاريخ افتتاح واختتام البحث المذكور، ويشار فيه إلى نشر مشروع قرار التحديد في الجريدة الرسمية وإيداعه بمقر الجماعة الترابية.

خلال مدة البحث العلني، يتم تعليق مشروع قرار التحديد بمقر الجماعة الترابية، مشفوعا بالتصميم المتعلق به.

يمكن لرئيس المجلس أن يستعمل، بالإضافة إلى ذلك، أية وسيلة من وسائل الإشهار الملائمة، ولاسيما البوابة الوطنية للجماعات الترابية.

خلال مدة إجراء البحث العلني، يمكن لكل من يعنيه الأمر أن يطلع على مشروع قرار التحديد والتصميم الملحق به المعد من طرف مهندس مساح طبوغرافي معتمد وأن يضمن ملاحظاته وتعرضاته في سجل مفتوح لهذا الغرض بمقر الجماعة الترابية، كما يمكنه أن يوجهها بواسطة رسالة مضمونة الوصول مع إشعار بالتسلم إلى رئيس المجلس.

يمكن مسك السجل المشار إليه في الفقرة السابقة بطريقة لا مادية وفق الكيفيات المحددة بقرار لوزير الداخلية.

يقوم مجلس الجماعة الترابية المعني بدراسة الملاحظات والتعرضات المعبر عنها خلال البحث العلني، قبل التداول بشأن التحديد.

المادة 8:

ينشر قرار رئيس مجلس الجماعة الترابية المشار إليه في المادة 7 أعلاه، بالجريدة الرسمية.

المادة 9:

يمكن لكل ذي مصلحة أن يتقدم بملاحظاته وتعرضاته على قرار التحديد داخل أجل ستة أشهر يبتدئ من تاريخ نشره بالجريدة الرسمية. ولا تقبل أية مطالب أو تعرضات تقدم خارج الأجل المذكور.

تتم دراسة الملاحظات والتعرضات السالفة الذكر من طرف رئيس مجلس الجماعة الترابية وتبليغ المعني بالأمر بالقرار المتخذ بشأنها داخل أجل ثلاثة) 3(أشهر من تاريخ التوصل بالملاحظة أو التعرض.

يجب أن يكون هذا القرار معللا، ويبقى قابلا للطعن أمام المحكمة الإدارية المختصة.

المادة 10:

يقوم المحافظ على الأملاك العقارية بتحفيظ العقارات موضوع عملية التحديد الإداري، وتأسيس رسوم نهائية لها، في اسم الجماعة الترابية المعنية، بمجرد التحقق من الحدود والتصميم العقاري، وذلك بناء على طلب من رئيس مجلس الجماعة الترابية مرفق بالقرار المعين لحدود الملك العام المعني والتصميم العقاري المتعلق به وشهادة صادرة عن الرئيس المذكور تفيد استيفاء إجراءات التحديد الإداري.

الباب الثالث: قرارات تخطيط حدود الطرق العامة وقرارات تخطيط حدود الطرق العامة المعينة فيها الأراضي المراد نزع ملكيتها

المادة 11:

تتخذ قرارات تخطيط حدود الطرق العامة للجماعات الترابية وقرارات تخطيط حدود الطرق العامة للجماعات الترابية المعينة فيها الأراضي المراد نزع ملكيتها بقرارات لرؤساء المجالس، بعد مداولات هذه الأخيرة، وفقا للتشريعات والأنظمة المتعلقة بالتعمير.

الباب الرابع: تعيين الطرق والمسالك والممرات والأزقة المستعملة التابعة للجماعات الترابية

المادة 12:

تعين الطرق والمسالك والممرات والأزقة المستعملة التابعة للجماعات الترابية، لتأكيد طابع الملكية العامة التي تكتسيها وبيان حدودها، بقرارات لرؤساء المجالس، بعد مداولات هذه الأخيرة، وفقا للتشريعات والأنظمة المتعلقة بالتعمير.

الباب الخامس: الإخراج

المادة 13:

يتم إخراج عقارات من الملك العام للجماعة الترابية وضمها إلى الملك الخاص بموجب قرار لرئيس المجلس يتخذ بعد مداولات المجلس المعني.

إذا وقع ترتيب ملك من أملاك جماعة ترابية ضمن ملكها العام، وفقا لأحكام الفقرة الثانية من المادة 6 من هذا القانون، فلا يجوز إخراجه من ملكها العام، إلا بعد تعديل أو تغيير وثيقة التعمير السارية المفعول.

المادة 14:

إذا تعلق الأمر بإخراج جزء من طريق عمومية، بعد إثبات انتفاء صبغة الملكية العامة عنها، تكون مساحته غير قابلة للبناء بالنظر إلى ضوابط التعمير الجاري بها العمل، فإن الجزء المستخرج لا يمكن تفويته إلا مع مراعاة حق الشفعة لفائدة الملاك المجاورين. ويمارس هذا الحق داخل أجل ثلاثة) 3(أشهر تحتسب من تاريخ توصل المعنيين بالأمر بتبليغ من قبل رئيس المجلس في هذا الشأن.

الباب السادس: الاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية

المادة 15:

يرخص بالاحتلال المؤقت للملك العام بدون إقامة بناء بموجب قرار لرئيس مجلس الجماعة الترابية يتخذ بناء على قرار تنظيمي ينشر بالجريدة الرسمية للجماعات الترابية.

يتخذ القرار التنظيمي المذكور أعلاه بعد مداولات المجلس.

المادة 16:

يرخص بالاحتلال المؤقت للملك العام بإقامة بناء بموجب قرار لرئيس مجلس الجماعة الترابية، يتخذ بعد مداولات مجلسها.

إذا كان الغرض من الاحتلال المؤقت تجاريا أو صناعيا أو مهنيا، يتخذ رئيس المجلس القرار المشار إليه في الفقرة الأولى من هذه المادة، بعد إجراء مزايدة عمومية، بعد طلب إبداء الاهتمام عند الاقتضاء، وذلك بناء على دفتر تحملات وثمن افتتاحي، مصادق عليهما مسبقا من طرف المجلس.

يحدد الثمن الافتتاحي بواسطة خبرة إدارية.

تحدد بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية كيفيات إجراء المزايدة العمومية ونموذج دفتر التحملات وتركيبة اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية.

المادة 17:

يمكن الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام بالتراضي، بناء على دفتر تحملات يحدد نموذجه بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية، في إحدى الحالات التالية:

-بعد مزايدتين لم تسفرا عن أية نتيجة؛

-لفائدة الملاك المجاورين من أجل ممارسة نشاط يعتبر امتدادا للنشاط الرئيسي الذي يزاولونه؛

-لفائدة شخص اعتباري خاضع للقانون العام من أجل إنجاز مشروع يدخل في إطار المهام المسندة إليه؛

-لفائدة شخص اعتباري خاضع للقانون الخاص معهود له بتدبير مرفق عمومي.

ويرخص بالاحتلال المؤقت للملك العام التابع للجماعات الترابية فورا، بدون مقابل ودون أي تحديد للمدة، وذلك لتلبية حاجيات المنشآت والبنيات التحتية العسكرية والتي يتم إنجازها لاعتبارات استعجالية ووفق متطلبات عملياتية.

المادة 18:

يمكن أن يتم الترخيص بالاحتلال المؤقت لقطع أرضية تابعة للملك العام، لازمة لإنجاز الغرض من التدبير المفوض لمرفقعمومي أو منشأة عمومية، حسب الشروط المحددة في عقد التدبير المفوض طبقا للتشريع الجاري به العمل.

المادة 19:

تمنح رخصة الاحتلال المؤقت في كل الحالات مع مراعاة حقوق الغير، ويبقى المستفيد وحده المسؤول تجاه الأغيار عنتبعات هذا الاحتلال .

لا يمكن، بأية حال من الأحوال، إثارة مسؤولية الجماعة الترابية عن الأضرار، كيفما كان مصدرها، والتي قد تلحق بالمستفيد أو بالأشخاص التابعين له أو بمنشآته أو بالأغيار.

المادة 20:

تمنح رخصة الاحتلال المؤقت لمدة لا تتعدى عشر (10) سنوات، غير أنه يمكن بصفة استثنائية رفع هذه المدة إلى مدة أقصاها أربعين (40) سنة، في حالة إنجاز نشاط مرتبط بمرفق عام لحساب الجماعة الترابية أو مشروع ذي نفع عام يدخل في نطاق اختصاصاتها.

يبتدئ العمل برخصة الاحتلال المؤقت من يوم تبليغها إلى المعني بالأمر بأي وسيلة من وسائل التبليغ القانونية.

استثناء من أحكام الفقرة الأولى من هذه المادة، تمنح رخص الاحتلال المؤقت للملك العام التابع للجماعة الترابية دون تحديد المدة في الحالات التالية:

-تهيئة الطرق الرابطة بين ملك مجاور للطريق العمومية وبين هذه الطريق مع السماح بالمرور على جانبي الطريق المذكورة أو عدم السماح به؛

-تهيئة ممرات للربط بين قطعتين أو أكثر مملوكة لنفس الشخص؛

-ربط القنوات العمومية بالسواقي المعدة لري الأملاك الخاصة أو لتصريف المياه عنها.

المادة 21:

كل احتلال مؤقت يستوجب أداء إتاوة تستحق ابتداء من تاريخ تبليغ قرار الترخيص وتؤدى في الآجال وفق الكيفيات المحددة في قرار الترخيص.

إذا تم سحب الرخصة لسبب من الأسباب المبينة في المادة 24 بعده، فإن مبلغ الإتاوة المستحقة الأداء حتى يوم سحب الرخصة يبقى حقا مكتسبا للجماعة الترابية.

إذا تم سحب الرخصة لأسباب المصلحة العامة، فإن الإتاوة لا تستحق إلا إلى يوم الاسترجاع الفعلي للملك العام موضوع الرخصة، ويرجع للمستفيد إذا اقتضى الحال ما زاد عن مبلغ الإتاوة المستحقة.

تراجع إتاوة الاحتلال المؤقت حسب نسبة تحدد في قرار الترخيص دون أن تقل المدة الفاصلة بين مراجعتين متتاليتين عن خمس (5) سنوات.

تطبق الإتاوة المراجعة تلقائيا عند حلول أجل استحقاقها.

المادة 22:

يحدد قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام على الخصوص ما يلي:

-اسم وعنوان المستفيد من الرخصة؛

-مساحة وموقع العقار؛

-مدة الاحتلال المؤقت؛

-مبلغ الإتاوة ونسبة مراجعتها؛

-طبيعة الأشغال والمنشآت التي يمكن للمستفيد أن ينجزها وآجال الشروع فيها والانتهاء منها؛

-آجال وكيفيات أداء الإتاوة.

كما يحدد قرار الاحتلال المؤقت شروط إرجاع العقار موضوع الرخصة إما كليا أو جزئيا إلى الجماعة الترابية عند انتهاء أجل الرخصة أو سحبها مع التمييز بين المنشآت التي يجب على المستفيد إزالتها وتلك التي يتعين عليه التخلي عنها مجانا للجماعة الترابية.

المادة 23:

يمكن سحب رخصة الاحتلال المؤقت في كل حين، مهما كانت مدتها، إذا اقتضت المصلحة العامة ذلك، شريطة تبليغ قرار السحب إلى المستفيد ثلاثة أشهر على الأقل قبل التاريخ المحدد للسحب.

يجب أن يتم سحب الرخصة وفق إجراءات تسليمها ويكون بقرار معلل لرئيس المجلس.

إذا تم سحب رخصة الاحتلال طبقا لمقتضيات الفقرة الأولى من هذه المادة يجوز للمعني بالأمر مطالبة الجماعة الترابية بتعويض عن الأضرار المادية المباشرة المرتبطة بالبناء المشيد فوق الملك العام طبقا للتصاميم المرخص بها بموجب رخصة البناء.

لا يمكن أن يشمل التعويض، بأي حال من الأحوال، أي ضرر ناتج عن فقدان الأصل التجاري أو جزء منه أو أي عنصر من عناصره المادية أو المعنوية أو العمليات التجارية أو المهنية المرتبطة به.

يتم تحديد التعويض عن الضرر بواسطة خبرة إدارية، تحدد كيفيات إجرائها بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

في حالة عدم الاتفاق على التعويض المحدد بمقتضى الخبرة الإدارية، يمكن لمن له المصلحة طلب تحديد التعويض عن طريق القضاء المختص.

المادة 24:

تسحب رخصة الاحتلال المؤقت بحكم القانون وبدون أي تعويض، بعد تبليغ إعذار إلى المستفيد من الرخصة المذكورة، يحدد فيه أجل لا يتعدى شهرا واحدا لإخلاء العقار، وذلك في الحالات التالية:

-إذا لم يحترم المستفيد الآجال المحددة في قرار الاحتلال المؤقت للشروع في الأشغال المرخص بها والانتهاء منها، دون عذر مقبول من قبل رئيس المجلس؛

-إذا تخلى المستفيد للغير عن كل أو بعض الحقوق التي يخولها له قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت؛

-إذا خصص المستفيد القطع موضوع الترخيص بالاحتلال المؤقت لاستعمال آخر غير الذي تم الترخيص له به، أو أحدث تغييرا في المنشآت المنجزة، دون موافقة مسبقة للمجلس؛

-إذا لم يقم المستفيد بدفع إتاوة الاحتلال المؤقت عند حلول أجلها؛

-إذا صدر حكم نهائي بالتصفية القضائية في حق المستفيد من الرخصة؛

-إذا لم يحترم المستفيد بنود دفتر التحملات.

المادة 25:

في حالة سحب الرخصة أو انقضاء مدتها، يتعين على صاحبها إرجاع العقار إلى الجماعة الترابية المعنية وفق الشروط المنصوص عليها في قرار الترخيص، وفي حالة تقاعسه، يتولى رئيس المجلس القيام بذلك تلقائيا على نفقة المعني بالأمر.
:26

مع مراعاة أحكام قانون المسطرة الجنائية، يتمتع الموظفون والأعوان المحلفون الذين ينتدبهم رئيس مجلس الجماعة الترابيةبحق الولوج إلى العقار موضوع الاحتلال المؤقت للتأكد من مدى احترام قرار الترخيص.

المادة 27:

يوجه إلى كل شخص يحتل الملك العام دون الحصول على الترخيص المنصوص عليه، حسب الحالة، في المادة 15 أوالمادة 16 من هذا القانون، إعذار للتوقف عن الاحتلال المذكور في الحال وذلك دون إخلال بالمتابعات القضائية.

ويعتبر المخالف في جميع الأحوال مدينا للجماعة الترابية، عن كل سنة أو كسر سنة من الاحتلال غير القانوني، بتعويض يساوي خمس (5) مرات مبلغ الإتاوة المستحقة في حالة الاستفادة من الترخيص.

يفرض هذا التعويض بواسطة أمر بالتحصيل يصدره رئيس مجلس الجماعة الترابية المعني، بناء على محاضر معاينة المخالفات التي يحررها الموظفون والأعوان المنتدبون لهذا الغرض والمحلفون طبقا للتشريع الجاري به العمل.

المادة 28:

دون المساس بأحكام المادة 27 أعلاه، في حالة إحداث بنايات أو القيام بأشغال فوق الملك العام دون ترخيص مسبق، تقوم السلطة المحلية تلقائيا بهدم البنايات وإرجاع العقار إلى حالته الأصلية على نفقة المخالف، دون إخلال بالمتابعات القضائية.

القسم الثالث: الملك الخاص للجماعات الترابية

الباب الأول: أحكام عامة

المادة 29:

تدخل ضمن الملك الخاص للجماعات الترابية، جميع العقارات التي تمتلكها والتي لا تدخل ضمن أملاكها العامة.

الباب الثاني: المعاملات العقارية

المادة 30:

يتداول مجلس الجماعة الترابية في عمليات الاقتناء والتفويت والمبادلة الجارية على العقارات التابعة للملك الخاص للجماعة الترابية، وكذا في قبول الهبات والوصايا المتعلقة بالعقارات الممنوحة للجماعة الترابية.

المادة 31:

يبرم رئيس مجلس الجماعة الترابية المعني عقود اقتناء الأملاك الخاصة، بعد مداولات المجلس.

تحدد قيمة العقارات موضوع الاقتناء بواسطة خبرة إدارية يعهد بها إلى لجنة تحدد تركيبتها بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

المادة 32:

يبرم رئيس مجلس الجماعة الترابية المعني عقود تفويت الأملاك الخاصة، بعد مزايدة عمومية وفقا لمداولات المجلس.

تتم المزايدة العمومية المشار إليها في الفقرة السابقة بناء على دفتر تحملات وثمن افتتاحي مصادق عليهما مسبقا من قبل المجلس.

لا يمكن للجماعة الترابية أن تفوت عقارات تدخل في ملكها الخاص إلا من أجل اقتناء عقارات أخرى بثمنها، أو تمويل مشاريع استثمارية.

تحدد بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية كيفيات إجراء المزايدة العمومية وكذا نموذج دفتر التحملات.

المادة 33:

يمكن اللجوء إلى التفويت بالتراضي للأملاك الخاصة للجماعات الترابية بناء على دفتر تحملات يحدد نموذجه بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية وذلك في الحالات التالية:

-بعد مزايدتين لم تسفرا عن أية نتيجة دون أن يقل مبلغ التفويت عن الثمن الافتتاحي للمزايدتين طبقا لأحكام الفقرة الأولى من المادة 32 أعلاه؛

-لفائدة شخص اعتباري خاضع للقانون العام لأجل إنجاز مشروع ذي نفع عام يدخل في إطار المهام المسندة إليه؛

-تفويت محلات سكنية لفائدة المكترين الذين يثبتون اكتراءهم لهذه المحلات بصفة منتظمة لمدة لا تقل عن خمسة عشر سنة؛

-لفائدة الأشخاص المجاورين بالنسبة للعقارات غير القابلة للبناء، بالنظر إلى ضوابط التعمير الجاري بها العمل.

المادة 34:

يبرم رئيس مجلس الجماعة الترابية عقود مبادلة عقارات تابعة لأملاكها الخاصة بعد مداولات المجلس.

تحدد قيمة العقارات موضوع المبادلة بواسطة خبرة إدارية يعهد بها إلى لجنة تحدد تركيبتها بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية.

المادة 35:

يتداول المجلس بشأن قبول الهبات والوصايا المتعلقة بالعقارات الممنوحة للجماعة الترابية.

يعتبر باطلا كل شرط يقضي بتخصيص العقار الموهوب أو الموصى به تخصيصا مخالفا لوثائق التعمير.

يجب على رئيس المجلس أن يطلب، داخل الثلاثين يوما الموالية لمداولات المجلس، تقييد عقود الهبات في السجلات العقارية، بالنسبة للعقارات المحفظة أو في طور التحفيظ، وأن يودع مطالب تحفيظ العقارات غير المحفظة.

كما يجب عليه القيام بنفس الإجراءات بالنسبة لعقود الوصايا، وذلك عند حلول أجل استحقاقها.

الباب الثالث: استغلال الملك الخاص للجماعات الترابية

المادة 36:

يبرم رئيس مجلس الجماعة الترابية عقود كراء الأملاك الخاصة أو عقود استغلالها بعد مزايدة عمومية وفقا لمداولات المجلس.

تتم المزايدة العمومية المشار إليها في الفقرة السابقة بناء على دفتر تحملات وثمن افتتاحي مصادق عليهما مسبقا من قبل المجلس.

تحدد بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية كيفيات إجراء المزايدة العمومية وكذا نموذج دفتر التحملات.

المادة 37:

يمكن اللجوء إلى كراء الأملاك الخاصة للجماعة الترابية بالتراضي بناء على دفتر تحملات يحدد نموذجه بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية وذلك في الحالتين التاليتين:

-بعد مزايدتين لم تسفرا عن أية نتيجة دون أن يقل مبلغ الكراء عن الثمن الافتتاحي للمزايدتين طبقا لأحكام الفقرة الثانية من المادة 36 أعلاه؛

-الكراء لفائدة شخص اعتباري خاضع للقانون العام لأجل تخصيصها لغرض إداري أو لإنجاز مشروع ذي نفع عام يدخل في إطار المهام المسندة إليه.

المادة 38:

يمكن لرئيس مجلس الجماعة الترابية أن يبرم عقود كراء طويل الأمد فوق عقارات محفظة من ملكها الخاص بهدف إنجازمشاريع استثمارية.

يبرم عقد الكراء الطويل الأمد لزوما بموجب محرر رسمي.

إذا تعلق الأمر بعقد كراء طويل الأمد، تصبح كل منشأة تم إنجازها فوق العقار المعني ملكا للجماعة الترابية دون أن يترتبعن ذلك أي تعويض لفائدة المكتري عند انتهاء مدة العقد.

المادة 39:

لا يؤدي تجديد عقد الكراء لمدة تساوي أو تفوق 10 سنوات إلى اكتساب هذا العقد طابع كراء طويل الأمد.

المادة 40:

تظل عقود الكراء المبرمة قبل تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ سارية المفعول إلى حين انتهاء المدة المحددة فيها.

يمكن، بصرف النظر عن جميع الأحكام المخالفة، بناء على طلب المكترين، تجديد هذه العقود بالتراضي وفق أحكام هذا القانون مع مراعاة، على الخصوص، القيمة الإيجارية للعقار وقت التجديد.

القسم الرابع: أحكام متفرقة

المادة 41:

يمكن للجماعة الترابية أن تضع رهن إشارة الدولة أو جماعة ترابية أخرى أو مؤسسة عمومية، عقارات تابعة لها وذلك من أجل تخصيصها لمصلحة عامة تدخل في اختصاص الطرف المستفيد، وذلك في إطار اتفاقية تبرمها الأطراف المعنية.

ويتم الوضع رهن الإشارة بقرار لرئيس المجلس، بعد مداولات هذا الأخير.

يحدد هذا القرار شروط الوضع رهن الإشارة، ولاسيما:

-الغرض من الوضع رهن الإشارة؛

-مدة الوضع رهن الإشارة؛

-استرجاع الجماعة الترابية للعقارات مع البنايات والتحسينات المنجزة مجانا فور انقضاء الغرض الذي خصصت له أو تغييره من الطرف المستفيد بدون عرضه على موافقة المجلس.

المادة 42:

تنقل بحكم القانون وبدون إجراءات شكلية خاصة، إلى ملكية الجماعة الترابية أو الجماعات الترابية المحدثة، نتيجة الضم أو التجميع أو الإحداث أو الحذف، أملاك الجماعة الترابية أو الجماعات الترابية التي كانت قائمة.

يعفى نقل ملكية العقارات التابعة للأملاك العامة والخاصة التي كانت في ملكية الجماعات الترابية السابقة، إلى الجماعات الترابية المحدثة إثر تقسيم أو ضم للجماعات الترابية، من واجبات التقييد في الرسوم العقارية.

المادة 43:

يمكن للدولة أن تفوت مجانا إلى الجماعات الترابية وبناء على طلب هذه الأخيرة قطعا أرضية تابعة للملك الخاص للدولة لغرض بناء مقراتها بموجب قرار للوزير المكلف بالمالية أومن يفوض إليه ذلك.

لا يمكن بأي حال من الأحوال أن تتجاوز مساحة القطعة الأرضية المفوتة مجانا 2500 متر مربع.

إذا ثبت، بعد المعاينة التي يجريها مندوب أملاك الدولة والتي يجب أن تتم داخل أجل خمس) 5(سنوات يبتدئ من تاريخ التفويت، أن بناء مقر الجماعة الترابية لم ينجز داخل هذا الأجل وجب إرجاع العقار موضوع التفويت إلى ملك الدولة الخاص وفق الشروط المحددة في نفس القرار.

إذا أثبتت المعاينة المذكورة أن العقار استعمل لغرض غير بناء مقر الجماعة الترابية وجب على الجماعة الترابية المعنية أن تؤدي للدولة قيمته الحقيقية بعد تحديدها بواسطة خبرة إدارية وفقا للتشريع والتنظيم المتعلقين بأملاك الدولة.

المادة 44:

خلافا للأحكام التشريعية الجاري بها العمل في مجال التجزئات العقارية والمجموعات السكنية وتقسيم العقارات، يترتب على التسلم المؤقت لأشغال التجهيز المنصوص عليها في مشروع التجزئة إلحاق طرق التجزئة أو المجموعة السكنية وشبكات الماء والمجاري والكهرباء والمساحات غير المبنية المغروسة بالأملاك العامة للجماعة الترابية المعنية.

ويكون إلحاق الطرق والشبكات والمساحات المشار إليها أعلاه بالأملاك العامة للجماعة الترابية المعنية بناء على محضر التسلم المؤقت للأشغال يقيد بإسمها في الصك العقاري الأصلي للعقار موضوع التجزئة، ويباشر هذا القيد مجانا بطلب من رئيس مجلس الجماعة الترابية التي يعنيها الأمر.

غير أن الإلحاق المشار إليه أعلاه لا يعفي صاحب التجزئة أو المجموعة السكنية من إتمام إجراءات التسلم النهائي لأشغال التجهيز المنصوص عليها في مشروع التجزئة طبقا للتشريع الجاري به العمل.

تسري أحكام هذه المادة على التجزئات العقارية والمجموعات السكنية التي كانت موضوع تسلم مؤقت لأشغال التجهيز المنصوص عليها في مشروع التجزئة قبل دخول هذا القانون حيز التنفيذ.

المادة 45:

تعفى الجماعات الترابية من أداء وجيبات المحافظة على الأملاك العقارية المستحقة على:

-إدراج مطالب التحفيظ المتعلقة بأملاكها والتي يجب إرفاقها بملف تقني يتم إعداده وفقا للمقتضيات التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل؛

-عمليات الإيداع أو التقييد المرتبطة بالأملاك العامة للجماعات الترابية؛

عمليات إيداع أو تقييد عقود الاقتناء بعوض أو بدون عوض لفائدة الملك الخاص للجماعات الترابية المبرمة قبل 31 ديسمبر

2015؛

المادة 46:

تعفى الجماعات الترابية من كل ضريبة أو رسم أو أي اقتطاع ضريبي آخر يكون له طابع محلي، فيما يخص جميع تصرفاتها أو أعمالها أو عملياتها المتعلقة بأملاكها العقارية وكذا الدخول المرتبطة بها.

المادة 47:

تخضع مقررات مجالس الجماعات الترابية المتخذة طبقا لأحكام هذا القانون للتأشير عليها، حسب الحالة، من قبل والي الجهة بالنسبة للجهة أو عامل العمالة أو الإقليم المعني بالنسبة للعمالة أو الإقليم أو الجماعة.

تحدد بقرار مشترك لوزير الداخلية والوزير المكلف بالمالية لائحة الوثائق والبيانات الواجب إرفاقها بالمقررات السالفة الذكر عند عرضها على التأشير.

المادة 48:

تسري أحكام هذا القانون والنصوص الصادرة لتطبيقه على تدبير أملاك مجموعات الجهات ومجموعات العمالات والأقاليم ومؤسسات التعاون بين الجماعات ومجموعات الجماعات الترابية، المحدثة تطبيقا لمقتضيات القوانين التنظيمية المتعلقة بالجهات والعمالات والأقاليم والجماعات.

المادة 49:

يدخل هذا القانون حيز التنفيذ ابتداء من تاريخ نشره بالجريدة الرسمية. غير أن الأحكام التي تقتضي نصوصا تطبيقية تدخلحيز التنفيذ ابتداء من نشر تلك النصوص بالجريدة الرسمية على أن تنشر داخل أجل لا يتعدى 12 شهرا من نشر هذا القانون في الجريدة الرسمية.

تنسخ ابتداء من نفس التاريخ النصوص الآتية:

-الظهير الشريف الصادر في 17 من صفر 1340)19 أكتوبر 1921(المتعلق بالأملاك المختصة بالبلديات كما وقع تغييره وتتميمه؛

-الظهير الشريف الصادر في 22 من محرم 1369)14 نوفمبر 1949(في شأن منح بعض الرخص في إشغال الملك العمومي البلدي؛

-الظهير الشريف الصادر في 26 من شوال 1373)28 يونيو 1954(بشأن أملاك الجماعات القروية كما وقع تغييره وتتميمه؛

-الظهير الشريف رقم 308-62-1 الصادر في 17 من ربيع الآخر 1383)7 سبتمبر 1963(بالإذن في التخلي للجماعات القروية بدون عوض عن قطع أرض مخزنية لازمة لبناء "دور جماعية."

.....

.....

.....

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

قرار مشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 2658.22 صادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022) بتحديد نماذج دفاتر التحملات المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية وبتفويت وكراء واستغلال أملاكها الخاصة.

وزير الداخلية .

ووزيرة الاقتصاد والمالية

بناء على القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف : رقم 1.21.74 بتاريخ 3 ذي الحجة 1442 (14) يوليو (2021) ولاسيما المواد 16 و 17 و 32 و 33 و 36 و 37 منه

وبعد الاطلاع على القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.83 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015) :

وعلى القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.84 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015) :

وعلى القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.85 بتاريخ (20 من رمضان 1436 (7) يوليو 2015 .

قررا ما يلي :

المادة الأولى

تطبيق الأحكام المواد 16 و 17 و 32 و 33 و 36 و 37 من القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه، يحدد كما هو مرفق بهذا القرار المشترك ما يلي :

الملحق رقم 1 : نموذج دفتر التحملات المتعلق بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية :

الملحق رقم 2 نموذج دفتر التحملات المتعلق بتفويت الأملاك الخاصة للجماعات الترابية :

الملحق رقم 3 : نموذج دفتر التحملات المتعلق بكراء وباستغلال الأملاك الخاصة للجماعات الترابية.

المادة الثانية

ينشر هذا القرار المشترك بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022).

وزير الداخلية.

الإمضاء : عبد الوافي لفتيت.

وزيرة الاقتصاد والمالية.

الإمضاء : نادية فتاح

صفحة : 1261
الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

الملحق : نموذج سجل المحتويات

المملكة المغربية

وزارة الداخلية

سجل محتويات جهة عمالة أو إقليم / جماعة ....

بطاقة تقنية

مجموع الأملاك:

الأملاك العامة

الأملاك الخاصة

الأملاك المحفظة:

الأملاك في طور التحفيظ

الأملاك غير المحفظة:

الأملاك المقتناة:

الأملاك المفوتة:

الأملاك موضوع مبادلة

الأملاك موضوع نزع ملكية

الهبات والوصايا

الأملاك موضوع احتلال مؤقت

الأملاك موضوع كراء

الأملاك الموضوعة رهن إشارة الدولة أو جماعات ترابية أخرى أو مؤسسات عمومية

إجمالي عمليات التحفيظ

بالمتر المربع

تم حصر هذا السجل في ..... صفحة

التوقيع:

رئيس مجلس

صفحة : 1235

1236

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

القسم الأول: الأملاك العامة

ملاحظات

المرجع الذي يتم به تسجيل الملك في السجل، ويتعين أن يتضمن أيضا رقم

الملف

بناية أو أرض عارية أو أرض مغروسة مع الإشارة إلى نوع المحتوى)

محفظ رقم الرسم العقاري وتاريخ التسجيل لدى المحافظة العقارية : في طور التحفيظ مطلب تحفيظ أو مطلب تقييد وتاريخهما : غير محفظ (مراجع سند الملكية).

رقم وتاريخ تسجيله لدى إدارة التسجيل التابع لها موقع العقار في حالة عدم الإعفاء : الإشارة إلى المرجع القانوني في حالة الإعفاء.

المحددة في شهادة الملكية بالنسبة للأملاك المحفظة أو تقديرية بالنسبة للأملاك في طور التحفيظ، أو غير محفظة

تحديد الموقع بتفصيلات الحي الشارع الزقاق .....

البيانات

رقم التقييد في السجل

النوع

المراجع العقارية للملك

المرجع وتاريخ تسجيله بإدارة التسجيل

المساحة

الموقع

الإحداثيات الجغرافية

مصدر تملك العقار

ثمن الاقتناء

اقتناء أو هبة، وصية نزع ملكية تقسيم إداري محضر تسليم تجهيزات التجزئة، أو بمقتضى نص قانوني أو قرار إداري، أو حكم قضائي

بالمجان أو بثمن حقيقي .....

ضمن الأملاك العامة

الأساس القانوني المعتمد لترتيب العقار

قرار الرئيس بناء على مداولات المجلس (الترتيب) التحديد الإداري، تخطيط حدود الطرق العامة، تعيين الطرق والمسالك والممرات والأزقة المستعملة، وثيقة التعمير (التملك + التهيئة)

التخصيص حسب وثائق التعمير

تجهيز إداري اقتصادي اجتماعي ثقافي رياضي ترفيهي مساحات

الاستعمال الفعلي

خضراء طرق ساحات عمومية

القيمة التداولية للعقار

تحديد الاستعمال الفعلي للعقار

الاستغلال الخصوصي من طرف الغير

تاريخ إبرام سند الترخيص بالاستغلال

تحديد نوع الاستغلال وضع رهن الإشارة احتلال مؤقت، الغرض منه....

رخصة الاحتلال المؤقت أو اتفاقية الوضع رهن الإشارة

الشخص المرخص له بالاحتلال المؤقت (أو المرخص لهم)

كما هو محدد في قرار الترخيص أو قرارات الترخيص)

مدة الاحتلال المؤقت

كما هي محددة في قرار الترخيص أو قرارات الترخيص)

مبلغ إتاوة الاحتلال

كما هو محدد في قرار الترخيص أو قرارات الترخيص)

نسبة الزيادة

كما هي محددة في قرار الترخيص أو قرارات الترخيص)

آجال وكيفيات أداء إتاوة الاحتلال

كما هي محددة في قرار الترخيص أو قرارات الترخيص)

المؤقت

مرجع وتاريخ إخراج العقار من الملك العام في حالة الإخراج)

قرار عدد ...بتاريخ....

ملاحظات

تتعلق بالعقار أو المستغل (المستغلين).

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

القسم الثاني: الأملاك الخاصة

ملاحظات

المرجع الذي يتم به تسجيل الملك في السجل، ويتعين أن يتضمن أيضا رقم

الملف

بناية أو أرض عارية أو أرض مغروسة (مع الإشارة إلى نوع المحتوى) محفظ رقم الرسم العقاري وتاريخ التسجيل لدى المحافظة العقارية في طور التحفيظ مطلب تحفيظ أو مطلب تقييد وتاريخهما: غير محفظ (مراجع سند الملكية).

رقم وتاريخ تسجيله لدى إدارة التسجيل التابع لها موقع العقار في حالة عدم الإعفاء :

الإشارة إلى المرجع القانوني في حالة الإعفاء.

محددة في شهادة الملكية بالنسبة للأملاك المحفظة أو تقديرية بالنسبة للأملاك في طور التحفيظ، أو غير محفظة

تحديد الموقع بتفصيلات الحي الشارع الزقاق .....

اقتناء هية وصية نزع ملكية تقسيم إداري بمقتضى عقد توثيقي أو عدلي أو بمقتضى نص قانوني أو قرار إداري، أو حكم قضائي

بالمجان بمقابل رمزي بثمن حقيقي .....

بيان التخصيص الفعلي للعقار

البيانات

رقم التقييد في السجل

النوع

المراجع العقارية للملك

المرجع وتاريخ تسجيله بإدارة التسجيل

المساحة

الموقع

الإحداثيات الجغرافية

المصدر

ثمن الاقتناء

التخصيص حسب وثائق التعمير

الاستعمال الفعلي

القيمة التداولية للعقار

تحديد الاستعمال الفعلي للعقار

الغير

الاستغلال الخصوصي للملك من طرف

تحديد نوع الاستغلال وضع رهن الإشارة، كراء استغلال ...

تاريخ إبرام عقد الكراء أو الاستغلال أو اتفاقية الوضع رهن الإشارة

(الشخص المكتري أو المكترين)

مدة الكراء

كما هو محدد في عقد الكراء

ثمن الكراء

كما هي محددة في عقد الكراء أو في دفتر التحملات

نسبة الزيادة

كما هو محدد في عقد الكراء أو في دفتر التحملات

تاريخ أداء ثمن الكراء

كما هي محددة في عقد الكراء أو في دفتر التحملات

مرجع وتاريخ سند إخراج العقار من الملك الخاص مع بيان مبرر الترتيب.

شهريا، كل 3 أشهر، كل ستة أشهر، كل سنة

المرجع وتاريخ خروج العقار في حالة ترتيبه في الملك العام أو تفويته أو مبادلته

قرار الترتيب التفويت أو المبادلة عدد. بتاريخ...

ثمن التفويت أو مبلغ المدرك في حالة المبادلة

تتعلق بالعقار أو المستغل

ملاحظات

صفحة : 1237

.....

.....

قرار مشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 3711.21 صادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022) بتطبيق أحكام القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية بشأن اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية.

وزير الداخلية

ووزيرة الاقتصاد والمالية

بناء على القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.74 بتاريخ 3 ذي الحجة 1442 (14) يوليو (2021) ولاسيما المواد 16 و 23
: و 31 و 33 و 34 و 36 منه

وبعد الاطلاع على القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.83 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو 2015

وعلى القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم. الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.84 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو 2015 .

وعلى القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.85 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو 2015

قررا ما يلي :

المادة الأولى

تطبيقا لأحكام المواد 16 و 31 و 34 من القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه، تتكون اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية من الأعضاء التالي بيانهم :

والي الجهة أو من يمثله إذا تعلق الأمر بعقار يهم الجهة أو عامل العمالة أو الإقليم أو من يمثله إذا تعلق الأمر بعقار يهم العمالة أو الإقليم أو الجماعة، بصفته رئيسا :

رئيس مجلس الجماعة الترابية المعنية أو من يمثله :

- المدير العام للمصالح أو مدير المصالح للجماعة الترابية المعنية.

حسب الحالة، أو من يمثله، بصفته مكلفا بكتابة اللجنة :

ممثل عن مندوبية أملاك الدولة :

ممثل عن إدارة الضرائب :

ممثل عن الخزينة العامة :

ممثل عن الوكالة الحضرية :

ممثل عن مصلحة المحافظة العقارية.

كما تضم اللجنة ممثلا عن المصالح اللاممركزة للسلطة الحكومية المكلفة بالفلاحة، إذا كان العقار فلاحيا.

يمكن لرئيس اللجنة أن يدعو لاجتماعاتها، بصفة استشارية، كل شخص يرى فائدة في حضوره

المادة الثانية

تجتمع اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية بدعوة من رئيسها داخل أجل ثلاثين (30) يوما الموالية لتاريخ توصله في هذا الشأن يطلب من رئيس مجلس الجماعة الترابية المعنية بالعملية، وذلك لأجل تحديد :

الثمن الافتتاحي للمزايدة العمومية المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية بإقامة بناء وبتفويت وكراء

واستغلال أملاكها الخاصة :

- قيمة العقارات في عمليات الاقتناء والتفويت بالتراضي والمبادلة :
- القيمة الإيجارية للعقارات في حالة الكراء أو الاستغلال بالتراضي :

التعويض عن الأضرار المادية المباشرة المرتبطة بالبناء المشيد فوق الملك العام الناتجة عن سحب رخصة الاحتلال المؤقت بإقامة بناء

لأجل المصلحة العامة.

المادة الثالثة

يتعين إرفاق الطلب المشار إليه في المادة 2 أعلاه، بملف تقني يتعلق بالعقار المعني يتضمن على الخصوص بطاقة تحدد موقع العقار موضوع الخبرة ومساحته ومراجعه العقارية وتخصيصه حسب وثائق التعمير السارية المفعول وتصميما تجزيئيا يبين موقع العقار ويرسم حدوده موقعا من قبل المهندس الذي قام بإعداده وموقعا عليه بالأحرف الأولى من طرف رئيس مجلس الجماعة الترابية المعنية.

يقوم رئيس اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية بتبليغ الملف المذكور إلى أعضاء اللجنة 15 يوما على الأقل قبل تاريخ انعقادها.

المادة الرابعة

تعتمد اللجنة، عند إجرائها للخبرة الإدارية على عناصر للمقارنة وعلى معايير موضوعية تتمثل على الخصوص، في الوضعية القانونية والمساحة وموقع العقار وتاريخ وثمن المعاملة العقارية والتخصيص المعماري والاستعمال والقرب من التجهيزات والارتفاقات والشكل والمعالم ورقم معاملات الشركات بالنسبة للاحتلال المؤقت للملك

العام لأغراض الإشهار التجاري.

وتأخذ اللجنة بعين الاعتبار كافة المعطيات المتوفرة لديها، وتلك التي يمكن الحصول عليها من لدن الهيئات العمومية أو الخاصة.

المادة الخامسة

يقوم كاتب اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية، خلال الجلسة بتحرير محضر عن كل اجتماع تضمن فيه قيمة العقار وعند الاقتضاء، الملاحظات أو الاعتراضات المقدمة خلال الاجتماع.

يتم توقيع هذه المحاضر من طرف أعضاء اللجنة، وذلك داخل أجل ثمانية (8) أيام من تاريخ انعقاد آخر اجتماع للجنة.

يجب على اللجنة، في جميع الأحوال أن تنهي أشغالها داخل أجل 15 يوما من تاريخ انعقاد أول اجتماع لها.

المادة السادسة

ينشر هذا القرار المشترك بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022).

وزير الداخلية.

الإمضاء : عبد الوافي لفتيت.

وزيرة الاقتصاد والمالية.

الإمضاء : نادية فتاح

.....

.....

قرار مشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 3712.21 صادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر 2022) بتحديد كيفيات إجراء المزايدة العمومية المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية بإقامة بناء وبتقويت وكراء واستغلال أملاكها الخاصة.

وزير الداخلية

ووزيرة الاقتصاد والمالية

بناء على القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.74 بتاريخ 3 ذي الحجة 1442 (14) يوليو (2021)، ولاسيما المواد 16 و 32 و 36 منه :

وبعد الاطلاع على القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.83 بتاريخ 20 من (رمضان 1436 (7) يوليو 2015

وعلى القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.84 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو 2015

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

وعلى القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.85 بتاريخ 20 من رمضان 1436

)2015(7) يوليو(

قررا ما يلي :

الباب الأول

أحكام عامة

المادة الأولى

تطبيقا لأحكام المواد 16 و 32 و 36 من القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه، يحدد هذا القرار المشترك كيفيات إجراء المزايدة العمومية المتعلقة بالترخيص

بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية بإقامة بناء وبتفويت وكراء واستغلال أملاكها الخاصة.

المادة 2

يراد في مدلول هذا القرار المشترك بما يلي :

1 - السلطة المختصة : رئيس مجلس الجماعة الترابية أو الشخص المفوض من قبله لإجراء المزايدة العمومية أو أي شخص آخر مؤهل لهذا الغرض بنص تشريعي أو تنظيمي :

2 - المتنافس : كل شخص ذاتي أو اعتباري يقترح عرضا في إطار المزايدة العمومية :

3- التجمع : متنافسان أو أكثر يوقعون التزاما وحيدا :

4 - نائل المزايدة العمومية : المتنافس الذي تم قبول عرضه قبل تبليغ المصادقة على المزايدة العمومية :

5- صاحب المزايدة العمومية : نائل المزايدة الذي تم تبليغ المصادقة على المزايدة إليه.

المادة 3

يجب على السلطة المختصة قبل الإعلان عن إجراء أية مزايدة عمومية أن تحدد كل المعلومات المتعلقة بالعملية، ولا سيما :

1 - الوضعية القانونية للعقار وبياناته ولا سيما سند الملكية والمساحة والموقع والحدود والمحتويات :

2 - وصف العقار موضوع العملية ولا سيما عدد الأملاك موضوع المزايدة وطبيعة البنايات أو التحسينات المزمع إحداثها ومواصفاتها التقنية وعند الاقتضاء، مساحاتها ونوعيتها والغرض من الاستغلال :

3 - شروط الاستغلال المدة مسؤولية المستفيد عن الأضرار الناجمة عن الاستغلال التزام المستفيد بالمحافظة على الأماكن المستغلة) :

4 - شروط تغيير مواقع الاستغلال أو بعض مقتضيات الرخص الأصلية، عند الاقتضاء :

5 - الثمن الافتتاحي للمزايدة العمومية المعد من قبل اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية والمصادق عليه من طرف مجلس الجماعة الترابية.

المادة 4

يتم إجراء المزايدة العمومية بناء على دفتر تحملات يحدد شروط إبرام وتنفيذ القرارات والعقود المتعلقة بها.

يحدد دفتر التحملات البنود المتعلقة بكل مزايدة عمومية وتتضمن الإحالة إلى النصوص العامة المطبقة.

توقع دفاتر التحملات من طرف السلطة المختصة قبل الشروع في مسطرة المزايدة العمومية.

ويمكن أن يأخذ هذا التوقيع شكل توقيع منسوخ رقميا أو توقيع إلكتروني فيما يخص دفتر التحملات المنشور في بوابة الصفقات العمومية.

يجب أن يتضمن دفتر التحملات البيانات التالية على الأقل :

(1) بيان الأطراف المتعاقدة وأسماء وصفات الموقعين المتصرفين باسم السلطة المختصة وباسم المتعاقد معه :

ب موضوع و محتوى العملية مع الإشارة إلى الجماعة العمالة أو الإقليم الجهة أو المقر مكان استغلال العقار موضوع العملية :

(ج) الثمن الافتتاحي للمزايدة العمومية :

د أجل التنفيذ أو تاريخ انتهاء الاستغلال :

هـ) شروط تسليم العقار موضوع المزايدة، وعند الاقتضاء، شروط استرجاعه :

و آجال وكيفيات استخلاص المداخيل المتعلقة بالعملية طبقا للنصوص التنظيمية الجاري بها العمل :

ز -) شروط الرهن عند الاقتضاء :

ح) إلزام المستفيد بالتأمين عن الأضرار الناتجة عن استغلال

العقار موضوع العملية، عند الاقتضاء :

ط) إلزام المستفيد بالإدلاء سنويا بلائحة مأجوريه وبالوثائق الإدارية المسلمة من طرف السلطات المختصة والتي تثبت الوضعية السليمة للمستفيد اتجاه التزاماته الضريبية وسداد اشتراكاته في أنظمة الاحتياط الاجتماعي، عند الاقتضاء :

ي تحديد الجزاءات المترتبة عن عدم وفاء المستفيد ببعض أو كل الالتزامات المنصوص عليها في دفتر التحملات وفي قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت أو في عقد التفويت أو الكراء أو الاستغلال، عند الاقتضاء :

ك شروط السحب أو الفسخ ومال البنايات والتحسينات المقامة

فوق العقار، عند الاقتضاء :

ل) المصادقة على المزايدة العمومية من طرف السلطة المختصة.

تعقد الالتزامات المتبادلة التي تثبتها المزايدة العمومية على أساس عقد الالتزام الذي يوقعه نائل المزايدة العمومية وعلى أساس دفتر التحملات.

الباب الثاني

المزايدة العمومية

المادة 5

تتم المزايدة العمومية عن طريق طلب العروض المفتوح بعروض أثمان بناء على دفتر التحملات، وذلك طبقا للكيفيات والشروط

المنصوص عليها في هذا القرار المشترك.

تخضع المزايدة العمومية للمبادئ التالية :

(1) الدعوة إلى المنافسة :

ب) فتح الأظرفة في جلسة عمومية :

ج) فحص العروض من طرف لجنة المزايدة العمومية :

د اختيار العرض الأكثر أفضلية من طرف لجنة المزايدة العمومية الواجب اقتراحه على السلطة المختصة :

هـ) وجوب قيام السلطة المختصة التي تجري المزايدة العمومية بتبليغ الثمن الافتتاحي للمزايدة العمومية الذي صادق عليه مجلس الجماعة الترابية إلى أعضاء لجنة المزايدة العمومية.

المادة 6

1 - تكون كل مزايدة عمومية موضوع ملف تعده السلطة المختصة

يتضمن ما يلي :

(أ) نسخة من الإعلان عن المزايدة العمومية :

ب نسخة من دفتر التحملات :

ج) عند الاقتضاء، التصاميم والوثائق التقنية :

د) نموذج عقد الالتزام المشار إليه في المادة 12 أدناه :

هـ التصريح بالشرف وفق النموذج المرفق بهذا القرار المشترك.

2 - ترسل السلطة المختصة ملف المزايدة العمومية إلى أعضاء لجنة المزايدة العمومية المنصوص عليها في المادة 17 أدناه ثمانية (8) أيام على الأقل قبل نشر الإعلان عن المزايدة العمومية في بوابة الصفقات العمومية أو توجيه هذا الإعلان للنشر.

يحدد لأعضاء هذه اللجنة أجل ثمانية (8) أيام يحتسب ابتداء من تاريخ تسلم ملف المزايدة العمومية لإبداء ملاحظاتهم بشأنه، للسطلة المختصة، عند الاقتضاء

3 - يجب أن يكون ملف المزايدة العمومية جاهزا قبل نشر الإعلان عنها، ويوضع هذا الملف رهن إشارة المتنافسين بمجرد أول صدور للإعلان في إحدى وسائل النشر المقررة في المادة 7 بعده وإلى غاية التاريخ الأقصى لتسليم العروض.

يمكن تحميل ملف المزايدة العمومية من بوابة الصفقات العمومية.

4 - تدون في سجل خاص تمسكه السلطة المختصة أسماء المتنافسين الذين قاموا بسحب أو تحميل ملف المزايدة العمومية مع الإشارة إلى ساعة السحب أو التحميل وتاريخه.

5 - يسلم ملف المزايدة العمومية مجانا إلى المتنافسين باستثناء التصاميم والوثائق التقنية التي يتطلب استنساخها معدات تقنية خاصة.

تحدد أجرة تسليم هذه التصاميم والوثائق التقنية بالقرار المحدد السعر الرسوم والأتاوى ومختلف الحقوق والواجبات المستحقة لفائدة ميزانية الجماعة الترابية.

6- عندما لا يتم لسبب من الأسباب تسليم ملف المزايدة العمومية المتنافس أو ممثله الذي تقدم إلى المكان المعين في الإعلان عن المزايدة العمومية تسلمه السلطة المختصة في نفس اليوم شهادة تبين سبب عدم تسليمه الملف، وتبين كذلك اليوم المحدد لسحبه لتمكين المتنافس من إعداد ملفه ويحتفظ بنسخة من هذه الشهادة في ملف المزايدة العمومية.

وفي حالة عدم تسليمه الملف في اليوم المحدد في الشهادة التي سلمت له، يمكن للمتنافس أن يلجأ بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل إلى والي الجهة بالنسبة للمزايدات العمومية التي تجريها الجهة، أو إلى عامل العمالة أو الإقليم بالنسبة للمزايدات العمومية التي تجريها العمالة أو الإقليم والجماعة يعرض فيها ظروف تقديم طلبه للحصول على الملف والجواب الذي تلقاه.

إذا تأكدت صحة الشكاية، يأمر الوالي أو العامل، حسب الحالة بمقرر معلل السلطة المختصة بأن تسلم فورا ملف المزايدة العمومية إلى المشتكي أو يأمر إن اقتضى الحال بتأجيل تاريخ فتح الأظرفة إذا كان الأجل المتبقي لا يمكن المتنافس من تحضير ملفه.

ينشر إعلان التأجيل على الأقل في جريدة مرخص لها بنشر الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية تكون باللغة العربية، تختارها السلطة المختصة، وينشر كذلك في بوابة الصفقات العمومية.

7 - يمكن، بصفة استثنائية، للسلطة المختصة أن تدخل تعديلات على ملف المزايدة العمومية دون تغيير موضوع المزايدة العمومية. وتتم موافاة جميع المتنافسين الذين سحبوا أو حملوا الملف المذكور بهذه التعديلات وتضمينها في الملف الموضوع رهن إشارة المتنافسين الآخرين.

يمكن إدخال هذه التعديلات في أي وقت داخل الأجل الأصلي للإشهار.

إذا اقتضت التعديلات نشر إعلان تصحيحي، ينشر هذا الإعلان طبقا لمقتضيات الفقرة الأولى من البند 2 من المادة 7 بعده في هذه الحالة، لا تتم جلسة فتح الأظرفة إلا بعد انقضاء أجل عشرة (10) أيام كحد أدنى يحتسب ابتداء من اليوم الموالي لتاريخ آخر نشر الإعلان التصحيح في بوابة الصفقات العمومية وفي أول جريدة صدرت، ودون أن يكون التاريخ المحدد للجلسة الجديدة سابقا للتاريخ المقرر في إعلان الإشهار الأصلي.

في كل الحالات، يجب احترام أجل الإشهار المنصوص عليه في الفقرة الثالثة من البند 2 من المادة 7 بعده.

يتم إبلاغ كل المتنافسين الذين سحبوا أو حملوا ملفات المزايدة العمومية بالتعديلات المقررة أعلاه، وكذا بالتاريخ الجديد لفتح الأظرفة، عند الاقتضاء.

يتم القيام بإعلان تصحيحي في الحالات التالية :

إذا قررت السلطة المختصة إدخال تعديلات على ملف المزايدة العمومية تقتضي أجلا إضافيا لإعداد العروض :

إذا تعلق الأمر بتصحيح أخطاء واضحة تمت معاينتها في الإعلان

المنشور :

• إذا لاحظت السلطة المختصة، بعد نشر الإعلان، أن الأجل الذي يسري بين تاريخ نشر الإعلان وتاريخ جلسة فتح الأظرفة غير مطابق لأجل الإشهار القانوني.

8 - إذا اعتبر متنافس أن الأجل المقرر في إعلان الإشهار غير كاف لتحضير العروض بالنظر إلى تعقد العمليات موضوع المزايدة العمومية، يمكنه أثناء النصف الأول من أجل الإشهار أن يطلب من السلطة المختصة، بواسطة مراسلة محمولة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو بواسطة رسالة إلكترونية مؤكدة تأجيل تاريخ جلسة فتح الأظرفة. يجب أن تتضمن رسالة المتنافس كل العناصر التي تمكن

السلطة المختصة من تقييم طلبه للتأجيل.

إذا أقرت السلطة المختصة بصحة طلب المتنافس، يمكنها القيام بتأجيل تاريخ جلسة فتح الأظرفة يكون التأجيل، الذي يترك تقدير مدته للسلطة المختصة موضوع إعلان تصحيحي. وينشر إعلان التأجيل في بوابة الصفقات العمومية وعلى

الأقل في جريدة من الجرائد المرخص لها بنشر الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية تختارها السلطة المختصة، تكون باللغة العربية.

في هذه الحالة لا يمكن أن يتم تأجيل تاريخ جلسة فتح الأظرفة إلا مرة واحدة أيا كان المتنافس الذي يطلبه.

تخبر السلطة المختصة بهذا التأجيل المتنافسين الذين سحبوا أو حملوا ملفات المزايدة العمومية.

المادة 7

1 - كل مزايدة عمومية يجب أن تكون موضوع إعلان يبين ما يلي :

(أ) موضوع المزايدة العمومية مع بيان موقع العقار المعني :

ب السلطة المختصة التي تجري المزايدة العمومية :

(ج) مكتب السلطة المختصة وعنوانها حيث يمكن سحب ملف

المزايدة العمومية :

د) مكتب السلطة المختصة وعنوانها حيث يمكن إيداع أو توجيه

العروض :

ها المكان واليوم والساعة المحددة لانعقاد جلسة فتح الأظرفة، مع الإشارة إلى إمكانية تسليم المتنافسين لأظرفتهم مباشرة إلى رئيس لجنة

المزايدة العمومية عند افتتاح الجلسة :

و لائحة الوثائق المثبتة الواجب على كل متنافس الإدلاء بها :

ز) مبلغ الضمان المؤقت :

ح) الثمن الافتتاحي المحدد بواسطة خبرة إدارية والمصادق عليه من

قبل مجلس الجماعة الترابية :

ط العنوان الإلكتروني للموقع المستعمل لنشر إعلان المزايدة

العمومية، عند الاقتضاء :

ي الثمن المحدد للتصاميم و / أو الوثائق التقنية، عند الاقتضاء..

2- ينشر الإعلان عن المزايدة العمومية في بوابة الصفقات العمومية

وعلى الأقل في جريدة من الجرائد المرخص لها بنشر الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية تختارها السلطة المختصة، تكون باللغة العربية.

كما يمكن موازاة مع ذلك تبليغه إلى علم المتنافسين المحتملين وعند الاقتضاء إلى الهيئات المهنية عن طريق الإدراج في نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية بالجريدة الرسمية أو في نشرات متخصصة أو بأية وسيلة أخرى للإشهار ولاسيما بطريقة إلكترونية.

يحدد أجل إشهار إعلان المزايدة العمومية في الجريدة وفي بوابة الصفقات العمومية في واحد وعشرين (21) يوما على الأقل قبل التاريخ المحدد لجلسة فتح الأظرفة. ويسري هذا الأجل ابتداء من اليوم الموالي لتاريخ نشر الإعلان في بوابة الصفقات العمومية وتاريخ نشره في أول جريدة صدرت.

المادة 8

يحدد دفتر التحملات الضمانات المالية الواجب على كل متنافس تقديمها برسم الضمان المؤقت وفق الشروط المحددة في النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

يعبر عن مبلغ الضمان المؤقت بالقيمة.

المادة 9

يجوز لكل متنافس أن يطلب من السلطة المختصة إما شخصيا أو بواسطة مراسلة محمولة مع إشعار بالتسلم أو رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو بفاكس مؤكد أو بطريقة إلكترونية، أن تقدم إليه توضيحات أو معلومات تتعلق بالمزايدة العمومية أو بالوثائق المرتبطة بها.

لا يجوز قبول هذا الطلب إلا إذا توصلت به السلطة المختصة سبعة (7) أيام على الأقل قبل التاريخ المحدد لجلسة فتح الأظرفة.

يتعين على السلطة المختصة أن تجيب على كل طلب معلومات أو توضيحات تتوصل به داخل الأجل المقرر أعلاه.

يجب تبليغ كل توضيح أو معلومة تقدمها السلطة المختصة إلى أي متنافس يطلب من هذا الأخير في نفس اليوم وحسب نفس الشروط إلى المتنافسين الآخرين الذين سحبوا أو حملوا ملف المزايدة العمومية وذلك برسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو بواسطة فاكس مؤكد أو بطريقة إلكترونية، ويوضع أيضا رهن إشارة كل متنافس آخر في بوابة الصفقات العمومية ويبلغ إلى أعضاء لجنة المزايدة العمومية.

يجب أن تبلغ المعلومات أو التوضيحات التي تدلي بها السلطة المختصة إلى المتنافس الذي طلبها وإلى المتنافسين الآخرين داخل السبعة (7) أيام الموالية لتاريخ تسلم طلب المعلومات أو التوضيحات المقدم من طرف المتنافس. إلا أنه عندما يقدم هذا الطلب بين اليوم العاشر واليوم السابع السابق للتاريخ المقرر لجلسة فتح الأظرفة يجب أن يتم الجواب على أبعد تقدير ثلاثة (3) أيام قبل التاريخ المحدد الجلسة فتح الأظرفة.

المادة 10

يجوز أن يشارك بصفة صحيحة وأن ينال المزايدة العمومية في إطار المسطرة المقررة في هذا القرار المشترك الأشخاص الذاتيون

أو الاعتباريون الذين :

يثبتون توفرهم على المؤهلات التقنية والمالية المطلوبة :

يوجدون في وضعية جبائية سليمة تجاه إدارة الضرائب :

يكونون في وضعية سليمة تجاه الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي، أو نظام خاص للاحتياط الاجتماعي :

لا يوجدون في حالة تصفية قضائية :

لا يوجدون في حالة تسوية قضائية، ماعدا في حالة ترخيص خاص

تسلمه السلطة القضائية المختصة :

لا يكونون موضوع إقصاء مؤقت أو نهائي اتخذ وفق الشروط المحددة في المادة 28 أدناه :

• لا يكونون في حالة التنافي طبقا للمادة 68 من القانون التنظيمي رقم 111.14 والمادة 66 من القانون التنظيمي رقم 112.14 والمادة 65 من القانون التنظيمي رقم 113.14 المشار إليها أعلاه :

• لا يمثلون أكثر من متنافس واحد برسم نفس المزايدة العمومية.

المادة 11

أولا) يتعين على كل متنافس أن يقدم ملفا إداريا وملفا تقنيا. ويمكن إرفاق كل ملف بقائمة للوثائق التي يتكون منها.

ألف يضم الملف الإداري ما يلي :

1 - بالنسبة لكل متنافس عند تقديم العروض :

(1) تصريحا بالشرف يعبأ وفق النموذج المرفق بهذا القرار المشترك :

ب أصل وصل الضمان المؤقت أو شهادة الكفالة الشخصية والتضامنية التي تقوم مقامه، عند الاقتضاء :

ج) بالنسبة للتجمعات، نسخة لاتفاقية تأسيس التجمع.

2 - بالنسبة للمتنافس المزمع إستاد المزايدة العمومية إليه وفق الشروط المحددة في المادة 21 أدناه :

(أ) الوثيقة أو الوثائق التي تثبت الصلاحيات المخولة إلى الشخص الذي يتصرف باسم المتنافس وتختلف هذه الوثائق حسب الشكل القانوني للمتنافس :

• إذا تعلق الأمر بشخص ذاتي يعمل لحسابه الخاص، لا تطلب منه آية وثيقة :

• إذا تعلق الأمر بممثل، فيتعين عليه تقديم ما يلي حسب الحالة

. نسخة مطابقة للوكالة مصادق عليها عندما يتصرف باسم شخص ذاتي :

. مستخرج من النظام الأساسي للشركة أو من محضر الجهاز المختص يعطيه الصلاحيات حسب الشكل القانوني للشركة

عندما يتصرف باسم شخص اعتباري :

عند الاقتضاء الوثيقة التي يفوض بموجبها شخص مؤهل صلاحياته إلى شخص آخر.

ب الوثائق الإدارية المسلمة منذ أقل من سنة من طرف السلطات المختصة والتي تثبت الوضعية السليمة للمتنافس تجاه التزاماته

الضريبية وسداد اشتراكاته في أنظمة الاحتياط الاجتماعي :

يعتمد تاريخ إصدار الوثائق المقررة في (أ) وب) أعلاه أساسا لتقييم

صلاحيتها.

ج) شهادة القيد في السجل التجاري بالنسبة للأشخاص الملزمين بالقيد في السجل التجاري طبقا للتشريع الجاري به العمل :

د) ما يعادل الشهادات المشار إليها في البندين (ب) وج) أعلاه المسلمة للمتنافسين غير المقيمين بالمغرب من قبل الإدارات أو الهيئات المختصة ببلدهم الأصلي أو بلد المنشأ.

عندما لا يتم تسليم مثل هذه الوثائق من طرف الإدارات أو الهيئات المختصة بالبلد الأصلي أو بلد المنشأ، يمكن تعويض الشواهد المذكورة بشهادة مسلمة من طرف سلطة قضائية أو إدارية بالبلد الأصلي أو ببلد المنشأ تثبت عدم إمكانية إصدار هذه الوثائق.

باء) يضم الملف التقني ما يلي :

• مذكرة تبين الوسائل البشرية والتقنية للمتنافس وتحدد، عند الاقتضاء، مكان وتاريخ وطبيعة وأهمية العمليات المرتبطة بموضوع المزايدة التي شارك المتنافس في تنفيذها وكذا نوعية هذه المشاركة.

إلا أنه، عندما يتعلق الأمر بعملية تفويت أو كراء أو استغلال مقرونة بإنجاز مشروع معين تنضاف إلى المذكرة السابقة الشهادات أو نسخ منها يسلمها أصحاب المشاريع العامون أو الخواص أو رجال الفن الذين أنجز المتنافس تحت إشرافهم المشاريع المشابهة. وتحدد كل شهادة على الخصوص طبيعة العمليات المرتبطة بموضوع المزايدة ومبلغها وسنة إنجازها وكذا اسم الموقع وصفته وتقييمه.

ثانيا) عندما يكون المتنافس تعاونية أو اتحاد تعاونيات، يجب عليه الإدلاء بما يلي :

1 - عند تقديم العرض، بالإضافة إلى الملف التقني، وبالإضافة إلى الوثائق المقررة في (أ) وب من 1 من (ألف) (أولا) من هذه المادة شهادة القيد في السجل المحلي للتعاونيات :

2 - وإذا كان من المزمع إستاد المزايدة العمومية إليه وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 21 أدناه :

1. الوثيقة أو الوثائق التي تثبت الصلاحيات المخولة إلى الشخص الذي يتصرف باسم التعاونية أو اتحاد التعاونيات :

ب الوثائق الإدارية المسلمة منذ أقل من سنة من طرف السلطات المختصة والتي تثبت الوضعية السليمة للمتنافس اتجاه التزاماته الضريبية وسداد اشتراكاته في أنظمة الاحتياط الاجتماعي.

يعتمد تاريخ إصدار الوثائق المقررة في (ب) أعلاه أساسا لتقييم صلاحيتها.

ثالثا) عندما يكون المتنافس مقاولا ذاتيا، يجب عليه الإدلاء بما يلي:

1 - عند تقديم العرض، بالإضافة إلى الملف التقني، وبالإضافة إلى الوثائق المقررة في (أ) وب) من 1 من (ألف) (أولا) من هذه المادة شهادة التسجيل في السجل الوطني للمقاول الذاتي أو نسخة منها مسلمة منذ أقل من سنة :

2 - وإذا كان من المزمع إسناد المزايدة العمومية إليه وفق الشروط

المنصوص عليها في المادة 21 أدناه شهادة أو نسخة منها مسلمة منذ أقل من سنة من قبل الإدارة المختصة في محل فرض الضريبة تثبت أن المتنافس يوجد في وضعية جبائية سليمة تجاه إدارة الضرائب.

المادة 12

يجب أن تتضمن الملفات التي يقدمها المتنافسون، علاوة على دفتر التحملات المرفق بالتصاميم والوثائق التقنية عند الاقتضاء موقعة بالأحرف الأولى وموقع عليها، مستندات الملف الإداري والملف التقني

المنصوص عليها في المادة 11 أعلاه والعرض المالي.

يتضمن العرض المالي عقد الالتزام الذي يلتزم بموجبه المتنافس

بإنجاز العملية موضوع المزايدة العمومية طبقا للشروط المقررة في دفتر التحملات مقابل ثمن يقترحه. ويتم إعداد هذا العقد في نظير واحد.

يوقع المتنافس أو ممثله المؤهل عقد الالتزام بعد ملئه بصورة قانونية، والذي يجب أن يتضمن بيان الهوية البنكية.

وعندما يكون عقد الالتزام مقدما من طرف تجمع يجب أن يكون موقعا إما من طرف كل عضو من التجمع أو من طرف المفوض فقط إذا أثبت هذا الأخير أهليته بتوكيلات مشهود بصحتها من أجل تمثيل أعضاء التجمع خلال مسطرة المزايدة العمومية.

2 - وإذا كان من المزمع إستاد المزايدة العمومية إليه وفق الشروط المنصوص عليها في المادة 21 أدناه :

1. الوثيقة أو الوثائق التي تثبت الصلاحيات المخولة إلى الشخص الذي يتصرف باسم التعاونية أو اتحاد التعاونيات :

ب الوثائق الإدارية المسلمة منذ أقل من سنة من طرف السلطات المختصة والتي تثبت الوضعية السليمة للمتنافس اتجاه التزاماته الضريبية وسداد اشتراكاته في أنظمة الاحتياط الاجتماعي.

يعتمد تاريخ إصدار الوثائق المقررة في (ب) أعلاه أساسا لتقييم صلاحيتها.

ثالثا) عندما يكون المتنافس مقاولا ذاتيا، يجب عليه الإدلاء بما يلي:

1 - عند تقديم العرض، بالإضافة إلى الملف التقني، وبالإضافة إلى الوثائق المقررة في (أ) وب) من 1 من (ألف) (أولا) من هذه المادة شهادة التسجيل في السجل الوطني للمقاول الذاتي أو نسخة منها مسلمة منذ أقل من سنة :

2 - وإذا كان من المزمع إسناد المزايدة العمومية إليه وفق الشروط

المنصوص عليها في المادة 21 أدناه شهادة أو نسخة منها مسلمة منذ أقل من سنة من قبل الإدارة المختصة في محل فرض الضريبة تثبت أن المتنافس يوجد في وضعية جبائية سليمة تجاه إدارة الضرائب.

المادة 12

يجب أن تتضمن الملفات التي يقدمها المتنافسون، علاوة على دفتر التحملات المرفق بالتصاميم والوثائق التقنية عند الاقتضاء موقعة بالأحرف الأولى وموقع عليها، مستندات الملف الإداري والملف التقني

المنصوص عليها في المادة 11 أعلاه والعرض المالي.

يتضمن العرض المالي عقد الالتزام الذي يلتزم بموجبه المتنافس

بإنجاز العملية موضوع المزايدة العمومية طبقا للشروط المقررة في دفتر التحملات مقابل ثمن يقترحه. ويتم إعداد هذا العقد في نظير واحد.

يوقع المتنافس أو ممثله المؤهل عقد الالتزام بعد ملئه بصورة قانونية، والذي يجب أن يتضمن بيان الهوية البنكية.

وعندما يكون عقد الالتزام مقدما من طرف تجمع يجب أن يكون موقعا إما من طرف كل عضو من التجمع أو من طرف المفوض فقط إذا أثبت هذا الأخير أهليته بتوكيلات مشهود بصحتها من أجل تمثيل أعضاء التجمع خلال مسطرة المزايدة العمومية.

المادة 13

1 - يوضع الملف الذي يتعين على كل متنافس تقديمه في ظرف مغلق

يحمل البيانات التالية :

اسم وعنوان المتنافس :

موضوع المزايدة العمومية :

تاريخ وساعة جلسة فتح الأظرفة :

التنبيه بأنه يجب عدم فتح الظرف إلا من طرف رئيس لجنة المزايدة العمومية خلال الجلسة العمومية لفتح الأظرفة».

2 - يحتوي هذا الظرف على غلافين مميزين :

يتضمن الغلاف الأول وثائق الملفين الإداري والتقني ودفتر التحملات المرفق بالتصاميم والوثائق التقنية، عند الاقتضاء موقعة بالأحرف الأولى وموقع عليها من طرف المتنافس أو الشخص المؤهل من طرفه لهذا الغرض. ويجب أن يكون هذا الغلاف مغلقا ويحمل بصفة بارزة عبارة الملفان الإداري والتقني :

يتضمن الغلاف الثاني العرض المالي. ويجب أن يكون مغلقا ويحمل بصفة بارزة عبارة «العرض المالي».

3 - تشير الأغلفة السالفة المبينة أعلاه بصفة ظاهرة إلى ما يلي :

اسم وعنوان المتنافس :

موضوع المزايد العمومية :

تاريخ وساعة جلسة فتح الأظرفة.

المادة 14

يمكن للمتنافسين حسب اختيارهم ، إما :

-1- أن يودعوا الأظرفة بمكتب السلطة المختصة المبين في إعلان المزايدة العمومية مقابل وصل :

-2- أن يوجهوا الأظرفة إلى مكتب السلطة المختصة عن طريق البريد

المضمون مع إشعار بالتوصل :

3 - أن يسلموا الأظرفة مباشرة إلى رئيس لجنة المزايدة العمومية

عند بداية جلسة فتح الأظرفة :

4- أن يودعوا الأظرفة بطريقة إلكترونية طبقا لأحكام المادة 32 من هذا القرار المشترك.

وينتهي أجل استلام الأظرفة في التاريخ والساعة المحددين لجلسة فتح الأظرفة في الإعلان عن المزايدة العمومية.

لا تقبل الأظرفة المودعة أو المستلمة بعد اليوم والساعة المحددين.

تسجل الأظرفة عند استلامها، من طرف السلطة المختصة، حسب ترتيب وصولها في السجل الخاص المنصوص عليه في المادة 6 أعلاه. ويوضع على الظرف الذي تم التوصل به رقم التسجيل وتاريخ وساعة وصوله.

يجب أن تبقى الأظرفة مغلقة وموضوعة في مكان آمن إلى حين فتحها طبقا للشروط الواردة في المادتين 18 و 19 أدناه.

المادة 15

يمكن سحب كل ظرف تم إيداعه أو التوصل به قبل الساعة المحددة لجلسة فتح الأظرفة.

ويكون سحب الظرف موضوع طلب مكتوب موقع من طرف المتنافس أو ممثله المؤهل بصفة قانونية وموجه إلى السلطة المختصة. وتسجل السلطة المختصة تاريخ وساعة السحب في السجل الخاص المشار إليه في المادة 6 أعلاه.

ويمكن للمتنافسين الذين سحبوا أظرفتهم تقديم أظرفة جديدة طبقا للشروط المحددة في المادة 14 أعلاه.

المادة 16

يظل المتنافسون ملتزمين بالعروض التي قدموها خلال أجل خمسة وأربعين (45) يوما يحتسب ابتداء من تاريخ جلسة فتح الأظرفة.

واذا تبين للجنة المزايدة العمومية عدم قدرتها على تحديد اختيارها خلال الأجل المنصوص عليه أعلاه، تخبر السلطة المختصة المتنافسين. قبل انتهاء هذا الأجل، بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل وتقترح عليهم تمديدا لأجل جديد تحدده. ويبقى وحدهم المتنافسون الذين أعلنوا عن موافقتهم بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل توجه إلى السلطة المختصة، قبل التاريخ الأقصى المحدد من طرف هذه الأخيرة، ملتزمين خلال هذا الأجل الجديد.

المادة 17

تضم لجنة المزايدة العمومية الأعضاء المبينين بعده والذين يعتبر حضورهم إجباريا :

الأمر بالصرف أو من يمثله، رئيسا للجنة :

المدير العام للمصالح أو مدير المصالح، حسب الحالة، للجماعة

الترابية المعنية أو من ينوب عنه :

. رئيس المصلحة المعنية بتدبير الصفقات بالجماعة الترابية أو من

ينوب عنه :

. رئيس المصلحة المعنية بتدبير الممتلكات بالجماعة الترابية أو من ينوب عنه :

المحاسب العمومي المكلف أو من ينوب عنه.

ويمكن للسلطة المختصة، على سبيل الاستشارة، استدعاء أي شخص آخر ترى فائدة في حضوره.

يستدعى أعضاء اللجنة بمبادرة من السلطة المختصة. ويجب أن يوجه الاستدعاء مرفقا بملف المزايدة العمومية بعد الأخذ بعين الاعتبار الملاحظات التي عبر عنها أعضاء اللجنة عند الاقتضاء، وكذا كل وثيقة مبلغة إلى المتنافسين بمصالح أعضاء لجنة المزايدة العمومية المعنيين سبعة (7) أيام على الأقل قبل التاريخ المحدد لجلسة فتح الأظرفة.

المادة 18

تكون جلسة فتح أظرفة المتنافسين عمومية.

وتنعقد هذه الجلسة في المكان واليوم والساعة المحددة في الإعلان أو الإعلان التصحيحي.

واذا صادف هذا اليوم يوم عيد أو عطلة، ينعقد الاجتماع في نفس الساعة من يوم العمل الموالي

في حالة غياب رئيس اللجنة، يتولى أحد أعضاء اللجنة الحاضرين حسب الترتيب ما عدا المحاسب العمومي المكلف أو من ينوب عنه القيام بالمهام التالية :

افتتاح الجلسة ودعوة المتنافسين الحاضرين الذين لم يودعوا أظرفتهم بعد أن يسلموها على الفور، ودعوة المتنافسين الذين انتبهوا إلى أن ملفاتهم غير كاملة إلى الإدلاء بالوثائق الناقصة في غلاف مغلق يوضح طبيعة الوثائق الناقصة :

حصر لائحة الأظرفة التي تم التوصل بها بصفة نهائية. لا يقبل أي إيداع أو سحب للأظرفة أو تكملة وثائق بعد استيفاء هذه الشكلية :

• حصر لائحة أعضاء اللجنة الحاضرين ودعوتهم للتوقيع بالأحرف الأولى على الأظرفة التي تم التوصل بها في آن واحد على طية الغلاف وعلى الأجزاء التي تلصق عليها :

حفظ الأظرفة مغلقة وموضوعة في مكان آمن إلى حين فتحها :

• تأجيل جلسة فتح الأظرفة بثمان وأربعين (48) ساعة وإخبار المتنافسين ورئيس وأعضاء لجنة المزايدة العمومية بالمكان والتاريخ والساعة المقررة لاستئناف الجلسة العمومية لفتح الأظرفة.

المادة 19

(1) مع مراعاة أحكام الفقرة الرابعة من المادة 18 أعلاه، يفتتح رئيس اللجنة الجلسة ويدعو المتنافسين الحاضرين الذين لم يودعوا أظرفتهم بعد أن يسلموها على الفور، ويدعو بعد ذلك المتنافسين الذين انتبهوا إلى أن ملفاتهم غير كاملة إلى الإدلاء بالوثائق الناقصة في غلاف مغلق يوضح طبيعة الوثائق الناقصة ويحصر نهائيا لائحة الأظرفة التي تم التوصل بها. لا يقبل أي إيداع أو سحب للأظرفة أو تكملة وثائق بعد استيفاء هذه الشكلية.

يتأكد رئيس اللجنة من وجود الأعضاء الذين يعتبر حضورهم إجباريا.

وفي حالة غياب أحد هؤلاء الأعضاء وبعد القيام بالشكليات المشار إليها في الفقرة الأولى من هذه المادة يدعو الرئيس الأعضاء الحاضرين للتوقيع بالأحرف الأولى على الأظرفة التي تم التوصل بها في آن واحد على طية الغلاف وعلى الأجزاء التي تلصق عليها.

ويجب أن تبقى هذه الأظرفة مغلقة وموضوعة في مكان آمن إلى حين فتحها.

يؤجل الرئيس جلسة فتح الأظرفة بثمان وأربعين (48) ساعة ويخبر المتنافسين وأعضاء اللجنة بالمكان والتاريخ والساعة المقررة لاستئناف الجلسة العمومية لفتح الأظرفة ويوجه دعوة إلى العضو أو الأعضاء المتغيبين كتابة مع تحديد المكان أو التاريخ والساعة المقررة لاستئناف الجلسة العمومية لفتح الأظرفة.

2 - يسلم الرئيس بعد ذلك، أو عند استئناف الجلسة في حالة التأجيل المقرر في الفقرة الخامسة من (1) من هذه المادة أو في المادة 18 أعلاه، إلى أعضاء اللجنة المستند المكتوب الذي يتضمن الثمن الافتتاحي للمزايدة العمومية يوقع أعضاء اللجنة بالأحرف الأولى على جميع صفحات المستند المذكور أعلاه. ويجب أن يحفظ الرئيس هذا المستند مع ملف المزايدة العمومية.

3- يعلن الرئيس بصوت عال عن الجريدة ومراجع النشر في بوابة الصفقات العمومية، وعند الاقتضاء المستندات الأخرى التي تم نشر إعلان المزايدة العمومية فيها.

4 - يطلب الرئيس من أعضاء اللجنة إبداء تحفظاتهم أو ملاحظاتهم حول العيوب المحتملة التي قد تشوب المسطرة. ولهذه الغاية، يتأكد من صحة هذه التحفظات أو الملاحظات، ويختم المسطرة ويخبر بصوت عال المتنافسين بذلك، وإذا اعتبر الرئيس أن هذه التحفظات أو الملاحظات غير صحيحة، يطلب مواصلة المسطرة تحت مسؤوليته وتدوين التحفظات أو الملاحظات في محضر الجلسة.

5 - يفتح الرئيس أظرفة المتنافسين ويتحقق من وجود الأغلفة المشار إليها في المادة 13 أعلاه.

6 - يفتح الرئيس بعد ذلك الغلاف الذي يحمل عبارة «الملفان الإداري والتقني ويعلن، بصوت عال عن الوثائق المضمنة في ملف كل متنافس ويضع قائمة بذلك.

بعد استيفاء هذا الإجراء، تختتم الجلسة العمومية وينسحب العموم والمتنافسون من القاعة.

7 - تتابع اللجنة أشغالها في جلسة مغلقة وتقوم بفحص وثائق الملف الإداري المشار إليها في الفقرة (1) من البند ألف) أولا) من المادة 11 أعلاه، والملف التقني، وتقصي اللجنة :

أ) المتنافسين الذين لا يتوفرون على الشروط المطلوبة المحددة في المادة 10 أعلاه :

ب المتنافسين الذين لم يتقيدوا بمقتضيات البند (2) من المادة 13 أعلاه فيما يتعلق بتقديم ملفاتهم :

ج) المتنافسين الذين لم يقدموا الوثائق المطلوبة :

د المتنافسين الممثلين بنفس الشخص في إطار المزايدة العمومية :

ها المتنافسين الذين قدموا إيصالات الضمان المؤقت أو شهادة الكفالة الشخصية والتضامنية التي تقوم مقامه، غير أصلية، أو الذي لا يتطابق موضوعه مع موضوع المزايدة العمومية أو الذي يكون مبلغه أقل من المبلغ المطلوب أو الذي يتضمن تحفظات أو قيود :

و المتنافسين الذين تبين أن مؤهلاتهم التقنية غير كافية بالنظر إلى الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها والواردة في الإعلان المقرر في المادة 7 أعلاه.

8 - إذا لاحظت اللجنة وجود أخطاء مادية أو عدم تطابق وثائق الملف الإداري، تقبل عرض المتنافس المعني على أن تدرج التصحيحات الضرورية طبقا للشروط المقررة في المادة 21 بعده.

9 - تستأنف الجلسة العمومية، ويتلو الرئيس لائحة المتنافسين الممكن قبولهم دون الإفصاح عن أسباب إقصاء المتنافسين المبعدين.

ويرجع الرئيس، مقابل إبراء إلى المتنافسين الحاضرين الذين تم إقصاؤهم، ملفاتهم دون فتح الغلاف الذي يتضمن العرض المالي.

10 - تواصل اللجنة أشغالها وتقوم بفتح وفحص العروض المالية للمتنافسين المقبولين طبقا للشروط المنصوص عليها في المادتين 20 و 21 بعده.

المادة 20

يفتح الرئيس في جلسة عمومية أغلفة المتنافسين الممكن قبولهم والحاملة لعبارة «عرض مالي ويتلو بصوت عال محتوى عقود الالتزام.

يوقع أعضاء اللجنة بالأحرف الأولى على عقود الالتزام.

بعد استيفاء هذا الإجراء، تختتم الجلسة العمومية وينسحب العموم والمتنافسون من القاعة.

المادة 21

1 - تواصل لجنة المزايدة العمومية أشغالها في جلسة مغلقة. ويمكنها استشارة كل خبير أو تقني يستطيع إرشادها حول نقط معينة من العروض المقدمة تضمن استنتاجات الخبير أو التقني في تقارير بعدها ويوقع عليها.

2 - تقصي اللجنة المتنافسين الذين تكون عروضهم المالية :

غير مطابقة لموضوع ومحتوى المزايدة العمومية :

- غير موقعة :

متضمنة لقيود أو تحفظات :

تقل عن الثمن الافتتاحي للمزايدة العمومية.

-3- تقوم اللجنة بترتيب عروض المتنافسين المقبولين من أجل اقتراح العرض الأكثر أفضلية على السلطة المختصة. يعتبر العرض الأكثر أفضلية العرض الذي قدم أعلى ثمن.

في حالة تساوي عدة عروض اعتبرت الأكثر أفضلية، تقوم اللجنة بإجراء قرعة من أجل الفصل بين المتنافسين.

صفحة : 1248

4 - تستدعي اللجنة برسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد، المتنافس الذي تقدم بالعرض الأكثر أفضلية من أجل :

• تقديم وثائق الملف الإداري المبينة في 2 من ألف أولا) وفي 2 من ثانيا) وفي 2 من ثالثا) من المادة 11 أعلاه :

• تأكيد تصحيح الأخطاء المادية المسجلة عند الاقتضاء :

• تسوية عدم التطابق المثبت في مختلف الوثائق المكونة لملفه .

لهذه الغاية، تحدد اللجنة للمتنافس أجلا لا يقل عن سبعة (7) أيام ابتداء من تاريخ التوصل بالاستدعاء.

5- يوقف رئيس اللجنة الجلسة ويحدد التاريخ والساعة من أجل مواصلة أشغالها .

6 - يجب أن تقدم عناصر جواب المتنافس في ظرف مغلق ويتضمن هذا الظرف بصفة ظاهرة البيانات التالية :

اسم وعنوان المتنافس :

موضوع المزايدة العمومية :

• التنبيه بأنه يجب عدم فتح الظرف إلا من طرف رئيس لجنة المزايدة العمومية ويتضمن بوضوح عبارة تكملة الملف وعناصر الجواب».

يجب إما إيداع هذا الظرف مقابل وصل لدى السلطة المختصة في العنوان المبين في رسالة الاستدعاء، أو إرساله بواسطة البريد المضمون مع إشعار بالتسلم إلى العنوان المذكور أو بطريقة إلكترونية طبقا لأحكام المادة 32 من هذا القرار المشترك.

يسجل إيداع هذا الظرف في السجل الخاص المنصوص عليه في المادة 6 أعلاه.

7 - تجتمع اللجنة في المكان وفي اليوم والساعة المحددة. إلا أنه يجوز للرئيس استدعاء أعضاء اللجنة من أجل استئناف أشغالها بمجرد تلقي جواب المتنافس المعني.

وتتأكد اللجنة من وجود السند الذي استعمل وسيلة لاستدعاء المتنافس المعني وتقوم بالتحقق من الوثائق والأجوبة المتوصل بها.

تقرر اللجنة بعد فحص الوثائق والأجوبة المتوصل بها :

(أ) إما اقتراح قبول عرض المتنافس المعني على السلطة المختصة إذا استجاب للملاحظات المطلوبة منه ولاسيما إذا أدلى بالوثائق المطلوبة أو أكد التصحيحات المطلوبة أو قام بتسوية عدم التطابق المثبت :

ب) إما إقصاء المتنافس المعني إذا :

لم يجب داخل الأجل المحدد :

لم يقدم الوثائق المطلوبة :

لم يؤكد تصحيحات الأخطاء المادية المطلوبة :

- لم يقم بتسوية عدم التطابق المثبت بين مختلف وثائق ملفه :

قدم عرضا ماليا موقعا من طرف شخص غير مؤهل لإلزامه بالنظر إلى الوثيقة أو الوثائق المثبتة للصلاحيات المخولة .

8 - في حالة إقصاء المتنافس الذي قدم العرض الأكثر أفضلية طبقا لمقتضيات (ب) من البند (7) أعلاه، تستدعي اللجنة، طبقا لنفس الشروط المتنافس صاحب العرض المرتب ثانيا.

تقوم اللجنة بفحص الوثائق والأجوبة المتوصل بها ثم تقرر إما قبوله أو إقصاءه طبقا للشروط المحددة أعلاه.

إذا لم تقبل اللجنة المتنافس المعني، فإنها تدعو المتنافس صاحب العرض الموالي وتفحص الوثائق والأجوبة المتوصل بها طبقا لنفس الشروط المبينة أعلاه إلى حين استنفاد المسطرة أو التصريح بعدم جدوى المزايدة العمومية.

المادة 22

تصرح اللجنة بعدم جدوى المزايدة العمومية إذا :

(أ) لم يتم تقديم أي عرض أو إبداعه :

ب لم يتم قبول أي متنافس على إثر فحص الملفين الإداري والتقني

ج) لم يتم قبول أي متنافس على إثر فحص عرضه المالي.

المادة 23

تحرر لجنة المزايدة العمومية، خلال الجلسة محضرا عن كل اجتماع من اجتماعاتها. ولا يتم نشر هذا المحضر أو تبليغه للمتنافسين. ويبين الثمن الافتتاحي الذي صادق عليه مجلس الجماعة الترابية ويسجل عند الاقتضاء الملاحظات أو الاعتراضات المقدمة خلال عمليات فحص العروض من طرف الأعضاء أو من قبل المتنافسين وكذا رأي اللجنة حول هذه الملاحظات أو الاعتراضات.

يبين هذا المحضر كذلك أسباب إقصاء المتنافسين المبعدين والعناصر التي اعتمدت عليها اللجنة لتقترح على السلطة المختصة قبول العرض الذي تراه الأفضل.

ويوقع هذا المحضر خلال الجلسة من طرف الرئيس وأعضاء اللجنة.

ويرفق محضر جلسة فحص العروض عند الاقتضاء، بكل تقرير تم إعداده وتوقيعه من طرف الخبير أو التقني المعين من لدن لجنة المزايدة العمومية.

ينشر ببوابة الصفقات العمومية مستخرج من المحضر، ويلصق بمقر السلطة المختصة داخل الأربعة وعشرين (24) ساعة الموالية التاريخ انتهاء أشغال اللجنة وذلك لمدة خمسة عشر (15) يوما على الأقل.

المادة 24

تخبر السلطة المختصة المتنافس نائل المزايدة العمومية بقبول عرضه برسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل، أو بواسطة فاكس مع إثبات الوصول أو بأية وسيلة أخرى للاتصال تعطي تاريخا مؤكدا. ويجب أن توجه إليه هذه الرسالة في أجل لا يتعدى خمسة (5) أيام ابتداء من تاريخ انتهاء أشغال اللجنة.

ويخبر كذلك، في نفس الأجل، المتنافسين الذين تم إقصاؤهم برفض عروضهم مع ذكر أسباب إبعادهم وذلك بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل وترفق هذه الرسالة بالوثائق المضمنة في ملفاتهم.

تحتفظ السلطة المختصة، لمدة خمس (5) سنوات على الأقل بالعناصر التي كانت سببا في إقصاء المتنافسين باستثناء أصل وصل الضمان المؤقت أو شهادة الكفالة الشخصية والتضامنية التي تقوم مقامه التي ترجع إلى المتنافسين الذين تم إقصاؤهم في أجل خمسة .5) أيام(

لا يمكن أن يطالب أي متنافس بتعويض إذا لم يقبل عرضه.

لا يجوز للسلطة المختصة أن تغير الاختيار الذي أقرته لجنة المزايدة العمومية.

المادة 25

يمكن للسلطة المختصة، دون أن تتحمل أية مسؤولية عن هذا الفعل إزاء المتنافسين وفي أية مرحلة من مراحل مسطرة إجراء المزايدة العمومية، إلغاء المزايدة العمومية. ويتم هذا الإلغاء في الحالات التالية:

أ) إذا تغيرت المعطيات الاقتصادية أو التقنية أو القانونية للعقارات موضوع المزايدة العمومية تغييرا جوهريا :

ب) إذا حالت ظروف استثنائية دون ضمان التنفيذ العادي للتراخيص الممنوحة أو للعقود المبرمة بعد إجراء المزايدة العمومية :

ج) إذا قلت مبالغ العروض التي تم التوصل بها عن الأثمنة الافتتاحية للمزايدة العمومية.

تلغي السلطة المختصة المزايدة العمومية، وفق نفس الشروط، في الحالات التالية :

(أ) إذا تم الكشف عن عيب في المسطرة :

ب) في حالة شكاية مبنية على أسس صحيحة قدمها متنافس مع مراعاة مقتضيات المادة 29 أدناه.

يكون إلغاء المزايدة العمومية موضوع مقرر توقعه السلطة المختصة يبين الأسباب التي أدت إلى هذا الإلغاء. ينشر مقرر الإلغاء في بوابة الصفقات العمومية.

تخبر السلطة المختصة كتابة المتنافسين ونائل المزايدة العمومية بذلك وتبين سبب أو أسباب إلغاء المزايدة العمومية وتبلغ نسخة من مقرر الإلغاء إلى أعضاء لجنة المزايدة العمومية.

لا يجوز للمتنافسين أو نائل المزايدة العمومية أن يطالب بتعويض في حالة إلغاء المزايدة العمومية وفق الشروط المبينة أعلاه.

الباب الثالث

مقتضيات متفرقة وختامية

المادة 26

تتم المصادقة على المزايدة العمومية التي تجريها الجماعة الترابية من قبل السلطة المختصة.

لا تتم المصادقة على المزايدة العمومية من طرف السلطة المختصة إلا بعد انصرام أجل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ انتهاء أشغال اللجنة.

المادة 27

تبلغ المصادقة على المزايدة العمومية إلى نائلها داخل أجل أقصاه خمسة وأربعون (45) يوما ابتداء من تاريخ فتح الأظرفة.
إذا تم تمديد أجل صلاحية العروض طبقا للفقرة الثانية من المادة 16 أعلاه، يمدد أجل المصادقة المشار إليه في الفقرة الأولى بنفس عدد الأيام الذي قبله نائل المزايدة العمومية.

وإذا لم يتم تبليغ المصادقة خلال الأجل المذكور يحرر نائل المزايدة العمومية من التزامه إزاء السلطة المختصة، وفي هذه الحالة تسلم له رفع اليد عن ضمانه المؤقت.

إذا قررت السلطة المختصة أن تطلب من نائل المزايدة العمومية تمديد صلاحية عرضه، يجب عليها قبل انقضاء الأجل المقرر في الفقرة أعلاه، أن تقترح على نائل المزايدة العمومية بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو بواسطة أية وسيلة اتصال أخرى تعطي تاريخا مؤكدا الإبقاء على عرضه لمدة إضافية لا تتعدى ثلاثين يوما يجب على نائل المزايدة العمومية أن يبلغ جوابه للسلطة المختصة قبل التاريخ الأقصى المحدد من طرف هذه الأخيرة.

وفي حالة رفض نائل المزايدة العمومية يسلم له رفع اليد عن الضمان المؤقت.

تعد السلطة المختصة تقريرا موقعا من طرفها بصفة قانونية يبين أسباب عدم المصادقة في الأجل المحدد يدرج هذا التقرير في ملف المزايدة العمومية.

المادة 28

في حالة تقديم تصريح بالشرف يتضمن معلومات غير صحيحة أو وثائق مزورة أو إذا ثبت في حق متنافس أو صاحب مزايدة عمومية بحسب الحالة ارتكاب أعمال

غش أو رشوة أو مخالفات متكررة الشروط العمل أو إخلالات خطيرة بالالتزامات الموقعة ودون المساس بالمتابعات الجنائية، تتخذ العقوبات التالية أو إحداها :

(أ) الإقصاء المؤقت أو النهائي للمتنافس المعني من المشاركة في المزايدات العمومية التي تجريها الجماعات الترابية وذلك بمقرر لوزير الداخلية :

ب سحب القرارات أو فسخ العقود المبرمة بناء على المزايدة العمومية، متبوع أو غير متبوع بإجراء مزايدة عمومية جديدة على نفقة صاحب المزايدة العمومية وذلك بمقرر للسلطة المختصة.

في الحالتين المبينتين في (أ) و (ب) أعلاه، يستدعى المتنافس أو صاحب المزايدة، الذي تبلغ إليه المؤاخذات سلفا، للإدلاء بملاحظاته داخل الأجل المحدد من طرف السلطة المختصة لا يمكن أن يقل هذا الأجل عن خمسة عشر (15) يوما.

يجب تعليل المقررين المنصوص عليهما في (أ) و (ب) وتبليغهما إلى المتنافس أو صاحب المزايدة العمومية المقصر ونشرهما في بوابة الصفقات العمومية.

المادة 29

يجوز لكل متنافس أن يوجه شكايته كتابة إلى السلطة المختصة المعنية إذا :

1 - لاحظ أن إحدى قواعد مسطرة المزايدة العمومية المنصوص عليها في هذا القرار المشترك لم يتم التقيد بها :

2- سجل احتواء ملف المزايدة العمومية على بنود تمييزية أو شروط غير متناسبة مع موضوع المزايدة العمومية :

3 - نازع في أسباب إقصاء عرضه من طرف لجنة المزايدة العمومية التي تم تبليغها إليه من طرف السلطة المختصة طبقا للمادة 24 أعلاه.

يجب أن تقدم شكاية المتنافس ابتداء من تاريخ نشر إعلان الدعوة إلى المنافسة وإلى غاية اليوم الخامس بعد لصق نتائج الدعوة إلى المنافسة المذكور.

إلا أنه بالنسبة للحالة المقررة في البند (3) أعلاه يجب أن يقدم المتنافس شكايته داخل أجل خمسة (5) أيام يحتسب من تاريخ تسلم الرسالة المضمونة المشار إليها في المادة 24 من هذا القرار المشترك.

تخبر السلطة المختصة المشتكي بالجواب الذي خصص لشكايته داخل أجل خمسة (5) أيام ابتداء من تاريخ تسلم الشكاية المذكورة.

وإذا لم يقتنع المشتكي بجواب السلطة المختصة، يمكنه خلال أجل خمسة (5) أيام ابتداء من تاريخ تسلم جواب السلطة المختصة أن يرفع بحسب الحالة شكايته إلى والي الجهة بالنسبة للمزايدات العمومية التي تجريها الجهة، أو إلى عامل العمالة أو الإقليم بالنسبة للمزايدات العمومية التي تجريها العمالة أو الإقليم والجماعة.

يمكن لوالي الجهة أو عامل العمالة أو الإقليم، حسب المسطرة، إما :

أ) أن يأمر بالقيام بتصحيح الخلل المثبت :

ب أن يقرر إلغاء المسطرة.

يجب أن ينص كل مقرر اتخذ طبقا لهذه المادة على الأسباب والظروف التي أدت إلى اتخاذه يجب أن يدرج هذا المقرر في ملف المزايدة العمومية.

إلا أنه لا يمكن أن يكون موضوع شكاية من طرف المتنافسين :

(أ) قرار لجنة المزايدة العمومية طبقا لمقتضيات المادة 22 من هذا

القرار المشترك :

ب قرار السلطة المختصة إلغاء المزايدة العمومية المقرر في المادة 25 من هذا القرار المشترك.

وفي جميع الحالات يتعين الإجابة على شكاية المتضرر داخل أجل لا يزيد عن ثلاثين (30) يوما ابتداء من تاريخ استلام الشكاية.

تمسك السلطة المختصة سجلا لتتبع الشكايات تسجل فيه أسماء المشتكين وتاريخ استلام كل شكاية وموضوع الشكاية وكذا المال الذي آلت إليه.

المادة 30

علاوة على كيفيات نشر الوثائق المقررة في القوانين والأنظمة الجاري بها العمل والمطبقة على الجماعات الترابية، يتم نشر الوثائق المتعلقة بالمزايدات العمومية التي تجريها الجماعات الترابية ومجموعات الجهات ومجموعات العمالات

والأقاليم ومؤسسات التعاون بين الجماعات و مجموعات الجماعات الترابية طبقا للكيفيات المقررة في هذا القرار المشترك.

المادة 31

ينشر في بوابة الصفقات العمومية ما يلي :

إعلانات الإشهار المتعلقة بالمزايدة العمومية وكذا التغييرات المرتبطة بها :

مستخرجات من محاضر جلسات فحص العروض :

النتائج المتعلقة بالمزايدة العمومية :

وعند الاقتضاء، مقرر إلغاء المزايدة العمومية.

المادة 32

يمكن أن يتم إيداع أظرفة وعروض المتنافسين وسحبها بطريقة إلكترونية في بوابة الصفقات العمومية.

يتم فتح الأظرفة وكذا تقييم العروض المودعة بطريقة إلكترونية من طرف المتنافسين وفق مقتضيات المواد من 18 إلى 25 أعلاه.

تتم الإجراءات المشار إليها في الفقرتين الأولى والثانية أعلاه وفق نفس الشروط والكيفيات المطبقة على الصفقات العمومية.

المادة 33

مع مراعاة الأحكام التشريعية الجاري بها العمل والمتعلقة بكتمان السر المهني، يلزم أعضاء لجنة المزايدة العمومية بكتمان السر المهني في كل ما يتعلق بالعناصر التي تبلغ إلى علمهم بمناسبة إجراء المسطرة المقررة في هذا القرار المشترك.

وتسري نفس الالتزامات على كل شخص دعي لحضور أعمال اللجنة المذكورة

المادة 34

بعد فتح الأظرفة في جلسة عمومية بالنسبة للمسطرة المقررة في هذا القرار المشترك، لا يجوز تبليغ أية معلومة تخص فحص العروض أو التوضيحات المطلوبة أو تقييم العروض أو التوصيات المتعلقة بإستاد المزايدة العمومية إلى

المتنافسين وإلى أي شخص آخر ليست له صفة للمساهمة في المسطرة قبل أن تلصق نتائج فحص العروض في مقر السلطة المختصة.

المادة 35

يتعين على المتدخلين في مسطرة المزايدة العمومية المحافظة على الاستقلالية في معاملاتهم مع المتنافسين وألا يقبلوا منهم أي امتياز أو مكافأة وأن يمتنعوا عن ربط أية علاقة معهم من شأنها أن تمس

بموضوعيتهم ونزاهتهم واستقلاليتهم.

يجب على أعضاء لجنة المزايدة العمومية أو أي شخص آخر، يدعى للمشاركة في أعمالها عدم التدخل بصفة مباشرة أو غير مباشرة في مسطرة المزايدة العمومية، عندما تكون لديهم مصلحة، سواء بصفة شخصية، أو عن طريق شخص وسيط لدى المتنافسين تحت طائلة بطلان أعمال اللجنة المذكورة.

المادة 36

ينشر هذا القرار المشترك بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022).

وزير الداخلية

وزيرة الاقتصاد والمالية

الإمضاء : عبد الوافي لفتيت.

الإمضاء : نادية فتاح.

.....
.....
.....
.....

قرار مشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 2658.22 صادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022) بتحديد نماذج دفاتر التحملات المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية وبتفويت وكراء واستغلال أملاكها الخاصة.

وزير الداخلية .

ووزيرة الاقتصاد والمالية

بناء على القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف : رقم 1.21.74 بتاريخ 3 ذي الحجة 1442 (14) يوليو (2021) ولاسيما المواد 16 و 17 و 32 و 33 و 36 و 37 منه

وبعد الاطلاع على القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.83 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015) :

وعلى القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.84 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015) :

وعلى القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.85 بتاريخ (20 من رمضان 1436 (7) يوليو 2015

قررا ما يلي :

المادة الأولى

تطبيق الأحكام المواد 16 و 17 و 32 و 33 و 36 و 37 من القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه، يحدد كما هو مرفق بهذا القرار

المشترك ما يلي :

الملحق رقم 1 : نموذج دفتر التحملات المتعلق بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية :

الملحق رقم 2 نموذج دفتر التحملات المتعلق بتفويت الأملاك الخاصة للجماعات الترابية :

الملحق رقم 3 : نموذج دفتر التحملات المتعلق بكراء وباستغلال الأملاك الخاصة للجماعات الترابية.

المادة الثانية

ينشر هذا القرار المشترك بالجريدة الرسمية.

وحرر بالرباط في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022).

وزير الداخلية.

الإمضاء : عبد الوافي لفتيت.

وزيرة الاقتصاد والمالية.

الإمضاء : نادية فتاح

صفحة : 1261

الملحق رقم 1 : نموذج دفتر التحملات المتعلق بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية بإقامة بناء

المملكة المغربية

وزارة الداخلية

ولاية جهة .

عمالة أو إقليم .

جماعة

قسم

مصلحة

دفتر التحملات

المتعلق بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام التابع لـ «الجماعة الترابية ..... (1)

بإقامة بناء

الباب الأول: مقتضيات عامة

المادة الأولى موضوع دفتر التحملات

يحدد دفتر التحملات هذا الشروط والالتزامات المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام التابع لـ «الجماعة الترابية ..... بإقامة بناء عن طريق المزايدة العمومية، أو بالتراضي عندالاقتضاء

المادة 2

المراجع والنصوص القانونية

القانون التنظيمي رقم ..... - 4 -

القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.74 بتاريخ 03 من ذي الحجة 1442) (14) يوليو 2021 .

القانون رقم 39.07 المحدد للمقتضيات الانتقالية المتعلقة ببعض الرسوم والحقوق والواجبات المستحقة لفائدة الجماعات المحلية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.209 بتاريخ 16 من ذي الحجة 1428 (27) دجنبر (2007)، المنصوص عليها في المواد من 189 إلى 193 من الباب 34 من القانون رقم 30.89 المحدد بموجبه نظام للضرائب المستحقة للجماعات المحلية وهيئاتها الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.89.187 في 21 من ربيع الآخر 1410 (21) نوفمبر 1989 .

القانون رقم 52.05 المتعلق بمدونة السير على الطرق الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.10.07 بتاريخ 26 من صفر 1431 (11) فبراير (2010) كما تم تغييره وتتميمه

---

(1) تعوض عبارة الجماعة الترابية . المذكورة في كل مواد دفتر التحملات هذا،

حسب الحالة، بجهة أو عمالة أو إقليم أو جماعة، مع إضافة اسم الجماعة الترابية المعنية في مدلول هذا الدفتر، يراد بـ إقامة بناءه (avec emprise) : إضافة إلى البنايات العادية، كل منشأة يتم تثبيتها فوق الملك العام موضوع الاحتلال المؤقت بغض النظر عن طبيعة المواد المستعملة

في الإنجاز وكمثال: سور سياج، أحواض أغراس، أعمدة النصب لوحات إشهارية .

لائحة المراجع والنصوص القانونية غير نهائية يتعين تحيينها كلما دعت الضرورة إلى ذلك.

(4) - يكتفى بالإشارة إلى مراجع القانون التنظيمي للجماعة الترابية المعنية:

القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.83 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو 2015)

القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.04 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015)

القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.85 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015)

.....

.....

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

الظهير الشريف رقم 1.56.211 بشأن الضمانات المالية المطلوبة من المشاركين في السمسرات العمومية والذين

نزل عليهم المزاد:

المرسوم رقم 2.78.157 الصادر بتاريخ 11 من رجب 1400 (26) ماي (1980) بتحديد الشروط التي تنفذ بها تلقائيا التدابير الرامية إلى استتباب الأمن وضمان سلامة المرور والصحة والمحافظة على الصحة العمومية

المرسوم رقم .... - 5 -

القرار المشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 3712.21 الصادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022) بتحديد كيفيات إجراء المزايدة العمومية المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية وبتفويت وكراء واستغلال أملاكها الخاصة

القرار المشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 3711.21 الصادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022) بتطبيق أحكام القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية بشأن اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية .

القرار الجبائي رقم ... بتاريخ ...
المحدد لنسب وأسعار الضرائب والرسوم والحقوق
والواجبات المستحقة لفائدة ميزانية الجماعة الترابية ..... - 6 -

محضر اجتماع اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية المجتمعة بتاريخ

مقرر مجلس الجماعة الترابية ..... - - المتخذ خلال جلسته المنعقدة بتاريخ .... - - 7 - برسم دورته .... الذي يصادق المجلس بموجبه على . ..... والمؤشر عليه من قبل - 8 -
بتاريخ ... ( )
المادة 3 العقار موضوع الترخيص بالاحتلال المؤقت :

يتكون العقار موضوع الترخيص بالاحتلال المؤقت من

مساحته ... - 9 - مسماة..... موضوع .... -10-

بالمتر المربع موقعه وحدوده

المادة 4 المستفيد من الترخيص بالاحتلال المؤقت

يقوم رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... بمنح رخصة الاحتلال المؤقت بإقامة بناء للعقار الوارد بيانه في .12 بعد مزايدة عمومية لفائدة المادة 3 أعلاه التابع لملكها العام، قصد
-13 -
---

5 - يكتفى بالإشارة إلى المرسوم المتعلق بسن نظام للمحاسبة العمومية الخاص بالجماعة الترابية المعنية:

- المرسوم رقم 2.17449 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر (2017) بسن نظام للمحاسبة العمومية للجهات ومجموعاتها :

- المرسوم رقم 217450 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر 2017) بسن نظام للمحاسبة العمومية للعمالات والأقاليم ومجموعاتها :

6 - يشار إلى هذه الوثيقة متى تم اعتمادها كأساس لتحديد مبلغ إثارة الاحتلال المؤقت.

- المرسوم رقم 2.17.451 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر (2017) بسن نظام للمحاسبة العمومية للجماعات ومؤسسات التعاون بين الجماعات.

7 - يشار إلى هذه الوثيقة متى تم اعتمادها كأساس لتحديد الثمن الافتتاحي لانطلاق المزايدة العمومية.

8 - سلطة المراقبة الإدارية المختصة والي الجهة / عامل العمالة أو الإقليم).

9 - تحديد عدد العقارات موضوع العملية نوعها عارية مبنية)، مع بيان مشتملاتها عند الاقتضاء.

10 - بيان مراجعها العقارية (محفظة رقم رسمها العقاري في طور التحفيظ رقم مطلب تحفيظها غير محفظة: مراجع سند تملكها..

11 - تحديد موقع وحدود العقارات بكامل الدقة والتفصيل.

وجوب تحديد النشاط التجاري أو الصناعي أو المهني المزمع القيام به، فوق الملك العام، أو عند الاقتضاء، فتح المجال للمشارك في المزايدة العمومية، لاختيار

النشاط الذي يرغب في مزاولته، وذلك في إطار التخصيص العام المعد للملك العمومي موضوع الترخيص.

13 - تحديد الطرف المشارك في المزايدة العمومية

يمكن لرئيس مجلس الجماعة الترابية ، أن يقوم بمنح رخصة الاحتلال المؤقت بإقامة بناء للعقار الوارد بيانه في المادة 3 أعلاه بالتراضي في الحالات المنصوص في المادة 17 من القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه لفائدة ..... - 14 - وذلك قصد .....- 15 -

المادة 5 إشعار المتنافس أو المستفيد بقبول عرضه أو طلبه

يخبر رئيس مجلس الجماعة الترابية.. المتنافس أو المتنافسين الذين تم قبول عروضهم، بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد ، قصد استكمال باقي إجراءات الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام داخل أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما من تاريخ الإشعار بالتوصل، تحت طائلة فقدان حقهم في الاستغلال في حالة تجاوزهم لهذه المدة مع تحويل مبلغ الضمان المؤقت المودع لفائدة الجماعة الترابية .

كما يخبر باقي المتنافسين الذين تم إقصاؤهم لعدم قبول ملفاتهم أو رفض عروضهم، ودعوتهم لسحب الضمان المؤقت المودع مقابل وصل.

يخبر رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... المستفيد أو المستفيدين الذين تم قبول طلبهم في حالة الترخيص بالاحتلال المؤقت عن طريق التراضي بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد في أجل لا يتعدى عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ التأشير على مقرر المجلس، قصد استكمال باقي إجراءات الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام والإدلاء بالوثائق المطلوبة في أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما من تاريخ الإشعار بالتوصل تحت طائلة فقدان حقهم في الاستغلال في حالة تجاوزهم لهذه المدة.

المادة 6 تبليغ المستفيد بقرار الترخيص بالاحتلال المؤقت

يتم تبليغ المستفيد أو المستفيدين بقرار أو قرارات الترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام داخل أجل لا يتعدى عشرة (10) أيام من تاريخ توصل الجماعة الترابية ..... بالوثائق المطلوبة.

المادة 7 تسليم المستفيد قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت

يسلم قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت من طرف قسم...
- 16 - إلى المستفيد شخصيا بعد أدائه مسبقا المبلغ الإتاوة المترتبة عن الثلاثة أشهر الأولى من الترخيص لدى شسيع المداخيل أو المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل لدى: «الجماعة الترابية ..... وفقا للشروط المحددة في قرار الترخيص ويوقع المستفيد بسجل التراخيص المعد لهذا الغرض من قبل الجماعة الترابية ...

كما يمكن سحبه من المنصة الإلكترونية إن وجدت.

---

14 - تحديد الطرف المستفيد من الترخيص عن طريق التراضي.

15 - وجوب تحديد النشاط التجاري أو الصناعي أو المهني المزمع القيام به، فوق الملك العام

16 - تحديد القسم المختص حسب الهيكلة الإدارية لكل جماعة ترابية.

المادة 8 مدة الاحتلال المؤقت للملك العام

سنة - 17 - " ، تبتدئ من يوم تبليغ قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت إلى المستفيد تحدد مدة الاحتلال المؤقت في . بأية وسيلة من وسائل التبليغ القانونية.

المادة 9 طبيعة رخصة الاحتلال المؤقت

تعتبر رخصة الاحتلال المؤقت شخصية مؤقتة وقابلة للسحب في أي وقت وحين وفقا للشروط المحددة في القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه وفي هذا الدفتر. ولا تنشأ عن هذه الرخصة أية حقوق لفائدة المستفيد، كما لا يمكنه التنازل عنها أو نقلها لفائدة الغير كلا أو بعضا.

المادة 10 الحصول على باقي الرخص والتصاريح

لا تعفي الرخصة الممنوحة للمستفيد الاحتلال الملك العام من وجوب الحصول على جميع الرخص والتصاريح اللازمة طبقا للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل.

المادة 11 إشهار رخصة الاحتلال المؤقت

يتعين على المستفيد تعليق رخصة الاحتلال المؤقت للملك العام في مكان بارز بالمحل لتمكين الأشخاص المكلفين بمراقبة احتلال الملك العام من الاطلاع عليها. وإذا تعلق الأمر بالترخيص لأغراض الإشهار التجاري، يتعين على المستفيد من الرخصة الإشارة إلى رقم وتاريخ الرخصة في اللوحة الإشهارية.

المادة 12 استعمال العقار للغرض المرخص به

يمنع على المستفيد استعمال الملك المرخص له باحتلاله مؤقتا لغير الأغراض المنصوص عليها في هذا الدفتر وفي قرار الترخيص، أو أن يقيم عليه بناءات أو لوحات إشهارية، باستثناء اللوحات الخاصة بعرض الأثمنة، التي يجب أن توضع في مكان يسمح بالاطلاع عليها، ودون أن تحجب رؤية الإشارات الضوئية أو أن تعرقل حركة السير والمرور، كما يمنع وضعها في المنعرجات وملتقيات الطرق.

المادة 13 التزامات تكميلية

يلتزم المستفيد عند الاقتضاء بتزيين واجهة المحل بشكل يتلاءم مع جمالية الشارع، وفقا للشروط المنصوص عليها في
قرار الترخيص، ومنها على الخصوص

- وجوب استعمال أثاث ذي جودة وألوان متجانسة مع محيطه

هـ - عدم استعمال المزهريات خارج حدود المساحة المرخص له باحتلالها مؤقتا

هـ - استعمال ستائر وقائية عمودية جانبية، في حالة كون المحل التجاري محاذ المدخل مبنى سكني

كما يلتزم المستفيد بعدم عرض سلع أو بضائع، لا تكون لها علاقة بالنشاط الممارس والمرخص له.

17- ينبغي تحديد هذه المدة تبعا لنوع النشاط المزمع مزاولته على ألا تتعدى المدة القصوى المنصوص عليها في المادة 20 من القانون 57.19 المشار إليه أعلاه.

المادة 14 الالتزام بالمحافظة على الملك المرخص باحتلاله مؤقتا وصيانته

يلتزم المستفيد من رخصة الاحتلال المؤقت للملك العام بالمحافظة على الأماكن المستعملة ومحيطها، وصيانتها بصفة منتظمة ودائمة طيلة مدة الترخيص على نفقته ودون مطالبة الجماعة الترابية ..... بأي تعويض عن ذلك.

كما يلتزم بعدم إزعاج الغير والمجاورين كإزعاج أو عرقلة حركة السير والمرور، أو وضع مكبرات للصوت دون موافقة صريحة من المصالح المختصة .....

الباب الثاني: الالتزامات المالية

المادة 15 الضمان المالي

يتعين على المشارك في المزايدة العمومية إيداع ضمان مالي مؤقت باسم «الجماعة الترابية ..... لدى المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل يعادل درهم.

إذا تعلق الأمر باحتلال مؤقت لأغراض الإشهار التجاري، فإن مبلغ الضمان المؤقت يجب أن يعادل قيمة الإتاوة المستحقة عن 6 أشهر من الاحتلال عن مجموع اللوحات التي يرغب المشارك في إقامتها فوق الملك العام.

لا يرجع هذا الضمان للمشاركين في المزايدة العمومية الذين تخلوا عن عروضهم بعد قبولها. ويرجع فقط للمشاركين الذين لم تقبل ملفاتهم، أو عروضهم في حين يبقى هذا الضمان رهن إشارة الجماعة الترابية..... كضمان نهائي طيلة مدة الاحتلال المؤقت، ولا يرجع للمستفيد إلا عند نهاية الترخيص بعد تبرئة ذمته من جميع الالتزامات المفروضة عليه بمقتضى دفتر التحملات وكذا قرار الترخيص.

إذا تم الترخيص بالتراضي، عملا بمقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 4 من دفتر التحملات، فإنه يتعين على المستفيد إيداع ضمان مالي نهائي باسم الجماعة الترابية ..... لدى المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل يعادل درهم وذلك طيلة مدة الاحتلال المؤقت، ولا يرجع للمستفيد إلا عند نهاية هذه المدة، بعد تبرئة ذمته من جميع الالتزامات المفروضة عليه بمقتضى دفتر التحملات وكذا قرار الترخيص.

إذا تعلق الأمر باحتلال مؤقت لأغراض الإشهار التجاري، فإن مبلغ الضمان النهائي يجب أن يعادل قيمة الإتاوة المستحقة عن 6 أشهر من الاحتلال عن مجموع اللوحات التي يرغب المستفيد في إقامتها فوق الملك العام.

يمكن الاستعاضة عن الضمان المؤقت والضمان النهائي المشار إليهما أعلاه بكفالات شخصية وتضامنية تلتزم مع المتنافس أو المستفيد بأن تدفع إلى الجماعة الترابية، في حدود الضمانات المنصوص عليها في هذا الدفتر المبالغ التي قد يصبح مدينا بها اتجاه الجماعة الترابية بمناسبة تنفيذ قرار الترخيص وبنود دفتر التحملات.

المادة 16 تحديد إتاوة الاحتلال المؤقت وتاريخ الاستحقاق

يحدد مبلغ إتاوة الاحتلال المؤقت، طبقا للعرض المقترح من طرف صاحب المزايدة العمومية، بناء على الثمن الافتتاحي المحدد من طرف اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية، في : درهم.

إذا تم الترخيص بالتراضي، عملا بمقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 4 من دفتر التحملات، فإن مبلغ إتاوة الاحتلال المؤقت، يجب ألا يقل عن الثمن الافتتاحي للمزايدتين أو عن مبلغ الإتاوة المحدد بقرار الترخيص.

تستحق الإتاوة كاملة عن كل 3 أشهر ابتداء من تاريخ تبليغ قرار الترخيص، سواء شرع خلاله في الاستغلال أو لم يتم. وتؤدى الإتاوة لدى شميع مداخيل الجماعة الترابية ..... أو المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل داخل أجل لا يتعدى خمسة عشر (15) يوما الموالية لتاريخ استحقاقها ووفق الكيفيات المحددة بقرار الترخيص.

مع مراعاة أحكام الفقرة الأولى من المادة 25 من هذا الدفتر، لا يحق للمستفيد مطالبة «الجماعة الترابية ..... باسترداد مبالغ الإتاوة المؤداة.

المادة 17 مراجعة إتاوة الاحتلال المؤقت

تراجع إتاوة الاحتلال المؤقت حسب نسبة مئوية تحدد في . ... وينص عليها في قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت.

وفقا لمقتضيات المادة 21 من القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه.

يسري العمل بالإتاوة المراجعة تلقائيا عند حلول أجل استحقاقها.

المادة 18 أداء المستفيد المصاريف الكهرباء والماء

يلتزم المستفيد عند الاقتضاء، بتحمل مصاريف استهلاك الماء والكهرباء.

إذا استلزم الأمر ربط لوحات إشهارية بشبكة الإنارة العمومية، تلتزم الجماعة الترابية..... بالترخيص للمستفيد بذلك، على أن يتحمل مصاريف الربط والاستهلاك.

المادة 19 إصلاح الأضرار الملحقة بالملك العام

يلتزم المستفيد على نفقته بإصلاح كل الأضرار التي قد يلحقها بالملك العام أو بشبكة الطرق، الناتجة عن وضع تجهيزات أو بنايات أو لوحات إشهارية أو غيرها وذلك داخل أجل . من تاريخ حدوث الضرر أو من تاريخ المطالبة بإصلاحه. وفي حالة عدم قيام المستفيد بالإصلاحات المذكورة، تقوم الجماعة الترابية ..... مقامه بالإصلاحات الضرورية على نفقته.

المادة 20 الضرائب والرسوم والاشتراكات في أنظمة الاحتياط الاجتماعي

يلتزم المستفيد بأداء جميع الضرائب والرسوم والواجبات المترتبة عن استغلال الملك العام طبقا للنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل.

كما يلتزم المستفيد بالإدلاء سنويا بلائحة مأجوريه وبالوثائق الإدارية المسلمة من طرف السلطات المختصة والتي تثبت الوضعية السليمة للمستفيد اتجاه التزاماته الضريبية وسداد اشتراكاته في أنظمة الاحتياط الاجتماعي، عند الاقتضاء.

المادة 21 التعويض عن التحسينات

لا يمكن للمستفيد أن يطالب الجماعة الترابية ..... بأي تعويض عن التحسينات التي قد يدخلها على الملك العام المرخص له باحتلاله مؤقتا حتى وإن كانت هذه التحسينات بموافقتها.

المادة 22 المسؤولية عن الأضرار

يتحمل المستفيد . المسؤولية عن جميع الأضرار التي قد تقع للغير طيلة مدة الاستغلال بفعل نشاطه.

المادة 23 التأمين عن المسؤولية المدنية

يلتزم المستفيد بإبرام عقد تأمين عن المسؤولية المدنية، يغطي جميع الأضرار التي قد تترتب عن أنشطته طيلة مدة الاستغلال تسلم نسخة من هذا العقد إلى

الجماعة الترابية .....

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023
صفحة : 1268
الباب الثالث: سحب رخص الاحتلال المؤقت للملك العام أو إنهاؤها

المادة 24 سحب رخصة الاحتلال المؤقت للملك العام

يمكن إذا اقتضت المصلحة العامة ذلك سحب رخصة الاحتلال المؤقت في كل حين مهما كانت مدتها، وفي هذه الحالة

يتم تبليغ قرار السحب إلى المستفيد ثلاثة أشهر على الأقل قبل التاريخ المحدد للسحب.

تسحب رخصة الاحتلال المؤقت للملك العام لـ «الجماعة الترابية ..... قبل انتهاء مدتها، في كل وقت وحين يحكم القانون وبدون أي تعويض، ولو عن الأضرار التي قد تلحقه بعد توجيه إنذار للمستفيد، برسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد ، يحدد فيه أجل لا يتعدى شهرا واحدا لإخلاء العقار، وذلك في الحالات التالية:

عدم احترام آجال الشروع في الأشغال والانتهاء منها المحددة في قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت، دون عذر

مقبول من قبل رئيس المجلس

. تخلي المستفيد للغير عن كل أو بعض الحقوق التي يخولها له قرار الترخيص بالاحتلال المؤقت

تخصيص المستفيد العقار موضوع الترخيص بالاحتلال المؤقت لاستعمال آخر غير الذي تم الترخيص له به.

أو إحداث تغيير في المنشآت المنجزة، دون موافقة مسبقة للمجلس:

. عدم أداء إتاوة الاحتلال المؤقت عند حلول أجل استحقاقها

صدور حكم نهائي بالتصفية القضائية في حق المستفيد

إخلال المستفيد بأحد بنود دفتر التحملات.

المادة 25 استحقاق الإتاوة في حالة سحب رخصة الاحتلال المؤقت

إذا تم سحب رخصة الاحتلال المؤقت لأسباب المصلحة العامة المشار إليها في الفقرة الأولى من المادة 24 أعلاه، فإن الإتاوة تستحق فقط، إلى يوم الاسترجاع الفعلي للملك العمومي موضوع الرخصة، ويرجع للمستفيد، إذا اقتضى الحال. ما زاد عن مبلغ الإتاوة المستحقة، وفقا لمقتضيات الفقرة الثالثة من المادة 21 من القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه. إذا تم سحب الرخصة لسبب من الأسباب المبينة في الفقرة 2 من المادة 24 أعلاه، فإن مبلغ الإتاوة المستحقة الأداء. حتى يوم سحب الرخصة يبقى حقا مكتسبا لـ «الجماعة الترابية ..... وفقا لمقتضيات الفقرة الثانية من المادة 21 من القانون رقم 57.19 المشار إليه أعلاه.

المادة 26 إنهاء رخصة الاحتلال المؤقت بطلب من المستفيد

يلتزم المستفيد من رخصة الاحتلال المؤقت للملك العام للجماعة الترابية في حالة تقديمه لطلب إنهاء الترخيص قبل انتهاء مدته بأداء تعويض يعادل مبلغ الإتاوة المحدد بقرار الترخيص عن 6 أشهر من الاحتلال وذلك ابتداء من تاريخ تقديم الطلب.

لا يمكن قبول الطلب المشار إليه أعلاه إلا إذا قام المستفيد بأداء جميع مبالغ الإتاوة المستحقة إلى تاريخ تقديم الطلب المتعلق بإنهاء الرخصة المعنية.

صفحة : 1269
الباب الرابع: المراقبة والجزاءات

المادة 27 مراقبة المصالح المختصة للملك المرخص باحتلاله مؤقتا

يلتزم المستفيد بتمكين الموظفين والأعوان المحلفين الذين ينتدبهم رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... من الولوج إلى العقار موضوع الترخيص بالاحتلال المؤقت المراقبة احترام المستفيد لبنود دفتر التحملات وقرار الترخيص.

المادة 28 الجزاء المترتب عن احتلال الملك العام بدون سند قانوني

يلتزم المستفيد من رخصة الاحتلال المؤقت بعدم تجاوز المساحة أو المدة المرخص بهما. وفي حالة إخلاله بهذا الالتزام يعتبر في وضعية محتل دون سند قانوني وتطبق عليه أحكام المادة 27 من القانون رقم 57.19 السالف الذكر.

المادة 29 إرجاع العقار موضوع الترخيص

يلتزم المستفيد ، بإرجاع العقار موضوع الرخصة، إما كليا أو جزئيا، في حالة سحب الرخصة أو انتهاء مدتها، طبقا لقرار الترخيص لفائدة الجماعة الترابية .....

الباب الخامس: أحكام خاصة بالاحتلال المؤقت للملك العام لأغراض الإشهار التجاري

المادة 30 المواصفات التقنية

يلتزم المستفيد باحترام بنود هذا الدفتر والتصميم البياني المرفق به - 18 - ، وكذا المواصفات التقنية المفروضة كما هي محددة في الجدول الآتي:

الرقم الترتيبي للوحات

1

2

موقع نصب اللوحات

مقياسها

مواصفاتها

الملاحظات

ثابتة

أو - بيان مواد صنع اللوحات الزجاج المقوى الألومينيوم

متحركة

ثنائية الرؤى

المسافة الفاصلة بينها وبين الأرض وبينها وبين الطريق العمومي.

شارع ساحة .....

الحجم العلو

العرض

(الطول)

شاشة عرض

---

18 - تحدد مواقع نصب اللوحات الإشهارية، وحجمها، ومواصفاتها، والمسافات الفاصلة بينها، وفقا للتصميم البياني العام الذي تعده مصالح الجماعة الترابية. ... المختصة، وتصادق عليه لجنة تقنية تتكون اللجنة من رئيس مجلس الجماعة الترابية المعنية رئيسا وتضم ممثلين عن السلطة المحلية والشرطة أو الدرك الملكي، والوكالة الحضرية، والمصالح المكلفة بالكهرباء والماء والتطهير، ومصلحة الوقاية المدنية.

—----------

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023
المادة 31 التركيب والصيانة

يتحمل المستفيد جميع مصاريف صنع وتركيب وصيانة اللوحات الإشهارية.

المادة 32 شروط تركيب اللوحة الإشهارية

يتعهد المستفيد بإعلام المصالح المختصة التابعة لـ «الجماعة الترابية ..... أسبوعا قبل تركيب اللوحة الإشهارية لحضور أشغال تركيبها قصد التأكد من مكان وضعها المحدد بالرخصة وبالتصميم الموقعي ومن احترام المواصفات المفروضة.

المادة 33 تحديد المسؤولية عن مضمون المادة الإشهارية

يتعهد المستفيد بإعلام المتعاملين معه بمسؤولياتهم عن محتوى البيانات الإشهارية (المكتوبة والمرئية) ومطابقتها للقوانين الجاري بها العمل.

المادة 34 احترام النظام العام

يلتزم المستفيد بعدم استعمال اللوحات الإشهارية موضوع الترخيص لإشهار يضم صورا أو عبارات مخلة بالنظام العام وبالآداب والأخلاق العامة والتقاليد والعادات والقيم الوطنية، أو للترويج للمواد المضرة بالصحة كالتبغ أو المشروبات الكحولية.

المادة 35 شروط استغلال اللوحات الاشهارية في عرض المادة الإشهارية

يلتزم المستفيد بالامتناع عن وضع الملصقات الإعلانية أو الإشهارية في كل جزء من الملك العام المرخص باحتلاله مؤقتا قبل مراقبة مضمونها من طرف عامل العمالة أو الإقليم أو من ينوب عنه والذي يقع الملك في دائرة نفوذه الترابي .

المادة 36 وضع اللوائح الإشهارية رهن إشارة الجماعة الترابية . - 19 -

يتعهد المستفيد بوضع ...
في المائة ...%) - 20 - من لوحاته رهن إشارة الجماعة الترابية..... مجانا للاستعمال الإداري، كنشر تصاميم الأحياء، وكل ما يخدم الصالح العام.

كما يتعهد المستفيد بوضع جميع اللوحات الإشهارية رهن إشارتها بالمجان خلال الأعياد الوطنية والدينية والمهرجانات المقامة بترابها لمدة . على ألا تتعدى هذه لمدة عشرين (20) يوما عن كل سنة.

يجب على الجماعة الترابية ..... عند رغبتها في استغلال اللوحات الإشهارية إخبار المستفيد قبل ذلك بثلاثين (30) يوما على الأقل.

المادة 37 تغيير المواقع المرخص باستغلالها

يمكن لـ «الجماعة الترابية... إذا دعت المصلحة العامة ذلك أو عند الضرورة أن تطلب من المستفيد بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد تغيير موقع كل لوحة إشهارية داخل أجل شهر من تاريخ تبليغه بذلك.

ويتحمل المستفيد مصاريف هذا التغيير، ومصاريف إعادة المواقع الأصلية إلى الحالة التي كانت عليها قبل الترخيص.

---

19 - طبقا لأحكام المادة 110 من القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات.

20 - تحديد نسبة مئوية من عدد اللوحات المرخص بها، شريطة ألا تتعدى 10%.

الباب السادس: أحكام ختامية

المادة 38 تعيين محل المخابرة

يتعين على المستفيد من رخصة الاحتلال المؤقت تعيين محل للمخابرة معه في الدائرة الترابية للعمالة أو الإقليم التي يقع فيها العقار مع وجوب إخبار رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... بكل تغيير قد يطرأ عليه، بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد.

وفي حالة عدم الإخبار بتغيير محل المخابرة، يعتبر آخر محل مصرح به هو مكان التبليغ.

المادة 39 اختصاص البت في المنازعات

في حالة حدوث نزاع بين الطرفين بشأن مقتضيات دفتر التحملات، يعرض الأمر على تحكيم السلطة الإدارية المحلية المختصة، وإذا تعذر الوصول إلى حل بالتراضي يتم اللجوء إلى المحكمة المختصة التي يقع العقار موضوع الترخيص بالاحتلال المؤقت في دائرة نفوذها الترابي.

1271

حرر بتاريخ

الإمضاء:

.....رئيس مجلس الجماعة الترابية

الإمضاء:

المتنافس أو المستفيد

.....

.....

.....

.....

صفحة : 1252

الجريدة الرسمية عدد 7168 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

الملحق رقم 1

نموذج تصريح بالشرف

موضوع المزايدة العمومية

أنا الموقع أسفله .

محل السكني

(الاسم الشخصي والعائلي للمتنافس وصفته

رقم الهاتف:

العنوان الإلكتروني:

رقم الفاكس:

إذا تعلق الأمر بشركة

العنوان التجاري للشركة

رأسمالها .

شكلها القانوني

عنوان المقر الاجتماعي

الصفة والصلاحيات المخولة

إذا تعلق الأمر بتعاونية أو اتحاد تعاونيات

تسمية التعاونية أو اتحاد التعاونيات

رأسمالها .

عنوان مقرها .

الصفة والصلاحيات المخولة

رقم القيد في السجل التجاري أو رقم القيد في السجل المحلي للتعاونيات أو رقم التسجيل في السجل الوطني للمقاول
الذاتي حسب الحالة.

ورقم الضريبة المهنية.

رقم الانخراط في الصندوق الوطني للضمان الاجتماعي أو في أي هيئة أخرى للاحتياط الاجتماعي (بالنسبة للمتنافسين
المقيمين بالمغرب)

أصرح بشرفي أنني

-1- التزم بتغطية الأخطار الناجمة عن نشاطي المهني بوثيقة تأمين ضمن الحدود والشروط المحددة في دفتر التحملات

2 - التزم بعدم القيام بنفسي أو بواسطة شخص آخر باللجوء إلى أشكال الغش أو رشوة الأشخاص الذين يتدخلون بأية صفة كانت في مختلف مساطر إبرام هذه المزايدة العمومية وخلال مراحل تدبيرها وتنفيذها :

3- ألتزم بألا أقوم بنفسي أو بواسطة شخص آخر بتقديم وعود أو هبات أو هدايا قصد التأثير في مختلف المساطر لإبرام هذه المزايدة العمومية وخلال مراحل تنفيذها

4 - أشهد أنني لا أوجد في حالة تضارب المصالح كما هي مبينة في المادة 35 من القرار المشترك رقم 3712.21 بتحديد كيفيات إجراء المزايدة العمومية المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية بإقامة بناء وبتفويت وكراء واستغلال أملاكها الخاصة

5- أشهد بصحة المعلومات التي يتضمنها هذا التصريح بالشرف وكذا الواردة في جميع المستندات المقدمة في ملف ترشيحي تحت طائلة الإجراءات القسرية المقررة في المادة 28 من القرار المشترك رقم 3712.21 السالف الذكر.

حرر

في.

الإمضاء وخاتم المشارك

.....

.....

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023
1272

الملحق رقم 2 : نموذج دفتر التحملات المتعلق بتفويت الأملاك الخاصة للجماعات الترابية

المملكة المغربية

وزارة الداخلية

ولاية جهة.

عمالة أو إقليم

جماعة

قسم .

مصلحة

دفتر التحملات

المتعلق بتفويت عقارات تابعة للملك الخاص لـ «الجماعة الترابية .....

- 1 -

المادة الأولى: موضوع دفتر التحملات

يحدد دفتر التحملات هذا الشروط المتعلقة بتفويت عقار تابع للجماعة الترابية ..... عن طريق المزايدة العمومية أو بالتراضي مع تحديد التزامات وحقوق الطرفين المتعاقدين.

يتم التفويت طبقا للتحملات والشروط العامة الواردة في هذا الدفتر، وكذا الشروط الخاصة التي تتولى بيان مختلف أنواع الارتفاقات التي تثقل العقارات ونوع وحجم المباني وشروط إنجازها، التي يتعين على المفوت له الالتزام بها، عند الاقتضاء لفائدة الجماعة الترابية .....

المادة 2 المراجع والنصوص القانونية - 2 -

القانون التنظيمي رقم. .... - 3 -

القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.74 بتاريخ 3 من ذي الحجة 1442 (14) يوليو 2021

الظهير الشريف الصادر بتاريخ 9 من رمضان 1331 (12) غشت (1913) المتعلق بالالتزامات والعقود، كما تم تغييره
وتتميمه

القانون رقم 12.90 المتعلق بالتعمير الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.92.31 بتاريخ 15 من ذي الحجة 1412 (17) يونيو (1992)، كما تم تغييره وتتميمه

القانون رقم 25.90 المتعلق بالتجزئات العقارية والمجموعات السكنية وتقسيم العقارات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.92.7 بتاريخ 15 من ذي الحجة 1412 (17) يونيو (1992) ، كما تم تغييره وتتميمه

القانون رقم 39.08 المتعلق بمدونة الحقوق العينية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.11.178 بتاريخ 25 من
ذي الحجة 1432 (22) نوفمبر (2011) كما تم تغييره وتتميمه

---

1 - تعوض عبارة - الجماعة الترابية ...

المذكورة في كل مواد دفتر التحملات هذا ، حسب الحالة ، بجهة أو عمالة أو إقليم أو جماعة ، مع إضافة اسم الجماعة الترابية المعنية.

2 - لائحة المراجع والنصوص القانونية غير نهائية يتعين تحيينها كلما دعت الضرورة إلى ذلك .

3 - يكتفى بالإشارة إلى مراجع القانون التنظيمي للجماعة الترابية المعنية:

- القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.1583 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015) .

- القانون التنظيمي رقم 11214 المتعلق بالعمالات والأقاليم الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.1584 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015)

- القانون التنظيمي رقم 14 113 المتعلق بالجماعات، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 11585 بتاريخ 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015)

صفحة : 1273

الظهير الشريف رقم 1.56.211 بشأن الضمانات المالية المطلوبة من المشاركين في السمسرات العمومية والذين نزل عليهم المزاد

مرسوم رقم.... - 4 - .

المرسوم رقم 2.92.832 الصادر في 27 من ربيع الآخر 1414 (4) أكتوبر (1993) لتطبيق القانون رقم 12.90 المتعلق بالتعمير

المرسوم رقم 2.92.833 الصادر في 25 من ربيع الآخر 1414 (12) أكتوبر (1993) لتطبيق القانون رقم 25.90 المتعلق بالتجزئات العقارية والمجموعات السكنية وتقسيم العقارات

القرار المشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 3712.21 الصادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022 بتحديد كيفيات إجراء المزايدة العمومية المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام للجماعات الترابية وبتفويت وكراء واستغلال أملاكها الخاصة

القرار المشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 3711.21 الصادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022) بتطبيق أحكام القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية بشأن اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية

محضر اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية المؤرخ في :

مقرر مجلس الجماعة الترابية ... المتخذ خلال جلسته المنعقدة بتاريخ . ()

الذي يصادق المجلس بموجبه على برسم دورته بتاريخ والمؤشر عليه من قبل - 5 -

المادة 3 العقار موضوع التفويت

يتكون العقار المراد تفويته من ... - 6 - موضوع ..... - 7 - مسماة مساحته ..... بالمتر المربع
عدده ..... أرقامه. ..
إذا تعلق الأمر بتجزئة ..... - 8 -

حدودها نوعيتها محتوياتها موقعها وعند الاقتضاء، التحملات العقارية المثقلة للعقار موضوع العملية.

المادة 4 المستفيد من التفويت

يقوم رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... بتفويت العقار التابع للأملاك الخاصة المحددة بالمادة 3 أعلاه

بعد مزايدة عمومية لفائدة ... -9 -
'----------

4 - يكتفى بالإشارة إلى المرسوم المتعلق بسن نظام المحاسبة العمومية الخاص بالجماعة الترابية المعنية

المرسوم رقم 217.449 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر (2017) بسن نظام المحاسبة العمومية للجهات ومجموعاتها :

المرسوم رقم 2.17450 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر (2017) بسن نظام للمحاسبة العمومية للعمالات والأقاليم ومجموعاتها :

المرسوم رقم 2.17451 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر (2017) بسن نظام المحاسبة العمومية للجماعات ومؤسسات التعاون بين الجماعات.

5 - سلطة المراقبة الإدارية المختصة والي الجية عامل العمالة أو الإقليم).

6 - التعيين أنواع العقارات المعدة للتفويت ومشتملاتها وفي حالة لعدد العقارات يستحسن تضمين بيانات كل عقار على حدة في جدول موحد

7 - بيان مراجعها العقارية (محفظة رقم الرسم العقاري في طور التحفيظ رقم مطلب التحفيظ غير محفظة مراجع سند التملك عقد بيع، هبة، معاوضة .. إلخ)

8 - بيان نوع البرنامج السكني أو الصناعي أو التجاري الذي تندرج فيه
9 - تحديد الطرف المشارك في المزايدة

يمكن لرئيس الجماعة الترابية ... أن يقوم بتفويت العقارات المشار إليها في المادة 3 أعلاه، بالتراضي في الحالات المنصوص عليها بالمادة 33 من القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية لفائدة ... - 10-

المادة 5 الغرض من التفويت

يهدف هذا التفويت إلى ... - 11-

إذا تعلق الأمر بإنجاز استثمارات تتطلب تهيئة وتجهيز الوعاء العقاري المشار إليه في المادة 3 من هذا الدفتر، يجب الإشارة إلى نوعها بتفصيل في ورقة تقنية مستقلة ترفق بملف العرض.

المادة 6 ثمن التفويت

درهم. يحدد ثمن التفويت طبقا للعرض المقدم من طرف المتنافس الفائز بالمزايدة العمومية على أساس الثمن الافتتاحي المحدد من طرف اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية في :.

إذا تم التفويت بالتراضي، عملا بمقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 4 من هذا الدفتر، فإن ثمن التفويت يجب ألا يقل عن الثمن الافتتاحي لمزايدتين لم تسفرا عن أية نتيجة بالنسبة للحالة الأولى المنصوص عليها بالمادة 33 من القانون رقم 57.19 السالف الذكر. وبخصوص الحالات الأخرى من نفس المادة يجب ألا يقل

مبلغ التفويت عن الثمن المحدد من طرف اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية والمصادق عليه من قبل المجلس.

المادة 7 الضمان المالي

يتعين على المشارك في المزايدة العمومية إيداع ضمان مالي مؤقت باسم الجماعة الترابية ..... لدى المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل يعادل . .... درهم

يرجع هذا الضمان فقط بعد انتهاء هذه العملية للذين لم يرس عليهم العرض، في حين يعتبر ضمانا نهائيا بالنسبة للمستفيد، إلى حين إبرام عقد التفويت وتنفيذه لجميع الالتزامات المنصوص عليها في دفتر التحملات وفي عقد التفويت.

لا يرجع الضمان المؤقت المحدد أعلاه، لكل مشارك تخلى عن العرض بعد أن رسا عليه.

إذا تم التفويت بالتراضي، عملا بمقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 4 من دفتر التحملات هذا، فإنه يتعين على المستفيد إبداع ضمان مالي نهائي باسم الجماعة الترابية ..... لدى المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل يعادل ..... درهم.

يرجع الضمان النهائي إلى المستفيد عند إتمام إجراءات التفويت وتنفيذه لجميع الالتزامات المنصوص عليها في دفتر التحملات وفي عقد التفويت وذلك بعد خصم من مبلغ الضمان ما بذمته من مستحقات أو مصاريف ناتجة عن
التفويت أو تنفيذ المشروع، عند الاقتضاء.

يمكن الاستعاضة عن الضمان المؤقت والضمان النهائي المشار إليهما أعلاه بكفالات شخصية وتضامنية تلتزم مع المتنافس أو المستفيد بأن تدفع إلى الجماعة الترابية، في حدود الضمانات المنصوص عليها في هذا الدفتر المبالغ التي

قد يصبح مدينا بها اتجاه الجماعة الترابية بمناسبة تنفيذ عقد التفويت وبنود دفتر التحملات.

---

10 - تحديد الطرف المستفيد من التفويت

11 - بيان طبيعة التجهيزات أو المنشأت المراد إنجازها (مركبات تجارية صناعية، خدماتية سكنية) وذلك بناء على دراسة مالية للمشروع تنجز من طرف مكتب

للدراسات لتحديد كلفة الانجاز ..

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023
صفحة : 1275
المادة 8 إشعار المتنافس أو المستفيد بقبول عرضه أو طلبه

يخبر رئيس مجلس الجماعة الترابية.. ... المتنافس الذي تم قبول عرضه بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد، من أجل استكمال باقي إجراءات التفويت داخل أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما من تاريخ الإشعار بالتوصل، تحت طائلة فقدان حقه في التفويت في حالة تجاوزه لهذه المدة مع تحويل مبلغ الضمان المؤقت المودع لفائدة الجماعة الترابية ..... وصل.

ويخبر باقي المتنافسين الذين تم إقصاؤهم أو لم تقبل ملفاتهم أو رفضت عروضهم لسحب الضمان المالي المؤقت مقابل

يخبر رئيس مجلس الجماعة الترابية.. مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد، في أجل لا يتعدى عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ التأشير على مقرر المجلس قصد استكمال باقي إجراءات التفويت، والإدلاء بالوثائق المطلوبة داخل أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما من تاريخ الإشعار بالتوصل، تحت طائلة فقدان حقهم في التفويت في حالة تجاوزهم لهذه المدة. المستفيد أو المستفيدين في حالة التفويت بالتراضي، بواسطة رسالة

المادة 9 توقيع دفتر التحملات

يعتبر التوقيع على دفتر التحملات بالنسبة للمستفيد من التفويت بمثابة إقرار بمعرفته للعقار موضوع العملية، وبتملكه للعقار على الكيفية الموجود عليها في الواقع، وكما هو محدد في التصميم المرفق - 12 - بدفتر التحملات، وكذا جميع الارتفاقات المحددة في التشريعات والأنظمة الجاري بها العمل، وذلك بعد توقيع عقد التفويت. ولا يجوز للمستفيد مطالبة «الجماعة الترابية.. ..... بأي تعويض باستثناء التعويض في حالة تقديم الغير التعرض على العقار موضوع العملية إذا كان في طور التحفيظ ولم ينته بعد أجل تقديم التعرضات أو كان العقار غير محفظ

المادة 10 الأداء

يؤدي المستفيد ثمن التفويت، مضافا إليه نسبة .... - 13 - في المائة، كمصاريف مترتبة عن عملية التفويت إلى شسيع المداخيل لدى الجماعة الترابية ..... أو المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل، مقابل وصل بالإبراء من الأداء.

يؤدى هذا الثمن عند إبرام عقد التفويت.

المادة 11 تحرير عقد التفويت

يحرر عقد التفويت بين المستفيد ورئيس مجلس الجماعة الترابية ..... ويشار فيه بالإضافة إلى الشروط المنصوص عليها في هذا الدفتر إلى المقتضيات الخاصة عند الاقتضاء.

يسلم رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... للمستفيد نسخة من عقد التفويت ودفتر التحملات الموقع مرفق عند الاقتضاء، بالتصميم.

---

12 - وجوب إعداد التصميم من قبل مهندس معتمد مؤشر عليه من قبل رئيس المجلس.

13 - تحديد نسبة مئوية من المبلغ الإجمالي الذي رست عليه المزايدة تضاف إلى ثمن الاقتناء.

صفحة : 1276

المادة 12 الفصل في الخلاف حول المساحة

في حالة وجود خلاف بشأن الزيادة أو النقصان في المساحة يعتمد ثمن التفويت للفصل في هذا الخلاف طبقا لأحكام الفصل 529 من قانون الالتزامات والعقود.

المادة 13 الضرائب والرسوم والاشتراكات في أنظمة الاحتياط الاجتماعي

يتحمل المستفيد أداء جميع الضرائب والرسوم وغيرها من تاريخ توقيع عقد التفويت.

كما يلتزم المستفيد عند الاقتضاء بالإدلاء سنويا بلائحة مأجوريه وبالوثائق الإدارية المسلمة من طرف السلطات المختصة والتي تثبت الوضعية السليمة للمستفيد اتجاه التزاماته الضريبية وسداد اشتراكاته في أنظمة الاحتياط الاجتماعي.

المادة 14 مباشرة إجراءات التسجيل والتحفيظ

يلتزم المستفيد بمباشرة إجراءات تسجيل العقار المفوت لدى إدارة التسجيل و التنبر، وتقييده، عند الاقتضاء، بالمحافظة العقارية، على نفقته، داخل أجل ثلاثة (3) أشهر، يحتسب من تاريخ إبرام عقد التفويت، مع التنصيص في السجل العقاري الخاص به على الشروط المضمنة بدفتر التحملات وكذا شروط الابراء.

يودع عقد التفويت بالنسبة للعقارات غير المحفظة، لدى كتابة الضبط بالمحكمة الابتدائية التي يوجد العقار في دائرة نفوذها لأجل تقييده في السجل المنصوص عليه في الفصل 455 من قانون المسطرة المدنية.

المادة 15 قروض رهنية

الأجل إنجاز المشروع، وبعد إذن مكتوب من رئيس مجلس الجماعة الترابية..... يمكن للمستفيد أن يطلب من مؤسسة للسلف منحه فرضا مع السماح لها بإيقاع رهن على العقار المفوت والبنايات المشيدة فوقه عند الاقتضاء، ضمانا لاسترجاع مبلغ الدين والفوائد المترتبة عنه.

يجب على المستفيد أن يتقدم إلى رئيس مجلس الجماعة الترابية ... بطلب مرفق ببطاقة معلومات دقيقة حول برنامج البنايات المراد تشييدها وقيمة المبالغ المزمع اقتراضها وهوية المؤسسة المقرضة ومشروع عقد الرهن.

المادة 16 التزام المستفيد بإنجاز المشروع

- يلتزم المستفيد داخل أجل ... - 14 -
من تاريخ إبرام عقد التفويت بإيداع ملف المشروع المزمع إنجازه فوق العقار يلتزم المستفيد المفوت لدى الإدارة قصد الحصول على الرخص اللازمة للإنجاز.

- يلتزم المستفيد بالشروع في أشغال إنجاز المشروع المرخص به في .. - 15 - ، .
ويحدد أجل انتهاء الأشغال في
من تاريخ الشروع فيها. .... -16 -

تحتفظ الجماعة الترابية ..... بحق المطالبة في كل وقت وحين بكل الوثائق والمعلومات الضرورية، بغية مراقبة نوعية وجودة الأشغال ومدى التزام المستفيد بالشروط المقررة في دفتر التحملات وفي عقد التفويت.

---

14 - تحديد المدة الضرورية لإيداع ملف المشروع قصد الحصول على الرخص اللازمة

15 - تحديد تاريخ الشروع في الإنجاز.

16 - تحديد مدة انتهاء الأشغال.

.....

.....

يمنع على المستفيد إجراء أي تعديل أو تغيير على المشروع المرخص به، أو التنازل عنه لفائدة الغير، دون الحصول على إذن مسبق من رئيس مجلس الجماعة الترابية بعد مداولة المجلس عند الاقتضاء.

المادة 17 معاينة إنجاز المشروع

تتم مراقبة تقدم أشغال تنفيذ المشروع ومعاينة الإنجازات من طرف لجنة للمعاينة بحضور المستفيد أثناء القيام بالأشغال أو عند الانتهاء منها بناء على طلب المستفيد أو بمبادرة من رئيس مجلس الجماعة الترابية .....

وتتكون هذه اللجنة من الأشخاص الآتي ذكرهم

ممثل جماعة / عمالة أو إقليم / جهة

ممثل السلطة الإدارية المحلية

ممثل عن المصلحة المعنية بتدبير ممتلكات الجماعة الترابية .....

ممثل الوكالة الحضرية.

ويمكن أن ينضم إليهم أي شخص ترى اللجنة فائدة في إشراكه.

يتم استدعاء المستفيد للمشاركة في أشغال لجنة المعاينة للإدلاء بالإيضاحات الضرورية، إذا استلزم الأمر ذلك، ولن يمنع عدم حضوره اللجنة من مباشرة أشغالها.

تحدد اللجنة الإجراءات الواجب اتخاذها في مواجهة المستفيد العاجز عن التنفيذ، أو المخل بكل التزاماته أو بعضها، ولا يقبل تقرير اللجنة في هذه الحالة أي طعن، ويكتسب الحجية في مواجهة المستفيد.

إذا انتهى الأجل الممنوح للمستفيد من أجل الإنجاز دون أن يتمكن من ذلك جاز لرئيس مجلس الجماعة الترابية ، وبعد أخذ رأي لجنة المعاينة، منح المستفيد أجلا إضافيا لا تتعدى مدته سنة أشهر.

تفرض على المستفيد في كل الأحوال، غرامة تحدد قيمتها في % من ثمن تفويت العقار، عن كل شهر تأخير تحتسب ابتداء من تاريخ انتهاء الأجل الإضافي الممنوح له.

تؤدى هذه الغرامة من طرف المعني بالأمر بمجرد إعلامه من طرف رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... بالأجل الإضافي الممنوح له.

غير أن الإدارة تحتفظ بحقها في منح أجل إضافي أو عدم منحه، دون أن يكون قرارها في هذا الشأن قابلا للطعن، ماعدا في حالة ما إذا كان التأخير في الإنجاز بسبب قوة قاهرة أو حادث فجائي أو راجع لعمل من أعمال الإدارة، فيمنح الأجل الإضافي وجوبا إلى المستفيد ويعفى من أداء غرامة التأخير.

المادة 18 إخلال المستفيد بالتزاماته

في حالة إخلال المستفيد بأحد الالتزامات المنصوص عليها في هذا الدفتر تختار الجماعة الترابية ..... بين السماح للمستفيد أو لذوي حقوقه بمتابعة تنفيذ جميع الالتزامات التعاقدية، أو القيام مقامه في متابعة تنفيذ المشروع على نفقة المستفيد أو ذوي حقوقه أو الإعلان عن فسخ العقد وفق المسطرة الآتية:

• مطالبة المستفيد بواسطة رسالة مضمونة مع الإشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد بتنفيذ الالتزام خلال أجل ثلاثة (3) أشهر

• في حالة عدم استجابة المستفيد وبعد تأكد لجنة المعاينة من عجزه عن تنفيذ المشروع أو مواصلة إنجازه تتخذ في حقه الإجراءات الآتية:

في حالة عدم الشروع في الإنجاز يتخذ رئيس مجلس الجماعة الترابية ... قرارا باسترجاع القطعة الأرضية بناء على مقرر للمجلس يقضي بالمصادقة على التراجع عن التفويت ولا يعتبر شروعا في الإنجاز تسوير الأرض، أو بناء الأساس أو غرس الأشجار أو حفر الآبار

يبلغ القرار المشار إليه أعلاه، برسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد إلى المستفيد، وتسترجع الجماعة العقار ويرجع للمستفيد الثمن، بعد خصم مبلغ تعويض يقدر ب 10% من قيمة العقار عن كل سنة احتلال على ألا يتجاوز الخصم 30% من مبلغ التفويت في حالة وفاة المستفيد، يمكن للورثة مطالبة الجماعة الترابية بتخفيض الغرامة من 10% إلى 5% عن كل سنة احتلال

في حالة الشروع في البناء يتخذ رئيس مجلس الجماعة الترابية قرارا باسترجاع القطعة الأرضية بناء على مقرر للمجلس بالمصادقة على التراجع عن التفويت بالنسبة للمستفيد الذي لم يعبر عن رغبته في مواصلة انجاز المشروع. ويبلغ هذا القرار للمستفيد برسالة مضمونة

يعرض العقار والمنشآت المحدثة به للبيع طبقا للكيفيات التي يتم بها تفويت العقارات التابعة للملك الخاص للجماعات الترابية

يتم توزيع الأموال الناجمة عن بيع العقار والمنشآت المحدثة به على النحو الآتي:

خصم جميع الصوائر الناجمة عن إجراءات التوزيع ومسطرة إسقاط الحقوق والبيع من مبلغ التفويت الأصلي لفائدة الجماعة الترابية ..... ولا ينبغي، بأي حال من الأحوال، أن يقل مبلغ الخصم عن 5% من ثمن البيع.

إرجاع الديون الرهنية الموافق عليها إذا لم تستغرق ثمن البيع. ويمكن للمؤسسة المقرضة أن تحل محل المستفيد في الحقوق والالتزامات إذا عبرت عن رغبتها في حيازة العقار وإتمام الإنجاز.

تمكين المستفيد من باقي ثمن البيع بعد اقتطاع 10% سنويا عن مدة الاحتلال، على ألا يتجاوز الاقتطاع 30% من ثمن البيع.

تقسيم الباقي من حاصل البيع بين المشتري و الجماعة الترابية.... من التحسينات للثانية علما بأن حصة المشتري أو ذوي حقوقه لا يمكن بأي حال من الأحوال أن تقل عن مبلغ ما أنفقه عن المنشآت التي أقامها فوق العقار، وأن تقدير قيمة هذه المنشآت ينجز من طرف اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية. 1/5 بمقدار 4/5 للأول و ،.....

المادة 19 إرجاع العقار إلى حالته الأصلية

في حالة عجز المستفيد عن الإنجاز وإعلان الجماعة الترابية عن استرجاع العقار، يتعين على المستفيد نقل المؤن والأدوات من العقار موضوع التقويت وإرجاعه إلى حالته الأصلية داخل أجل خمسة عشر 15 يوما، وإذا تخلف المستفيد عن ذلك قامت به الجماعة الترابية..... على نفقته.

إذا لم يؤد المستفيد النفقات المشار إليها أعلاه، داخل أجل ثلاثة (3) أشهر، تقوم الجماعة الترابية ..... يبيع المؤن والأدوات واستخلاص ما بذمته.

المادة 20 انتقال الالتزام إلى الورثة

في حالة وفاة المستفيد يحل محله ورثته في الحقوق والالتزامات، لكن إذا كان الورثة غير قادرين على إنجاز المشروع جاز لهم مطالبة الجماعة الترابية..... بالترخيص لهم لبيع حقوقهم لفائدة الغير أو تطبيق مسطرة العجز

عن الوفاء بالتزامات مورثهم.

ويشترط توفر المفوت له على الشروط المفترضة في المستفيدين الأصليين ويحل محلهم في الحقوق والالتزامات المترتبة على التفويت.

تتولى «الجماعة الترابية.. البت في الطلبات المقدمة من طرف الورثة وذلك بقرار معلل.

في حالة عدم تنفيذ الورثة للالتزامات المنصوص عليها في دفتر التحملات تطبق المسطرة العادية لفسخ العقد المنصوص عليها في هذا الدفتر.

المادة 21 الإذن في التصرف

لا يمكن للمستفيد التصرف في العقار المقتنى أو في جزء منه عن طريق البيع أو الكراء أو القسمة أو غيرها من التصرفات إلا بعد حصوله على شهادة الإبراء، التي تسلم له من طرف رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... وذلك بعد التثبت من تنفيذ المستفيد للالتزامات المنصوص عليها في هذا الدفتر وفي عقد التفويت.

يحق لأعوان الجماعة الترابية ..... الدخول إلى العقار المفوت المراقبة تنفيذ الأشغال، وذلك إلى حين تسلم

المستفيد لشهادة الإبراء.

المادة 22 تعيين محل المخابرة

يتعين على المستفيد من التفويت تعيين محل للمخابرة معه في الدائرة الترابية للعمالة أو الإقليم التي يقع فيها العقار مع وجوب إخبار رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... بكل تغيير قد يطرأ عليه بواسطة رسالة مضمونة مع

إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد.

وفي حالة عدم الإخبار بتغيير محل المخابرة، يعتبر آخر محل مصرح به هو مكان التبليغ

المادة 23 اختصاص البت في المنازعات

في حالة حدوث نزاع بين الطرفين بشأن مقتضيات دفتر التحملات يعرض الأمر على تحكيم السلطة الإدارية المحلية المختصة -17 - " ، وإذا تعذر الوصول إلى حل بالتراضي يتم اللجوء إلى المحكمة المختصة التي يقع العقار موضوع التفويت في دائرة نفوذها الترابي.

حرر بـ في:

الإمضاء:

رئيس مجلس الجماعة الترابية .....

الإمضاء:

المتنافس أو المستفيد

17- والي الجهة بالنسبة للجهة وعامل العمالة أو الإقليم بالنسبة للعمالة أو الإقليم أو الجماعة.

صفحة : 1280

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

الملحق رقم 3 : نموذج دفتر التحملات المتعلق بكراء وباستغلال الأملاك الخاصة للجماعات الترابية

المملكة المغربية

وزارة الداخلية

جهة

عمالة أو إقليم

جماعة

قسم

مصلحة ....

دفتر التحملات

يتعلق بكراء أو استغلال عقارات تابعة للملك الخاص لـ «الجماعة الترابية .... - 1 -

المادة الأولى: موضوع دفتر التحملات

يحدد دفتر التحملات هذا الشروط والالتزامات المتعلقة بكراء أو استغلال عقار تابع للجماعة الترابية عن طريق المزايدة العمومية أو بالتراضي عند الاقتضاء.

المادة 2 المراجع والنصوص القانونية

القانون التنظيمي رقم..... - 3 -

القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية الصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم)2021(1.21.74 بتاريخ 03 من ذي الحجة 1442) (14) يوليو

الظهير الشريف الصادر بتاريخ 9 من رمضان 1331 (12) أغسطس (1913) يتعلق بقانون الالتزامات والعقود، كما وقع تغييره وتتميمه

القانون رقم 39.08 المتعلق بمدونة الحقوق العينية الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.11.178 بتاريخ 25 من ذي الحجة 1432 (22) نوفمبر (2011) كما تم تغييره وتتميمه

القانون رقم 49.16 المتعلق بكراء العقارات أو المحلات المخصصة للاستعمال التجاري أو الصناعي أو الحرفي

الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.99 بتاريخ 13 من شوال 1437 (18) يوليو 2016)

القانون رقم 67.12 المتعلق بتنظيم العلاقة التعاقدية بين المكري والمكتري للمحلات المعدة للسكنى أو للاستعمال المهني الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.13.111 بتاريخ 15 من محرم 1435 (19) نوفمبر (2013) كما تم تغييره وتتميمه

1 - تعوض عبارة الجماعة الترابية ..

2 - لائحة المراجع والنصوص القانونية غير نهائية يتعين تحبينها كلما دعت الضرورة إلى ذلك.

المذكورة في كل مواد دفتر التحملات هذا، حسب الحالة ، بجهة أو عمالة أو إقليم أو جماعة ، مع إضافة اسم الجماعة الترابية المعنية.

3 - يكتفى بالإشارة إلى مراجع القانون التنظيمي للجماعة الترابية المعنية:

القانون التنظيمي رقم 111.14 المتعلق بالجهات ، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 11583 في 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015) :

القانون التنظيمي رقم 112.14 المتعلق بالعمالات والأقاليم، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.15.84 في 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015) .

القانون التنظيمي رقم 113.14 المتعلق بالجماعات ، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 115.85 في 20 من رمضان 1436 (7) يوليو (2015)

القانون رقم 07.03 المتعلق بكيفية مراجعة أثمان كراء المحلات المعدة للسكنى أو للاستعمال المهني أو التجاري أو الصناعي أو الحرفي، الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.07.134 بتاريخ 19 من ذي القعدة 1428 (30) نوفمبر :(2007

الظهير الشريف رقم 1.56.211 بشأن الضمانات المالية المطلوبة من المشاركين في السمسرات العمومية والذين

نزل عليهم المزاد

المرسوم رقم.

القرار المشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 3712.21 الصادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022 بتحديد كيفيات إجراء المزايدة العمومية المتعلقة بالترخيص بالاحتلال المؤقت للملك العام

للجماعات الترابية وبتفويت وكراء واستغلال أملاكها الخاصة

القرار المشترك لوزير الداخلية ووزيرة الاقتصاد والمالية رقم 3711.21 الصادر في 17 من صفر 1444 (14) سبتمبر (2022) بتطبيق أحكام القانون رقم 57.19 المتعلق بنظام الأملاك العقارية للجماعات الترابية بشأن اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية

محضر اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية المجتمعة بتاريخ ...

مقرر مجلس الجماعة الترابية .... المتخذ خلال جلسته المنعقدة بتاريخ .....
برسم دورته . الذي يصادق المجلس بموجبه على .... عليه من قبل .... -5-
والمؤشر عليه بتاريخ .. ..

المادة 3 العقار موضوع الكراء أو الاستغلال

يتكون العقار موضوع الكراء أو الاستغلال من .... - 6 - رقم ..... في طور التحفيظ مطلب عدد مساحته بالمتر المربع موقعه. مسمى : ". مرجعه العقاري: (محفظ تحت أو غير محفظ مراجع سند التملك، نوعيته أرض عارية أو مبنية).....
حدوده
محتوياته

المادة 4 المستفيد من الكراء أو الاستغلال

يقوم رئيس مجلس الجماعة الترابية ... بإبرام عقد كراء أو استغلال العقار التابع للأملاك الخاصة للجماعة الترابية الوارد بيانه في المادة 3 أعلاه، بعد مزايدة عمومية.

يمكن لرئيس مجلس الجماعة الترابية ... أن يقوم بإبرام عقود كراء العقار المشار إليه في المادة 3 أعلاه بالتراضي في الحالات المنصوص عليها في المادة 37 من القانون رقم 57.19 السالف الذكر.

---

4 - يكتفى بالإشارة إلى مراجع المرسوم المتعلق بسن نظام المحاسبة العمومية الخاص بالجماعة الترابية المعنية

المرسوم رقم 2.17.440 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر (2017) بسن نظام للمحاسبة العمومية للجهات و مجموعاتها :

مرسوم رقم 2.17.450 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر 2017) بسن نظام للمحاسبة العمومية للعمالات والأقاليم ومجموعاتها :

مرسوم رقم 217451 الصادر في 4 ربيع الأول 1439 (23) نوفمبر (2017) بسن نظام المحاسبة العمومية للجماعات ومؤسسات التعاون بين الجماعات..

5 - سلطة المراقبة الإدارية المختصة والى الجهة / عامل العمالة أو الإقليم).

6 - تعيين أنواع العقارات موضوع العملية و مشتملاتها ، وفي حالة تعدد العقارات يستحسن تضمين بيانات كل عقار على حدة في جدول موحد.

المادة 5 مدة الكراء أو الاستغلال

يحدد مبلغ الكراء أو الاستغلال طبقا للعرض المقدم من طرف المتنافس الفائز بالمزايدة العمومية، على أساس الثمن

تحدد مدة كراء أو استغلال العقار المشار إليه في المادة 3 أعلاه، في. سنوات.

المادة 6 مبلغ الكراء أو الاستغلال

الافتتاحي المحدد من طرف اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية في .. درهم، عن كل .... - 7 - .

إذا تم الكراء أو الاستغلال بالتراضي، عملا بمقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 4 من دفتر التحملات، فإن مبلغ العملية يجب ألا يقل عن الثمن الافتتاحي لمزايدتين لم تسفرا عن آية نتيجة بالنسبة للحالة الأولى المنصوص عليها بالمادة 37 من القانون رقم 57.19 السالف الذكر. وبخصوص الحالات الأخرى من نفس المادة يجب ألا يقل مبلغ العملية عن الثمن المحدد من طرف اللجنة المكلفة بإجراء الخبرة الإدارية والمصادق عليه من قبل المجلس.

يراجع مبلغ الكراء أو الاستغلال كل ثلاث سنوات، بنسبة ... - 8 - . من مبلغ الكراء أو الاستغلال.

المادة 7 كيفية الأداء

يؤدى مبلغ الكراء أو الاستغلال بصفة منتظمة خلال الأسبوع الأول من كل. ... المداخيل أو المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل لدى: «الجماعة الترابية ..... المستحق الأداء لدى شسيع

المادة 8 الضمان المالي

يتعين على المشارك في المزايدة العمومية إيداع ضمان مالي مؤقت باسم الجماعة الترابية..... لدى المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل يعادل درهم.

يراجع هذا الضمان فقط، بعد انتهاء هذه العملية للذين لم يرس عليهم العرض، في حين يعتبر ضمانا نهائيا بالنسبة للمستفيدين إلى حين انتهاء مدة الكراء. لا يرجع الضمان المؤقت المحدد أعلاه، لكل مشارك تخلى عن العرض بعد أن رسا عليه.

إذا تم الكراء بالتراضي، عملا بمقتضيات الفقرة الأخيرة من المادة 4 من دفتر التحملات هذا، فإنه يتعين على المستفيد إيداع ضمان مالي نهائي باسم الجماعة الترابية ..... لدى المحاسب العمومي المكلف بالتحصيل يعادل درهم.

يرجع الضمان النهائي إلى المستفيد عند انتهاء مدة الكراء أو الاستغلال، وذلك بعد خصم من مبلغ الضمان ما بذمته من مستحقات أو مصاريف ناتجة عن الأضرار التي قد تلحق بالملك.

يمكن الاستعاضة عن الضمان المؤقت والضمان النهائي المشار إليهما أعلاه بكفالات شخصية وتضامنية تلتزم مع المتنافس أو المستفيد بأن تدفع إلى الجماعة الترابية، في حدود الضمانات المنصوص عليها في هذا الدفتر المبالغ التي

قد يصبح مدينا بها اتجاه الجماعة الترابية بمناسبة تنفيذ عقد الكراء وبنود دفتر التحملات.

---

7 - شهر أو كسر سنة أو سنة.

8 - تراعي في تحديد نسبة الزيادة في السومة الكرائية مقتضيات القانون رقم 07.03 المتعلق بكيفية مراجعة أثمان كراء المحلات المعدة للسكنى أو الاستعمال المهني أو التجاري أو
الصناعي أو الحرفي، المشار إليه أعلاه.

المادة 9 إشعار المستفيد من الكراء أو الاستغلال

قصد يخبر رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... المتنافس أو المتنافسين الذين تم قبول عروضهم، بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد استكمال باقي إجراءات الكراء أو الاستغلال داخل أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما من تاريخ الإشعار بالتوصل تحت طائلة فقدان حقهم في الكراء أو الاستغلال في حالة تجاوزهم لهذه المدة، مع تحويل مبلغ الضمانة المؤقتة المودعة لفائدة الجماعة الترابية .....

كما يخبر باقي المتنافسين الذين تم إقصاؤهم لعدم قبول ملفاتهم أو رفض عروضهم، ودعوتهم لسحب الضمانة المؤقتة المودعة مقابل وصل.

يخبر رئيس مجلس الجماعة الترابية المستفيد أو المستفيدين في حالة الكراء عن طريق التراضي. بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء تاريخ مؤكد، في أجل لا يتعدى عشرة (10) أيام ابتداء من تاريخ التأشير على مقرر المجلس قصد استكمال باقي إجراءات الكراء، والإدلاء بالوثائق المطلوبة داخل أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوما من تاريخ الإشعار بالتوصل، تحت طائلة فقدان حقهم في الكراء في حالة تجاوزهم لهذه المدة.

المادة 10 المبلغ الجزافي

يلتزم المستفيد من الكراء أو الاستغلال إضافة إلى المبلغ التقديري للكراء أو الاستغلال بأداء مبلغ جزافي محدد في درهم دفعة واحدة أو على ... دفعات - 10 - ، لدى شسيع المداخيل الجماعة الترابية .

وذلك داخل أجل ..... وإلا اعتبر متخليا عن عملية الكراء أو الاستغلال - 11- ".

يصير هذا المبلغ حقا مكتسبا لـ «الجماعة الترابية ..... بمجرد أدائه.

المادة 11 توقيع عقد الكراء أو الاستغلال

يحرر عقد الكراء أو الاستغلال بين المستفيد ورئيس مجلس الجماعة الترابية ، ويشار فيه بالإضافة إلى الشروط المنصوص عليها في هذا الدفتر إلى المقتضيات الخاصة عند الاقتضاء.

ويسلم رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... للمستفيد نسخة من عقد الكراء أو الاستغلال ودفتر التحملات الموقع مرفق عند الاقتضاء، بالتصميم.

لا تصبح عملية الكراء أو الاستغلال نهائية إلا بعد توقيع العقد من قبل طرفيه، طبقا للإجراءات القانونية الجاري بها العمل.

---

10 - تحديد عدد الدفعات اللازمة لأداء المبلغ الجزافي.

11 - يعمل بهذا المقتضى في حالة تحديد مبلغ جزافي يؤديه المستفيد إلى جانب مبلغ الكراء أو الاستغلال للمساهمة في تكاليف إنجاز المشروع موضوع العملية.

المادة 12 الكراء من الباطن وتفويته أو توليته أو التخلي عنه

كل كراء من الباطن أو تفويته فيما يخص العقارات أو المحلات المخصصة للاستعمال التجاري أو الصناعي أو الحرفي لا يكون له أي أثر إلا إذا تم وفقا لأحكام القانون رقم 49.16 المتعلق بكراء العقارات أو المحلات المخصصة للاستعمال التجاري أو الصناعي أو الحرفي الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.16.99 بتاريخ 13 من شوال 1437 (18) يوليو 2016). كل تولية للكراء أو تخل عنه فيما يخص كراء المحلات المعدة للسكنى أو للاستعمال المهني لا يكون له أي أثر إلا إذا تم وفقا لأحكام القانون رقم 67.12 المتعلق بتنظيم العلاقة التعاقدية بين المكري والمكتري للمحلات المعدة للسكنى أو للاستعمال المهني الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.13.111 بتاريخ 15 من محرم 1435 (19) نوفمبر (2013).

المادة 13 إجراء تغييرات بالمحل موضوع الكراء أو الاستغلال

يمنع إجراء تغييرات بالمحل موضوع الكراء أو الاستغلال إلا بعد الموافقة الكتابية لرئيس مجلس الترابية ..... وفقا للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل.

الجماعة

المادة 14 : معاينة المحل

يتعين على المستفيد السماح لمصالح الجماعة الترابية ..... للقيام بمعاينة المحل موضوع الكراء أو الاستغلال كلما دعت الضرورة إلى ذلك.

المادة 15 : المصاريف المتحملة من طرف المستفيد

يلتزم المستفيد بأداء واجبات الماء والكهرباء والهاتف.

المادة 16 المسؤولية عن الأضرار

يتحمل المستفيد ، المسؤولية عن جميع الأضرار التي تقع للغير طيلة مدة الكراء أو الاستغلال بفعل نشاطه.

المادة :17 التأمين عن المسؤولية المدنية

يلتزم المستفيد بإبرام عقد تأمين عن المسؤولية المدنية، يغطي جميع الأضرار التي قد تترتب عن أنشطته طيلة مدة الكراء أو الاستغلال تسلم نسخة من هذا العقد إلى الجماعة الترابية .....

المادة 18 : فسخ عقد الكراء أو الاستغلال من قبل الجماعة الترابية

تطبق الأحكام المتعلقة بفسخ عقد الكراء المنصوص عليها في القانون رقم 49.16 المتعلق بكراء العقارات أو المحلات المخصصة للاستعمال التجاري أو الصناعي أو الحرفي، وفي القانون رقم 67.12 المتعلق بتنظيم العلاقة التعاقدية بين المكري والمكتري للمحلات المعدة للسكنى أو للاستعمال المهني.

يمكن الجماعة الترابية ..... فسخ عقد الكراء أو الاستغلال في حالة عدم احترام المستفيد لبنود دفتر

التحملات وعقد الكراء أو الاستغلال.

في حالة فسخ عقد الكراء أو عقد الاستغلال يتم تحويل مبلغ الضمانة النهائية لفائدة الجماعة الترابية .....

المادة 19 إنهاء العقد بطلب من المستفيد

يلتزم المستفيد في حالة تقديمه لطلب إنهاء عقد الكراء أو الاستغلال قبل انتهاء مدته بأداء تعويض يعادل المبلغ المحدد بهذا العقد عن 6 أشهر من الكراء أو الاستغلال وذلك ابتداء من تاريخ تقديم الطلب.

لا يمكن قبول الطلب المشار إليه أعلاه إلا إذا قام المستفيد بأداء جميع المبالغ المستحقة لفائدة «الجماعة الترابية ..... إلى تاريخ تقديم الطلب المتعلق بإنهاء العقد.

المادة 20 استغلال المحل من طرف الورثة

في حالة وفاة المستفيد، يحق لورثته الاستمرار باستغلال العقار موضوع الكراء أو الاستغلال، إذا ما أعربوا عن رغبتهم في ذلك عن طريق توجيه طلب في الموضوع إلى رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... داخل أجل ثلاثة (3) أشهر من الوفاة ، وإلا اعتبر عقد الكراء أو الاستغلال لاغيا.

المادة 21 الرخص والتصاريح

لا يعفي عقد الكراء أو الاستغلال المستفيد من الحصول على الرخص والتصاريح الضرورية لممارسة نشاط تجاري أو مهني أو صناعي أو حرفي وذلك وفقا للتشريعات والأنظمة الجاري بها العمل.

المادة 22 المحافظة على العقار وصيانته

يلتزم المستفيد بالمحافظة على العقار موضوع الكراء أو الاستغلال وصيانته.

المادة 23 مآل التحسينات المنجزة بالعقار موضوع الكراء أو الاستغلال

في حالة فسخ عقد الكراء أو الاستغلال قبل انتهاء مدته، يلتزم المستفيد بإرجاع العقار موضوع العملية، مع تحسيناته جزئيا أو كليا إلى الجماعة الترابية مجانا ودون المطالبة بأي تعويض عنها ولو تمت بموافقة من «الجماعة الترابية .

المادة 24 تعيين محل المخابرة

يتعين على المستفيد من الكراء أو الاستغلال، تعيين محل للمخابرة معه في الدائرة الترابية للعمالة أو الإقليم التي يقع فيها العقار، مع وجوب إخبار رئيس مجلس الجماعة الترابية ..... بكل تغيير قد يطرأ عليه، بواسطة رسالة مضمونة مع إشعار بالتوصل أو فاكس مؤكد أو أية وسيلة اتصال أخرى تمكن من إعطاء

تاريخ مؤكد. وفي حالة عدم الإخبار بتغيير محل المخابرة، يعتبر آخر محل مصرح به هو مكان التبليغ.
1286

الجريدة الرسمية

المادة 25 اختصاص البت في المنازعات

الجريدة الرسمية عدد 7168 - 18 رجب 1444 (9) فبراير 2023

في حالة حدوث نزاع بين الطرفين بشأن مقتضيات دفتر التحملات يعرض الأمر على تحكيم السلطة الإدارية المحلية المختصة ، وإذا تعذر الوصول إلى حل بالتراضي يتم اللجوء إلى المحكمة المختصة التي يقع العقار موضوع الكراء أو الاستغلال في دائرة نفوذها الترابي.

حرر بـ..... في

الإمضاء:

المتنافس أو المستفيد

الإمضاء:

رئيس مجلس الجماعة الترابية .....
---
12 - والي الجهة بالنسبة للجهة وعامل العمالة أو الإقليم بالنسبة للعمالة أو الإقليم أو الجماعة.

.....
.....